UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

LE MOUVEMENT COMMUNAUTAIRE DANS HOCHELAGA-MAISONNEUVE ET LE CARREFOUR FAMILIAL HOCHELAGA (1960-2009)

RAPPORT DE RECHERCHE
PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN HISTOIRE,
PROFIL APPLIQUÉ

PAR
ANNE-JULIE NÉRON

FÉVRIER 2013

REMERCIEMENTS

D'abord, merci à mon directeur de recherche, Paul-André Linteau, pour son support et ses conseils, ainsi que pour son respect de mon rythme de travail et de ma vision de recherche.

Merci également à Réjean Charbonneau, directeur de l'Atelier d'histoire d'Hochelaga-Maisonneuve, pour m'avoir accueillie au sein de l'organisme et pour avoir partagé avec moi sa passion pour l'histoire de ce quartier fascinant.

Merci à Micheline Desjardins du Carrefour familial Hochelaga, de m'avoir permis d'accéder à ses archives et d'avoir répondu avec enthousiasme à mon projet de recherche. Merci aussi, ainsi qu'à Lucie Lépine, d'avoir partagé avec moi vos souvenirs de l'organisme.

Merci à Jérôme de m'avoir aidé dans la mise en forme des graphiques : sans lui, ces derniers seraient médiocres !

Merci à Nicolas d'avoir lu et commenté ce rapport de recherche, ainsi que d'avoir partagé avec moi ces années de maîtrise, qui n'ont pas toujours été faciles. Merci de ton support en toutes circonstances, de ta patience et de ton amour.

Merci à mes parents, Claude et Lili, pour leur important soutien moral et financier. Merci d'avoir toujours encouragé la réussite scolaire et de m'avoir donné les outils pour faire tout ce que je voulais dans la vie. Merci aussi à mes frères, Rafaël et Pierre-Marc, qui me rappellent que l'intelligence se situe à bien des niveaux.

Merci à mes collègues d'histoire appliquée, particulièrement Maude, Emilie, Eveline, et Mathieu, et tous les membres de l'Exquise et Distinguée Société des Sexys Historiens Extraordinaires, d'avoir partagé avec moi ces dernières années : les moments passés avec vous resteront sans doute les plus marquants de cette maîtrise.

Merci à mes amis avec qui j'ai partagé l'expérience de maîtrise, et tant d'autres choses: Amélie, Laurie-Ann, Virginie, Sophie, Valérie, Melissa, Jean-Philippe, Philippe et la gang du chalet.

Merci au Conseil de recherches en sciences humaines du Canada pour son soutien financier.

Merci enfin à tous les acteurs du mouvement communautaire, qui se battent chaque jour pour défendre un monde meilleur. Je respecte et admire énormément votre travail.

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES TABLEAUX ET FIGURES vii

LISTE DES ABRÉVIATIONS ET ACRONYMES ix

RÉSUMÉ x

INTRODUCTION 1

CHAPITRE I

BILAN HISTORIOGRAPHIQUE, PROBLÉMATIQUE ET SOURCES 5

1.1 Bilan historiographique 5

1.1.1 Évolution du mouvement communautaire à Montréal 6

1.1.2 Acteurs et enjeux 12

Communauté locale 13

Citoyens 14

Intellectuels et employés 14

Bénévoles 15

Église 15

État 16

Fonctionnement interne des groupes 20

Insertion dans l'économie 20

1.1.3 Le mouvement communautaire dans le quartier Hochelaga-Maisonneuve et le Carrefour familial Hochelaga 22

1.2 Problématique et sources 24

CHAPITRE II
L'ÉVOLUTION DU MOUVEMENT COMMUNAUTAIRE DANS HOCHELAGA-MAISONNEUVE 28
2.1 Bref historique du mouvement communautaire dans Hochelaga-Maisonneuve 29
2.2 Années de naissance et période d'activités des groupes communautaires 32
2.2.1 Années de naissance des groupes communautaires 32
2.2.2 Périodes d'activités 34
2.3 Champs d'activités des groupes 36
2.3.1 Tous les groupes 36
Vie communautaire 42
Santé et bien-être 44
Emploi 46
Action politique et juridique 46
Éducation populaire 47
Consommation et économie familiale 47
Habitation 47
Aménagement urbain et environnement 48
2.3.2 Groupes multisectoriels 48
2.4 Clientèles cibles 50
2.4.1 Clientèles cibles 50
2.4.2 Combinaisons de clientèles cibles et de champs d'activités 53
Conclusion 55

CHAPITRE III
LE CARREFOUR FAMILIAL HOCHELAGA 58
3.1 Bref historique du Carrefour familial Hochelaga 59
3.2 Fonctionnement interne, services et activités 62
3.2.1 Fonctionnement interne 62

3.2.2 Évolution des services et activités 63
Les premières années (1976-1979) 63
Les années 1980 64
Les années 1990 67
Les années 2000 68
3.2.3 Participation aux services et activités 70
3.3 Visibilité de l'organisme et liens avec le mouvement communautaire 74
3.4 Difficultés et critiques 77
Conclusion 81

CONCLUSION 83

APPENDICE
FICHES D'INVENTAIRE : DEUX EXEMPLES 88

BIBLIOGRAPHIE 90

LISTE DES TABLEAUX ET FIGURES

Tableau Page

2.1 Secteurs d'activités des groupes de *Vie communautaire* par décennie 43

2.2 Secteurs d'activités des groupes de *Santé et bien-être* par décennie 45

2.3 Nombre de groupes appartenant à un champ d'activités, à plusieurs champs ou dont le champ est inconnu 48

2.4 Clientèles cibles par décennie..... 50

2.5 Combinaisons Champs d'activités / Clientèles cibles (1960-2009)..... 53

Figure Page

2.1 Naissance des 188 groupes communautaires dont la décennie de naissance est connue 33

2.2 Périodes d'activités des 188 groupes dont la décennie de naissance est connue, selon leur décennie de naissance 35

2.3 Champs d'activités des groupes qui naissent entre 1960 et 1969 38

2.4 Champs d'activités des groupes qui naissent entre 1970 et 1979 38

2.5 Champs d'activités des groupes qui naissent entre 1980 et 1989 39

2.6 Champs d'activités des groupes qui naissent entre 1990 et 1999 39

2.7 Champs d'activités des groupes qui naissent entre 2000 et 2009 40

2.8 Champs d'activités des groupes qui naissent entre 1960 et 2009 40

2.9 Proportion des groupes disparus et des groupes dont les décennies d'existence sont inconnues, sur toute la période, selon leur champ d'activités 42

2.10 Proportion des groupes disparus et des groupes dont les décennies d'existence sont inconnues, sur toute la période, selon leur clientèle cible 51

3.1 Personnes différentes fréquentant le Carrefour familial Hochelaga, 1991-2001 70

3.2 Nombre de présences à l'accueil du Carrefour familial Hochelaga, 2000-2010 71

LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES

CCSE	Centre culturel et sportif de l'Est
CDEC	Corporation de développement économique communautaire
CDEST	Corporation de développement de l'Est de Montréal
CLSC	Centre local de services communautaires
DEC	Développement économique communautaire
FRAP	Front d'action politique
MCA	Mouvement communautaire autonome
MSSS	Ministère de la Santé et des Services sociaux
PAR-HM	Programme Action-Revitalisation Hochelaga-Maisonneuve
PEC	Pavillon d'éducation communautaire

RÉSUMÉ

Au cours des années 1960, à Montréal, plusieurs initiatives populaires cherchant à améliorer les conditions de vie des habitants des quartiers ouvriers et défavorisés naissent, amorçant alors un mouvement communautaire qui se poursuit aujourd'hui. L'un des quartiers les plus dynamiques à ce chapitre est Hochelaga-Maisonneuve, où le mouvement prend son envol au milieu de la décennie. Malgré son ampleur, il n'a jamais été étudié sur le long terme et jamais dans une perspective historique. Ce rapport de recherche cherche donc à tracer l'évolution du mouvement communautaire dans le quartier Hochelaga-Maisonneuve.

Ce rapport analyse les informations contenues dans un inventaire qui recense 225 groupes communautaires ayant existé dans le quartier, depuis les années 1960 jusqu'à la fin des années 2000. Il étudie précisément, pour chaque décennie, les années de naissance et les périodes d'activités des groupes, leurs champs d'activités ainsi que leurs clientèles cibles. Cette analyse permet de savoir à quels problèmes les acteurs du mouvement communautaire tentent de répondre à différents moments et elle permet d'insérer le mouvement du quartier dans celui de l'ensemble de la ville de Montréal.

Le rapport traite également du Carrefour familial Hochelaga comme cas de figure, afin de comprendre l'adaptation d'un organisme d'appui général à la population aux besoins du quartier. En détaillant ses services et activités, sa visibilité et ses liens avec le mouvement communautaire ainsi que les difficultés et critiques auxquels il fait face, ce cas de figure permet aussi d'illustrer certaines informations qui ne s'observent pas à grande échelle ou dans un portrait statistique, comme les liens qui unissent les organismes entre eux et les difficultés rencontrées quotidiennement.

Mots clé: MOUVEMENT COMMUNAUTAIRE – GROUPES POPULAIRES – GROUPES COMMUNAUTAIRES – HOCHELAGA-MAISONNEUVE – CARREFOUR FAMILIAL HOCHELAGA

INTRODUCTION

Ce rapport de recherche fait suite à un stage effectué à l'Atelier d'histoire d'Hochelaga-Maisonneuve à la session d'automne 2010, dans le cadre de la maîtrise en histoire, profil appliqué. Le mandat de ce stage était d'effectuer une recherche sur la multiplication des groupes communautaires dans le quartier Hochelaga-Maisonneuve depuis les années 1960. Les résultats du stage, soit un inventaire des groupes, une bibliographie et un rapport livrant les résultats de l'analyse d'un ensemble de groupes, devaient être insérés dans une exposition sur l'histoire du quartier présentée au Musée du Château Dufresne.

Le rapport livré à l'Atelier d'histoire[1] comportait d'abord un historique du mouvement communautaire à Montréal, basé sur les principaux ouvrages de référence sur le sujet. Puis, quelques particularités du mouvement communautaire dans Hochelaga-Maisonneuve étaient exposées, basées sur l'inventaire des groupes et sur des lectures concernant les principaux groupes influents et la question de l'emploi. Enfin un cas de figure, le Carrefour familial Hochelaga, était présenté, à partir de l'étude de quelques documents d'archives.

Ce rapport de recherche s'appuie sur les données accumulées durant ce stage, mais ces dernières ont été bonifiées afin de permettre une analyse et une réflexion plus approfondies. Effectivement, l'inventaire des groupes a été remanié, plusieurs études supplémentaires ont été consultées, ainsi que l'ont été plusieurs sources et études sur le Carrefour familial Hochelaga. Il s'agit, dans le présent rapport de recherche, de tracer l'évolution du mouvement communautaire dans le quartier Hochelaga-Maisonneuve, afin de comprendre comment s'articule sa dynamique interne.

---

[1] Anne-Julie Néron, *Rapport sur la multiplication des groupes communautaires dans le quartier Hochelaga-Maisonneuve*, Rapport présenté à l'Atelier d'histoire d'Hochelaga-Maisonneuve, 2011, 30 p.

Avant d'aller plus loin, il convient de définir ce que nous nommons « mouvement communautaire », puisque plusieurs auteurs réfèrent à ce dernier de différentes façons, qui renvoient toutes à la même réalité. De façon générale, on parle de « groupes populaires » pour les groupes des années 1960 et 1970 et de « groupes communautaires » pour les groupes des décennies suivantes[2]. Pierre Hamel parle de « mouvements urbains » en référant aux « [c]omités de citoyens, organismes communautaires, organisations de lutte, groupes populaires, associations bénévoles »[3]. Certains auteurs emploient le terme d'« expériences de participation »[4]. Nous nommerons tout simplement l'ensemble du phénomène le « mouvement communautaire », malgré les différences qui existent entre les diverses formes de groupes, que ce soit les comités de citoyens, les groupes populaires, les entreprises d'économie sociale, les organismes communautaires ou le mouvement communautaire autonome (MCA).

Malgré les changements importants qui marquent son évolution, il s'agit bel et bien du même mouvement, « comme l'indiquent la circulation des personnes entre les groupes, les filiations plus ou moins directes entre les groupes, les coalitions qu'ils forment sur des dossiers ad hoc, les rencontres […] où tous se croisent »[5]. Pour Suzanne Laferrière, bien qu'elles aillent dans différentes directions, il y a un lien évident entre toutes les actions communautaires : « une volonté tenace d'être à l'écoute des besoins, un parti-pris résolu pour l'équité sociale et la conviction que les

---

[2] Pour une explication des différences entre ces deux épellations, voir : Andrée Fortin, « La participation : des comités de citoyens au mouvement communautaire », dans Jacques T. Godbout (dir.), *La participation politique. Leçons des dernières décennies*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1991, p.226.

[3] Pierre Hamel, *Action collective et démocratie locale. Les mouvements urbains montréalais*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 1991, p.21.

[4] C'est le cas de : Andrée Fortin, *op. cit.,* p.219-250 et de Jacques Godbout, « Dans les quartiers défavorisés, une nouvelle pratique professionnelle : la participation », *La participation contre la démocratie*, Montréal, Éditions coopératives Albert Saint-Martin, 1983, Chapitre 3, p.63-95.

[5] Andrée Fortin, *op. cit.,* p.225.

solutions durables impliquent la prise en charge, par les collectivités, de leur développement. »[6]

Paul R. Bélanger et Benoit Lévesque définissent le mouvement communautaire comme étant « l'ensemble relativement vaste et diversifié des organisations qui reposent sur la participation populaire (ou la participation de la communauté), et qui se développe en marge des partis politiques et des organisations syndicales sur le terrain des conditions de vie et de la consommation collective. »[7] C'est la définition que nous choisissons de retenir.

Dans le premier chapitre, nous présenterons l'histoire du mouvement communautaire montréalais à travers le bilan historiographique du sujet, en faisant ressortir son évolution chronologique, ses acteurs et enjeux, ainsi que la place qu'y trouvent spécifiquement le mouvement dans Hochelaga-Maisonneuve et le Carrefour familial Hochelaga. Cette présentation nous amènera à définir précisément notre problématique et à présenter nos sources.

Le second chapitre sera consacré à l'étude du mouvement communautaire dans le quartier. Nous en ferons un bref historique, basé sur l'historiographie, puis nous aborderons les années de naissance et les périodes d'activités des groupes, leurs champs d'activités et leurs clientèles cibles. Ce chapitre nous permet de savoir à quels problèmes les acteurs du mouvement communautaire tentent de répondre à différents moments et il permet d'insérer le mouvement du quartier à celui de l'ensemble de la ville de Montréal.

---

[6] Suzanne Laferrière, « La dynamique communautaire montréalaise », *Relations*, no 584, octobre 1992, Montréal, p.243.

[7] Paul R. Bélanger et Benoit Lévesque, « Le mouvement populaire et communautaire : de la revendication au partenariat (1963-1992) », dans Gérard Daigle et Guy Rocher, *Le Québec en jeu. Comprendre les grands défis*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 1992, Chapitre 26, p.713.

Enfin, le troisième et dernier chapitre se concentrera sur une étude de cas, le Carrefour familial Hochelaga, afin d'illustrer l'adaptation d'un organisme favorisant le bien-être de la population aux besoins du quartier. Nous ferons un bref historique de l'organisme, puis nous détaillerons ses services et activités, sa visibilité et ses liens avec le mouvement communautaire ainsi que les difficultés et critiques auxquels il fait face. Ce chapitre nous permettra aussi de vérifier certaines informations qui ne s'observent pas à grande échelle ou dans un portrait statistique comme celui que présente le deuxième chapitre.

Le choix du Carrefour familial Hochelaga comme cas de figure s'explique par le fait que nous voulions étudier un organisme qui a été influent dans le quartier, mais qui n'avait jamais fait l'objet de recherche approfondie. Nous avons d'abord ciblé différents organismes d'aide à la vie familiale – thème qui n'a à peu près pas été abordé par l'historiographie. Après avoir contacté quelques organismes, nous avons fait le choix du Carrefour familial puisqu’en plus d'exister depuis longtemps, et d'être bien implanté et influent, il nous permettait d'accéder à ses archives et il était favorable à notre démarche.

CHAPITRE I

BILAN HISTORIOGRAPHIQUE, PROBLÉMATIQUE ET SOURCES

1.1 Bilan historiographique

L'histoire du mouvement communautaire montréalais est difficile à reconstruire puisqu'elle est éclatée, marquée par des débats idéologiques, par plusieurs tentatives de création de coalitions et par plusieurs difficultés concrètes. Par ailleurs, le mouvement a évolué tellement rapidement qu'il a été difficile à étudier pour les chercheurs. Pierre Hamel apporte une explication à cette constatation : « L'émergence des mouvements urbains, au début des années 1960, en a étonné plusieurs. […] Fait particulièrement significatif, les efforts des sociologues semblent avoir été constamment en décalage par rapport à ce phénomène complexe, dont le parcours social s'est révélé des plus imprévisibles. »[1]

D'ailleurs, le sujet semble avoir perdu de sa popularité depuis les années 1980 et le début des années 1990 : les ouvrages traitant de l'ensemble du mouvement ont été écrits avant 1992[2] et depuis, les chercheurs, majoritairement des sociologues, ont surtout effectué des rapports quantitatifs sur les activités des groupes

[1] Pierre Hamel, *Action collective et démocratie locale. Les mouvements urbains montréalais*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 1991, p.65.

[2] Principalement : Jean-Pierre Collin et Jacques Godbout, *Les organismes populaires en milieu urbain : contre-pouvoir ou nouvelle pratique professionnelle ?*, Montréal, I.N.R.S.-Urbanisation, 1977, 311 p. ; Donald McGraw, *Le développement des groupes populaires à Montréal (1963-1973)*, Montréal, Éditions coopératives Albert Saint-Martin, 1978, 184 p. ; Pierre Hamel, Jean-François Léonard et Robert Mayer, *Les mobilisations populaires urbaines*, Montréal, Nouvelle optique, 1982, 482 p. ; Louis Favreau, *Mouvement populaire et intervention communautaire de 1960 à nos jours, Continuités et ruptures*, Montréal, Éditions du fleuve, Centre de formation populaire, 1989, 307 p.; Pierre Hamel, *Action collective et démocratie locale. Les mouvements urbains montréalais*, 240 p.

communautaires[3] et écrit des articles sur un seul aspect du mouvement[4]. En outre, peu d'historiens se sont intéressés à la question.

1.1.1 Évolution du mouvement communautaire à Montréal[5]

---

[3] Notamment : Réjean Mathieu et al., *L'impact socio-économique des organismes communautaires et du secteur de l'économie sociale dans quatre arrondissements de la Ville de Montréal : rapport final,* Université du Québec à Montréal, Laboratoire de recherche sur les pratiques et les politiques sociales, 2001, 147 p. ; Gilles Sénécal, Annick Germain et Jacques Bénard, *Portrait des pratiques communautaires et locales en revitalisation urbaine et sociale sur le territoire de l'île de Montréal,* rapport de recherche, INRS Urbanisation, culture et société, juin 2002, 57 p.

[4] Par exemple : Yves Vaillancourt et Louis Favreau, *Le modèle québécois d'économie sociale et solidaire*, Cahiers du LAREPPS, Laboratoire de recherche sur les pratiques et les politiques sociales, Université du Québec à Montréal, 2000, 21 p. ; Marcel Sévigny, « Le mouvement communautaire et la récupération étatique », *Possibles,* vol. 27, n°3, été 2003, p.33-54 ; Jean Rouleau, « Projet de revitalisation urbaine et sociale d'un quartier de Montréal », dans René Lachapelle, *L'organisation communautaire en CLSC*, Presses Université Laval, 2003, p.146-152.

[5] Les descriptions générales du mouvement proviennent de: Donald McGraw, *op. cit.*; Jean-Pierre Collin et Jacques Godbout, *Les organismes populaires en milieu urbain: contre-pouvoir ou nouvelle pratique professionnelle?*; Jean-Pierre Augustin, « Les actions communautaires dans les quartiers populaires de Montréal, 1963-1977 », *Etudes Canadiennes,* vol. 6, 1979, p.49-74; Paul R. Bélanger et Benoit Lévesque, « Le mouvement populaire et communautaire : de la revendication au partenariat (1963-1992) », dans Gérard Daigle et Guy Rocher, *Le Québec en jeu. Comprendre les grands défis*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 1992, Chapitre 26, p.713-747; Louis Favreau, *op. cit.,* p.15-50, 99-151; Benoit Lévesque, « Le mouvement populaire au Québec : de la formule syndicale à la formule coopérative », Jean-Pierre Colin et Jacques Godbout, « Grandeur et misère des groupes populaires », *Autogestions,* n°20-21, septembre 1985, p. 53-61; *Coopératives et Développement*, 1984, vol. 16, no 2, p.45-58; Pierre Hamel, *Action collective et démocratie locale. Les mouvements urbains montréalais;* Pierre Hamel, Jean-François Léonard et Robert Mayer, *op. cit.,* p.7-28; Andrée Fortin, « La participation : des comités de citoyens au mouvement communautaire », dans Jacques T. Godbout (dir.), *La participation politique. Leçons des dernières décennies*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1991, p.219-250; Yvan Comeau et Louis Favreau, *Développement économique communautaire : une synthèse de l'expérience québécoise*, Co-publication du CRISES et de la CRDC-UQAH, Cahiers du CRISES, Collection « Études de cas d'entreprises d'économie sociale », avril 1999, 19 p.; André Lemelin et Richard Morin, « L'approche locale et communautaire du développement économique dans des zones défavorisées : le cas de Montréal », *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 35, n°95, septembre 1991, p.285-306; Christel-Anne Noraz, *Processus et stratégies d'insertion sociale dans un projet communautaire : le cas de la cuisine collective Hochelaga-Maisonneuve*, Mémoire de maîtrise en sociologie, Université du Québec à Montréal, 1996, p.20-26; Céline Cloutier et Philippe Hamel, « Les services urbains : les défis du partenariat pour le milieu communautaire », *Cahiers de géographie du Québec*, vol.35, n°95, 1991, p.257-283; Suzanne Laferrière, « La dynamique communautaire montréalaise », *Relations*, no 584, octobre 1992, Montréal, p.239-245; Pierre Hamel, « L'action communautaire », dans Fernand Dumont, Simon Langlois et Yves Martin (dir.), *Traité des problèmes sociaux*, Institut québécois de recherche sur la culture, 1994, Chapitre 47, p. 963-980; Réjean Mathieu et al., *op. cit.*, p. 4-5, 9-13, 108-121; Yves Vaillancourt et Louis Favreau, *op. cit.;* Marcel Sévigny, *op. cit.,* p.33-54.

Il existe une convergence des auteurs sur la périodisation du mouvement communautaire montréalais, sur son action et sur sa signification. Le mouvement est amorcé en 1963 par les premiers comités de citoyens, qui cherchent à améliorer les conditions de vie des habitants des quartiers en détérioration, en s'attaquant à des problèmes précis. Leurs demandes concernent particulièrement la consommation et le prolongement de l'État-providence, à travers des services collectifs contrôlés par la population.[6] Pour les observateurs de ces comités, il s'agit d'une nouvelle forme d'organisation qui échappe à l'emprise de l'élite traditionnelle, en n'étant liée ni à la structure politique ni à aux corps intermédiaires qui contrôlaient auparavant les organismes de charité et les organisations de loisirs. Par ailleurs, les comités de citoyens naissent là où les citoyens avaient toujours subi leur situation défavorable sans la contester. Le regroupement des citoyens autour des quartiers – et non pas autour des paroisses – constitue lui aussi une nouveauté.

Vers la fin de la décennie, la couche militante du mouvement ainsi que plusieurs intervenants communautaires modifient leur analyse de la société et s'engagent sur la voie politique. D'autres citoyens choisissent plutôt la voie de l'auto-organisation et créent des services communautaires pour pallier l'inaction gouvernementale dans le domaine social. Ces services sont totalement contrôlés par les gens à qui ils s'adressent. Le mouvement se redéploie alors dans plusieurs directions et dans des champs d'intervention plus diversifiés: les organisations cherchent à défendre les droits sociaux, les locataires, les chômeurs, les consommateurs ; elles soutiennent les luttes populaires ; elles mettent sur pied des cliniques médicales et des comptoirs alimentaires ; elles s'impliquent dans les loisirs, l'éducation populaire et la santé communautaire.

[6] Paul R. Bélanger et Benoit Lévesque, *op. cit.*, p.715-718.

C'est au début de l'année 1970 qu'est formé le Front d'action politique (FRAP), un parti politique municipal, composé principalement de militants des comités de citoyens, qui cherche à créer une base populaire et ouvrière organisée face au pouvoir municipal. L'analyse des groupes populaires faite par ses membres rompt avec celle faite entre 1963 et 1970 : ils sont dorénavant perçus comme l'expression de luttes défensives des travailleurs contre l'exploitation capitaliste. Cependant, un échec électoral en 1970 et des divergences internes au FRAP mènent à son éclatement et à sa disparition en 1973.[7]

Après l'échec politique du FRAP, le nombre de groupes de pression et de revendication diminue et les organismes populaires se tournent majoritairement vers le développement et l'institutionnalisation des groupes de services, dans un contexte de redéfinition des enjeux communautaires, alors que de nouveaux problèmes apparaissent dans la ville. Ces groupes explorent alors de nouveaux rapports de consommation et de travail et forment des coopératives de travail, des entreprises communautaires d'insertion sociale et des garderies populaires. En 1973-1974, Montréal compte 138 groupes populaires, dont 85,5 % œuvrent dans la fourniture de services et les secteurs d'activités les plus visés sont la consommation (18,1 %) et les loisirs (19,6 %)[8].

Au cours des années 1970, l'État provincial crée les Centres locaux de services communautaires (CLSC), qui vont appuyer directement ou indirectement plusieurs groupes communautaires, en plus d'inciter à la création de nouveaux groupes. Combinée au développement des groupes des services, la création des CLSC

[7] Donald McGraw, *op. cit.*, p.133-155.
[8] Jean-Pierre Collin et Jacques Godbout, *Les organismes populaires en milieu urbain : contre-pouvoir ou nouvelle pratique professionnelle ?*, p.81, 83.

démontre que le mode d'action communautaire passe peu à peu du conflit au consensus dans ses rapports avec l'État, du moins pour une partie des organismes[9].

D'un autre côté, au milieu de la décennie apparaissent les groupes marxistes-léninistes, qui diffusent notamment une conception de la démocratie fondée sur le militantisme. Ces groupes provoquent une crise dans les groupes populaires et plusieurs usagers des services communautaires qui n'adhèrent pas à cette nouvelle conception de l'action communautaire se retirent, provoquant la dissolution de plusieurs d'entre eux. Selon Louis Favreau, ce courant marxiste-léniniste fera perdre au mouvement communautaire son amplitude, sa largeur de vue et son ouverture démocratique[10]. S'ils abondent également dans ce sens, Jean-Pierre Collin et Jacques Godbout ajoutent toutefois que l'arrivée des militants permet aux organismes populaires d'acquérir plus d'autonomie face aux pouvoirs publics.[11]

À la fin de la décennie et au début des années 1980, le mouvement entre dans une période de transformation, devant s'adapter à de nouvelles composantes, à de nouveaux enjeux et à de nouvelles formes d'expression. Il s'éloigne alors de la revendication politique au profit de l'efficacité et de l'entraide ; des coopératives et des collectifs naissent, tout comme des médias communautaires, des coopératives d'habitation et des maisons communautaires.

Le mouvement communautaire connaît alors une relance, dans les années 1980 : en même temps que plusieurs groupes sont essoufflés et s'interrogent sur leur vocation – certains allant même mourir –, d'autres naissent et s'adressent à des publics différents, notamment les jeunes, les femmes et les gens du troisième âge, et s'impliquent dans

[9] Jean-Pierre Augustin, « Les actions communautaires dans les quartiers populaires de Montréal, 1963-1977 », p.55.
[10] Louis Favreau, *op. cit.*, p.35.
[11] Jean-Pierre Collin et Jacques Godbout, *Les organismes populaires en milieu urbain : contre-pouvoir ou nouvelle pratique professionnelle ?*, p.15-21.

de nouveaux champs d'intervention, comme l'alphabétisation populaire et l'emploi. À partir du milieu de la décennie, le mouvement est ainsi renouvelé par une génération plus jeune qui s'implique dans des secteurs où elle se sent directement concernée. Le dynamisme du mouvement est indéniable : le nombre de groupes est passé de 138 en 1973-1974 à 1 500 à la fin des années 1980[12]. L'importance des groupes de femmes, particulièrement, est considérable. À Montréal, à la fin de la décennie 1980, plus de la moitié des organismes offrent des services à une clientèle majoritairement composée de femmes, selon Céline Cloutier et Philippe Hamel[13].

Un des grands enjeux des années 1980 pour le milieu communautaire est la question de l'emploi et sa réponse, l'économie communautaire. Le développement économique communautaire (DEC) est défini par Yvan Comeau et Louis Favreau comme étant une « approche globale de revitalisation économique et sociale des collectivités locales », conjuguant à la fois les dimensions économique, locale, sociale et politique ainsi que communautaire[14]. André Lemelin et Richard Morin ajoutent à cette définition l'importance de la participation, soit la prise en charge du développement par la communauté, et de l'approche territoriale, où la participation et la solidarité sont favorisées par l'implantation de groupes au sein d'une communauté déjà existante, ce qui favorise aussi le partenariat au sein de la communauté et de ses composantes[15].

L'exemple des corporations de développement économique communautaire (CDEC), les intermédiaires entre la société civile et l'État qui doivent appliquer cette approche en milieux urbains défavorisés, est fréquemment discuté par les auteurs.[16] Les CDEC

[12] Louis Favreau, *op. cit.,* p.50.
[13] Céline Cloutier et Philippe Hamel, *op. cit.*, p.271.
[14] Yvan Comeau et Louis Favreau, *op. cit.*, p.6.
[15] André Lemelin et Richard Morin, *op. cit.*, p.286-289.
[16] Par exemple : Paul R. Bélanger et Benoit Lévesque, *op. cit.,* p.725-735 ; Louis Favreau, *op. cit.*, p.106-151; André Lemelin et Richard Morin, *op. cit.*, p.286-289 ; Suzanne Laferrière, *op. cit.*, p.239-245.

visent à développer les compétences des populations, à améliorer la situation des entreprises locales et à soutenir la recomposition du tissu social. Pour ce faire, elles privilégient la communication entre les intervenants de différents secteurs et participent à des tables de concertation qui réunissent des représentants des milieux gouvernemental, syndical, patronal et communautaire. Elles se distinguent du mouvement communautaire traditionnel par leur esprit de concertation, et non d'affrontement, avec les milieux gouvernemental et d'affaires.

Si certains chercheurs croient que les mouvements urbains sont en déclin au début des années 1990[17], Pierre Hamel est plutôt d'avis que, bien que les luttes urbaines occupent moins l'avant-scène politique et qu'elles soient plus pragmatiques, le milieu communautaire n'a jamais été aussi effervescent.[18] Andrée Fortin partage son avis[19]. Les auteurs s'entendent pour dire que le rôle des organismes communautaires devient alors indispensable à la fois sur le plan de l'insertion et de la solidarité et sur celui de l'innovation sociale. Combinée à la grande vitalité du mouvement, cette capacité d'adaptation et d'innovation lui permet à la fois d'acquérir une légitimité auprès des représentants des domaines public et privé et de constituer d'importants partenariats dans plusieurs secteurs socio-économiques.

Dès le milieu des années 1990, les mouvements sociaux et les politiques socio-économiques du gouvernement québécois se tournent de plus en plus vers l'économie sociale. Selon Yves Vaillancourt et Louis Favreau, les mouvements sociaux s'y préparaient depuis le milieu des années 1980 par différentes expériences, notamment celles découlant du développement économique communautaire[20]. Dans un rapport déposé en 1996, le Chantier de l'économie sociale définit cette pratique comme étant

---

[17] C'est ce qu'affirme Pierre Hamel dans *Action collective et démocratie locale. Les mouvements urbains montréalais,* p.30.
[18] *Ibid.*, p.30, 90-124.
[19] Andrée Fortin, *op. cit.*, p.219.
[20] Yves Vaillancourt et Louis Favreau, *op. cit.,* p.8-18.

> l'ensemble des activités et des organisations, issues de l'entrepreneuriat collectif, qui s'ordonnent autour des principes et des règles de […] : finalité de service aux membres ou à la collectivité plutôt que de profit ; […] autonomie de gestion par rapport à l'État, processus de décision démocratique impliquant les usagers et les travailleurs ; […] primauté des personnes et du travail sur le capital dans la répartition des surplus et des revenus ; […] principes de participation, de prise en charge et de responsabilité individuelle et collective.[21]

À mesure que le DEC et l'économie sociale prennent de l'importance au sein du mouvement communautaire et que ce dernier développe une relation de plus en plus partenariale avec l'État, une partie du mouvement cherche à se distancier de cette approche. Le mouvement communautaire autonome (MCA)[22] rassemble les groupes qui souhaitent conserver leur autonomie face à l'État, pour maintenir leur capacité militante et critiquer le capitalisme, le néolibéralisme et l'État. Le MCA s'apparente sous plusieurs aspects aux groupes populaires des années 1970, qui centraient leurs actions sur la critique sociale et le changement social. Toutefois, devant la force du courant de l'économie sociale, le MCA peine à obtenir une visibilité et une reconnaissance dans l'espace public et il est rarement abordé par les chercheurs sur le mouvement communautaire. Il n'y a ainsi pas de débat entre les auteurs sur cet aspect du mouvement, mais plutôt une ignorance de cette réalité chez la grande majorité des auteurs, puisque seul Marcel Sévigny l'aborde.

1.1.2 Acteurs et enjeux

Les conditions d'émergence des groupes communautaires sont variées et l'appui vient de diverses sources. Plusieurs acteurs sont impliqués dans le mouvement communautaire et ils font face à des enjeux qui leur sont spécifiques. Il existe également des enjeux qui concernent l'ensemble du mouvement communautaire. Les différents auteurs d'ouvrages sur le mouvement communautaire mettent l'accent sur plusieurs d'entre eux, et pas toujours les mêmes. Il est donc pertinent d'aborder ici

[21] *Ibid.*, p. 5.
[22] Voir: Marcel Sévigny, *op. cit.,* p.33-54.

tous les acteurs qui prennent part au mouvement et les enjeux qui leur sont reliés, ainsi que ceux qui concernent tout le mouvement.

Communauté locale

Les organismes communautaires diffèrent des institutions publiques puisqu'ils sont issus du milieu local et enracinés dans celui-ci. Certains auteurs ont discuté du rôle de la communauté locale au sein du milieu communautaire. Pour Louis Favreau, notamment, les activités des groupes communautaires favorisent la cohésion sociale et permettent une prise de contrôle des personnes sur leur vie et leur environnement.[23]

Dans les années 1970, Jean-Pierre Collin et Jacques Godbout observent que le lien entre les quartiers (et ses transformations) et le mouvement populaire est faible, puisque les organismes s'adressent à une couche de revenus précise, la plus faible, et non aux habitants d'un territoire ni à une communauté ethnique spatialement identifiée.[24] Annick Germain, Richard Morin et Gilles Sénécal expliquent quant à eux que, si la référence au quartier était très présente chez les comités de citoyens, elle disparaît chez les groupes populaires des années 1970, qui offrent plutôt des services aux classes défavorisées, et elle revient au milieu des années 1980, alors que l'État crée les CDEC, qui réfèrent au quartier, à l'arrondissement ou au district électoral. Ce mouvement de territorialisation s'élargit lorsque la Ville de Montréal crée des tables sectorielles de concertation de quartier, puisque des groupes œuvrant auprès de populations cibles doivent se territorialiser à l'échelle du quartier.[25]

---

[23] Louis Favreau, *op. cit.*, p.96-97. Pour la liste complète des impacts possibles des activités des organismes communautaires, voir le tableau 9.1 de Réjean Mathieu et al., *op. cit.,* p. 128.

[24] Jean-Pierre Collin et Jacques Godbout, *Les organismes populaires en milieu urbain : contre-pouvoir ou nouvelle pratique professionnelle ?*, p.214.

[25] Annick Germain, Richard Morin et Gilles Sénécal, « L'évolution du mouvement associatif montréalais : un retour au territoire programmé par l'Etat ? », *Lien social et Politiques*, n°52, automne 2004, p.129-138.

Citoyens

La place des citoyens au sein du mouvement communautaire est ambiguë, selon certains auteurs des années 1970 : les services s'adressent à eux, mais ils sont fréquemment contrôlés par une élite intellectuelle qui provient d'un autre milieu. Les pouvoirs dans les groupes sont parfois partagés entre les citoyens des quartiers et les salariés des organisations. Selon Jean-Pierre Collin et Jacques Godbout[26], au tournant de la décennie 1970, peu d'organismes sont contrôlés entièrement par les citoyens. Toutefois, au cours des années suivantes, les auteurs observent que les citoyens contrôlent de plus en plus les groupes populaires, ce qui permet aux résidants du quartier de s'impliquer de plus en plus. Ainsi, en 1974, 40 % des organismes montréalais sont contrôlés par des citoyens.[27] Cependant, l'arrivée des militants marxistes-léninistes dans le mouvement communautaire va mettre fin à cet élan.

Intellectuels et employés

Les intellectuels, qui sont aussi souvent les premiers employés des groupes communautaires, ont un rôle central dans le mouvement puisque, selon Donald McGraw[28], ce sont eux qui ont d'abord analysé la situation et les problèmes des quartiers où ils sont intervenus, puis initié le mouvement populaire. Plusieurs d'entre eux, au cours des années 1970, se sont vus confrontés à l'appareil d'État, alors que d'autres sont devenus fonctionnaires.

---

[26] Dans les textes: Jean-Pierre Collin et Jacques Godbout, *Les organismes populaires en milieu urbain : contre-pouvoir ou nouvelle pratique professionnelle ?*; Jean-Pierre Colin et Jacques Godbout, « Grandeur et misère des groupes populaires » ; Jacques Godbout, « Dans les quartiers défavorisés, une nouvelle pratique professionnelle : la participation », *La participation contre la démocratie*, Montréal, Éditions coopératives Albert Saint-Martin, 1983, Chapitre 3, p. 63-95.

[27] Jacques Godbout, *op. cit*., p. 69.

[28] Donald McGraw, *op. cit.,* p.33-36.

Certains textes débattent la place et le rôle des intellectuels à l'intérieur des organisations populaires. Jean-Pierre Collin et Jacques Godbout[29] mettent l'accent sur la place que prend l'élite dans le mouvement populaire, au détriment du contrôle de ces groupes par les utilisateurs des services eux-mêmes. Pierre Hamel, Jean-François Léonard et Robert Mayer, de leur côté, se demandent si les intellectuels de gauche reproduisent, au sein du mouvement, les rapports de dépendance et de domination qu'ils dénoncent[30]. Cet enjeu s'inscrit plutôt dans la logique des années 1970 et du début des années 1980 : la question disparaît par la suite des textes sur le mouvement communautaire et le mouvement de professionnalisation des salariés des groupes, qui s'est s'amorcé à la fin des années 1970, ne connaît pas de retour en arrière.

Bénévoles

Une particularité du mouvement communautaire, ne pouvant être reproduite ni par les institutions publiques ni par les entreprises privées, est qu'il est basé sur l'entraide. Pour remplir leur rôle d'insertion économique et sociale de populations en difficulté, les groupes communautaires font appel à de nombreux bénévoles, souvent des citoyens faisant partie de la population concernée par leurs services. Ainsi, selon Céline Cloutier et Philippe Hamel, non seulement le milieu communautaire aide à l'amélioration des services urbains en offrant des services complémentaires aux institutions publiques, il le fait aussi d'une façon qui lui est unique.[31]

Église

Peu d'auteurs ont abordé la question du rôle de l'Église dans le mouvement communautaire. Pourtant, dans la naissance du mouvement, l'Église occupe une place

---

[29] Dans les textes: Jean-Pierre Collin et Jacques Godbout, *Les organismes populaires en milieu urbain : contre-pouvoir ou nouvelle pratique professionnelle ?*; Jean-Pierre Colin et Jacques Godbout, « Grandeur et misère des groupes populaires » ; Jacques Godbout, *op. cit*.

[30] Pierre Hamel, Jean-François Léonard et Robert Mayer, *op. cit.,* p.12-15, 255-266. Pour d'autres textes s'inscrivant dans ce débat, voir Pierre Hamel, Jean-François Léonard et Robert Mayer, *op. cit.,* p.267-376.

[31] Céline Cloutier et Philippe Hamel, *op. cit*, p.275.

importante puisqu'elle participe à la formation et au financement des comités de citoyens, qu'elle fournit des membres à plusieurs organisations et que la paroisse est souvent le point de départ des organismes.[32] En 1974, 30 % des organismes montréalais sont contrôlés par des religieux[33] et environ 40 % des organismes de services sont enracinés dans la tradition paroissiale, soit ceux œuvrant dans les actions de dépannage et les organismes de loisirs (près de 20 % des organismes chacun)[34].

État

L'État est un acteur de premier plan dans le mouvement communautaire et les organismes sont constamment en relation avec lui, puisque c'est lui qui contrôle la planification et l'organisation des conditions de vie. Le rapport à l'État est donc un des enjeux les plus importants pour les acteurs du mouvement communautaire et certainement l'enjeu le plus discuté par les auteurs. À travers l'évolution du mouvement communautaire, celui-ci modifie également son attitude face à l'État et inversement. Trois aspects de cet enjeu reviennent fréquemment dans l'historiographie.

D'abord, les auteurs abordent la question du financement des groupes communautaires, intimement liée au rapport à l'État. En 1974, 62 % des groupes sont financés par les gouvernements[35]. À partir des années 1980, les groupes diversifient leurs sources de fonds et, si l'État demeure le principal contributeur, les groupes font aussi appel à des sources privées et à l'autofinancement[36]. Pierre Hamel, Jean-

[32] Jean-Pierre Collin et Jacques Godbout, *Les organismes populaires en milieu urbain : contre-pouvoir ou nouvelle pratique professionnelle ?*, p.75. Pour un exemple d'implication d'un religieux dans le mouvement populaire montréalais, voir : Martin Croteau, *L'implication sociale et politique de Jacques Couture à Montréal de 1963 à 1976*, Mémoire de maîtrise en histoire, Université du Québec à Montréal, 2008, 177 p.
[33] Jacques Godbout, *op. cit.,* p.69.
[34] *Ibid.,* p.73.
[35] *Ibid.,* p.69.
[36] Céline Cloutier et Philippe Hamel, *op. cit.,* p.275-278.

François Léonard et Robert Mayer croient que la part d'autofinancement des organismes, donc des ressources qu'ils contrôlent directement, permet un rapport de force par rapport à l'État, leur assurant que l'engagement de ce dernier ne s'effectue pas à n'importe quelles conditions.[37] Durant la décennie 1990, les organismes communautaires voient leurs ressources provenant de sources publiques augmenter, alors qu'ils sont reconnus comme des partenaires de l'État. Pour Suzanne Garon et Bibiane Roy, ainsi que Jean-Pierre Bélanger, cette reconnaissance constitue un rapprochement entre le système bureaucratique et les citoyens et permet d'exercer une plus grande pression sur les services publics.[38]

Ensuite, plusieurs auteurs révèlent une contradiction qui apparaît dès les années 1970, alors que l'État se met à financer le mouvement communautaire : les groupes communautaires critiquent l'État et luttent contre lui, tout en réclamant un financement étatique. Donald McGraw résume ainsi cette pratique paradoxale : « L'Etat finance des organisations qui initient des pratiques se retournant contre lui. »[39] Cette contradiction demeure présente dans le mouvement, même dans les années 2000 chez le MCA[40].

L'autre question sur le rapport des groupes communautaires à l'État revient dans plusieurs textes[41] et se pose aussi au moment où l'État accepte de financer les groupes

---

[37] Pierre Hamel, Jean-François Léonard et Robert Mayer, *op. cit.,* p.13.
[38] Suzanne Garon et Bibiane Roy, « L'évaluation des organismes communautaires. L'exemple d'un partenariat avec l'État : entre l'espoir et la désillusion », *Nouvelles Pratiques Sociales,* vol.14, n°1, 2001, p.97-110 et « Les organismes communautaires, une composante essentielle de ce tiers secteur », *Nouvelles Pratiques Sociales*, vol. 12, n° 2, 1999, p.94-95.
[39] Donald McGraw, *op. cit.*, p.16.
[40] Voir Marcel Sévigny, *op. cit.*, p.36.
[41] Benoit Lévesque, *op. cit.,* p.43-66*;* Pierre Hamel, *Action collective et démocratie locale. Les mouvements urbains montréalais,* p.125-147 ; Pierre Hamel, Jean-François Léonard et Robert Mayer, *op. cit.,* p.13, 21-28, 125-134 ; Jean Panet-Raymond, « Community Groups in Québec : From Radical Action to Voluntarism for State? », *Community Development Journal,* vol. 22, n°4, 1987, p. 281-286 *;* Andrée Fortin, *op. cit. ;* Marcel Sévigny, *op. cit. ;* Réjean Mathieu et al., *op. cit.,* p.9-14 ; Pierre Hamel, « L'action communautaire » ; Annick Germain, Richard Morin et Gilles Sénécal, *op. cit. ;* Céline Cloutier et Philippe Hamel, *op. cit. ;* Louis Favreau, *op. cit.*, p.187-222.

communautaires : ces derniers ne constituent-ils qu'une main-d'œuvre bon marché pour l'État ? Pierre Hamel, Jean-François Léonard et Robert Mayer la formulent ainsi :

> […] il faut se demander si l'État n'entretient pas certaines organisations de lutte pour les conditions de vie parce que, pour un service à peu près équivalent à celui de la fonction publique, elles sont beaucoup moins coûteuses, elles n'impliquent pas la syndicalisation des employés, ni leur permanence, elles sont beaucoup plus fragiles politiquement et, finalement, elles permettent de créer, à peu de frais, tout un secteur d'emplois à rabais dans des lieux particulièrement touchés par la crise économique.[42]

Jean Panet-Raymond abonde dans le même sens, en ajoutant que le débat idéologique au sein des groupes est remplacé par des considérations d'ordre technique : s'ils veulent conserver leur partenariat et continuer d'obtenir des subventions, les membres des groupes communautaires ne peuvent plus s'impliquer ni militer politiquement, ils n'ont plus de perspectives politiques ni de vision à long terme et ne font que s'attaquer aux besoins immédiats. L'État se sert donc des organismes communautaires en sa faveur et, selon Jean Panet-Raymond, il gagne sous tous les points de vue : « […] *cutting costs, gaining control, subduing potential revolt, creating jobs " in the community ", working in partnership, etc.* »[43]

Céline Cloutier et Philippe Hamel nuancent ce point de vue en affirmant qu'en effet, l'État fait appel aux groupes communautaires pour fournir des services aidant à la gestion du social, et que ces groupes sont alors menacés d'être intégrés à une logique institutionnelle qu'ils ne contrôlent pas. D'un autre côté, toutefois, l'ouverture au partenariat des organismes communautaires leur permet d'accroître leur légitimité et d'élargir leur base sociale, ce qui leur permet d'avoir un meilleur financement et donc de répondre plus efficacement aux besoins de populations.[44]

---

[42] Pierre Hamel, Jean-François Léonard et Robert Mayer, *op. cit.,* p.130-131.
[43] Jean Panet-Raymond, *op. cit.* p.286. Voir aussi l'ensemble de l'article.
[44] Céline Cloutier et Philippe Hamel, *op. cit*.

Pour Jean-Pierre Bélanger, c'est plutôt le dynamisme des organismes communautaires et les pressions politiques qui ont permis de faire progresser la reconnaissance étatique des organismes communautaires et d'accroître leur financement.[45] Marcel Sévigny ne voit cependant pas cette reconnaissance du même œil: « […] le formidable accroissement des effectifs, dans les années 80 et 90, de ce qu'on nomme le mouvement communautaire, n'a pas renforcé politiquement le mouvement social mais a surtout contribué à soutenir les objectifs de l'État. »[46] La question centrale de ce débat est la suivante : « […] ces organismes peuvent-ils être de véritables partenaires de l'État ou bien devront-ils se résigner à des rapports tutélaires et de sous-traitance qui pourraient aller, selon certains, jusqu'à jouer un rôle de substitution dans le cadre du désengagement de l'État ? »[47]

Quelle que soit la réponse à cette question, pour Pierre Hamel, les organismes communautaires participent à une redéfinition du rôle de l'État en réclamant plus de ressources pour maintenir la qualité et la quantité des services publics dont ils sont responsables. Ainsi, selon lui, l'intégration institutionnelle des organismes communautaires ne signifie pas qu'ils aient perdu leur capacité d'innovation ni la portée critique de leur discours et de leurs actions.[48]

Au début des années 2000, alors que le mouvement communautaire a obtenu la reconnaissance qu'il cherchait, « on peut penser que des composantes importantes du secteur communautaire entrent dans une seconde phase d'un processus d'institutionnalisation amorcé dans les années 1980 »[49], ce qui accentue les craintes sur l'autonomie du mouvement par rapport à l'État, présentes depuis les années 1960.

---

[45] Jean-Pierre Bélanger, *op. cit.*, p.89-102.
[46] Marcel Sévigny, *op. cit.* p.51.
[47] Réjean Mathieu et al., *op. cit.,* p.12-13.
[48] Pierre Hamel, « L'action communautaire », p.963-980.
[49] Réjean Mathieu et al., *op. cit.,* p.16.

Fonctionnement interne des groupes

Le milieu communautaire n'est pas un bloc monolithique qui fonctionne sous un modèle unique. Au contraire, bien que plusieurs caractéristiques lient les groupes entre eux et que plusieurs se côtoient au sein de différentes coalitions, il n'y a pas de cohésion dans le mouvement autour d'un nouveau projet de société et d'un nouveau mode d'organisation et de gestion de cette société.[50] Certains auteurs mettent l'accent sur ces différences. Notamment, Marcel Sévigny donne l'exemple de MCA, né en réaction à l'essor du DEC et de l'économie sociale[51]. Réjean Mathieu et ses collègues évoquent également, pour illustrer le manque de cohésion entre les organismes, la compétition pour l'obtention du financement étatique[52].

Par ailleurs, les organismes rencontrent de multiples difficultés lorsqu'ils tentent de mener leurs luttes à terme. À titre d'exemple, Pierre Hamel, Jean-François Léonard et Robert Mayer mentionnent, pour les années 1960 à 1980, les problèmes concernant la formation des personnes impliquées dans les luttes, ainsi que l'absence de connaissances historiques sur l'évolution des organismes populaires qui mène à la répétition des mêmes erreurs.[53] À ces difficultés, Gilles Sénécal, Annick Germain et Jacques Bénard ajoutent notamment pour les années 2000 le roulement de personnel, la course au financement et l'importance du lobbying permanent.[54]

Insertion dans l'économie

L'insertion du milieu communautaire dans le milieu de l'économie et de l'emploi, à travers le DEC et l'économie sociale, est critiquée au sein du mouvement, et l'historiographie reflète ces débats. Les critiques sont basées sur l'acceptation des

---

[50] Pierre Hamel, Jean-François Léonard et Robert Mayer, *op. cit.,* p.8-14.
[51] Marcel Sévigny, *op. cit.*
[52] Réjean Mathieu et al., *op. cit.,* p.4, 16.
[53] Pierre Hamel, Jean-François Léonard et Robert Mayer, *op. cit.,* p.10.
[54] Gilles Sénécal, Annick Germain et Jacques Bénard, *op. cit.,* p.2. Le tableau 5, à la page 32 de ce rapport, fait état d'une quinzaine d'autres difficultés rencontrées par les groupes en revitalisation humaine et sociale.

contraintes du néolibéralisme par l'économie sociale, notamment le désengagement de l'État et la création d'un système à deux vitesses. Ces craintes se situent au niveau d'une éventuelle perte d'autonomie, d'une instrumentalisation des groupes en faveur des volontés gouvernementales et d'une perte de financement public.[55] Qui plus est, selon Marcel Sévigny, l'économie sociale remet en cause la légitimité de la critique sociale qui est la raison d'être du mouvement communautaire[56].

Toutefois, pour Lorraine Guay, l'économie sociale n'est pas une face cachée du néolibéralisme, mais plutôt une forme de contestation de celui-ci. De plus, l'association entre l'économie sociale et les organismes communautaires vise la valorisation et la reconnaissance politique et économique des activités du mouvement communautaire et de ses impacts sociaux et économiques, puisque ce mouvement a souvent été le seul à trouver des solutions aux nouveaux besoins.[57]

Au sein du mouvement communautaire, certains applaudissent l'économie sociale parce qu'elle permet de « revaloriser la société civile, de démocratiser la réponse à plusieurs besoins laissés en plan, de questionner à la fois le marché et l'État et de générer de nouveaux emplois »[58]. Par ailleurs, le mouvement communautaire s'entend majoritairement pour dire que l'État ne peut pas seul définir l'économie sociale et orienter son développement, tout comme l'entreprise privée ne peut pas seule définir le développement économique.[59]

---

[55] Yves Vaillancourt et Louis Favreau, *op. cit.,* p. 10-13 et Lorraine Guay, « Le mouvement communautaire et l'économie sociale : entre l'espoir et le doute », dans Juan-Luis Klein, Pierre-André Tremblay et Hugues Dionne (dir.), *Au-delà du néolibéralisme. Quel rôle pour les mouvements sociaux ?* Québec, Presses de l'Université du Québec, 1997, p. 141-143.
[56] Marcel Sévigny, *op. cit.*
[57] Lorraine Guay, *op. cit.* p.143-149.
[58] Yves Vaillancourt et Louis Favreau, *op. cit.,* p.10.
[59] *Ibid.*, p.8-13.

1.1.3 Le mouvement communautaire dans le quartier Hochelaga-Maisonneuve et le Carrefour familial Hochelaga

Plusieurs ouvrages étudiant le mouvement communautaire abordent le quartier Hochelaga-Maisonneuve, qui a été très actif dans ce domaine. C'est le cas notamment de Donald McGraw[60] et de Louis Favreau[61], qui se servent de l'exemple du quartier pour décrire l'ensemble du mouvement montréalais. Des études sur les aspects économiques du mouvement ont aussi été effectuées. Entre autres, Réjean Mathieu et ses collègues abordent le financement des organismes[62], alors que Lynda Binhas s'attarde sur leurs retombées économiques[63]. Il existe également des études qui concernent spécifiquement un organisme communautaire du quartier ou un secteur d'activité des organismes[64] ainsi que des ouvrages sur le sujet[65]. Il y a toutefois peu

---

[60] Donald McGraw, *op. cit*.
[61] Louis Favreau, *op. cit.*, p.52-63.
[62] Réjean Mathieu et al., *op. cit.,* p. 53-60.
[63] Lynda Binhas (Consultante Gestion Cléhas), *Les organismes communautaires, Une force sociale reconnue, Une force économique insoupçonnée, Étude sur les retombées économiques des entreprises d'économie sociale et des organismes communautaires de l'arrondissement de Mercier - Hochelaga-Maisonneuve*, CDEST Corporation de développement de l'Est, 2007, 26 p.
[64] Notamment : Gilles Cazabon, *Univers du symbolique et production de la culture : étude d'un projet d'appropriation des nouvelles technologies : le cas de La Puce communautaire*, Thèse de doctorat en sociologie, Université Laval, 1991, 392 p. ; Patrick Duguay, *Le Chic resto pop : une entreprise communautaire et d'insertion*, Hull, Université du Québec à Hull, Chaire de recherche en développement communautaire, 1997, 47 p. ; Francis Gagnon, Angèle Bilodeau et Jean Bélanger, *La collaboration école-famille-communauté et les mesures innovantes de soutien à la réussite scolaire en milieux défavorisés : le cas Hochelaga-Maisonneuve*, Montréal, Agence de la santé et des services sociaux de Montréal, Direction de santé publique, Secteur planification, orientations et évaluation, 2006, 62 p. ; Annick Germain et Xavier Leloup, *Il était une fois dans un HLM : portrait de l'intervention communautaire dans quatre HLM de type " plan d'ensemble " de l'arrondissement Mercier-Hochelaga-Maisonneuve*, Montréal, Institut national de la recherche scientifique, Urbanisation, Culture et Société, 2006, 117 p. ; Francine Labrecque, *Historique du mouvement coopératif en habitation dans Hochelaga-Maisonneuve*, Atelier d'Histoire d'Hochelaga-Maisonneuve, 1986, 66 p. ; Nathalie Lussier, Angèle Bilodeau et Jean Bélanger, *Description et analyse de la pratique de Je passe partout, services de soutien scolaire et d'intervention familiale*, Montréal, Agence de la santé et des services sociaux de Montréal, Direction de santé publique, Secteur planification, orientations et évaluation, 2007, 124 p. ; Richard Morin, *Problématique d'insertion et logement communautaire, enquête dans le quartier Hochelaga-Maisonneuve à Montréal*, Montréal Université du Québec à Montréal, Chaire de coopération Guy Bernier, 1999, 97 p. ; Serge Proulx, *La puce communautaire : évaluation sociale d'une expérience d'éducation populaire avec l'informatique*, Département des communications, Université du Québec à Montréal, 1989, 104 p.; Lionel Robert, *Le comité de citoyens d'Hochelaga-Maisonneuve : Une expérience d'animation sociale*, Québec, Université Laval, Département de Sociologie, 1970, 142 p.; Sylvain Camus, *Pouvoir local et*

d'études qui concernent l'évolution historique de l'ensemble du mouvement dans le quartier Hochelaga-Maisonneuve[66] et aucune étude n'a été réalisée dans les vingt dernières années[67].

En ce qui concerne le Carrefour familial Hochelaga, deux courts articles[68] constituent les seules publications sur le Carrefour familial Hochelaga dans son ensemble. Les auteurs y décrivent la nature et les activités de l'organisme. Dans son ouvrage, Louis Favreau mentionne brièvement cet organisme[69], tout comme les publications sur la cuisine collective Hochelaga-Maisonneuve, née de l'engagement du Carrefour familial Hochelaga[70]. Il existe également un ouvrage dédié uniquement à la Maison

---

construction sociale d'une communauté résidentielle : une monographie de sociologie urbaine sur le quartier Hochelaga-Maisonneuve, Maîtrise en sociologie, Université du Québec à Montréal, 1993, 212 p.

[65] Par exemple : Anne-Marie Mottet**,** *Le Boulot vers... 20 ans à meubler des vies*, Montréal, Boréal, 2003, 221 p. ; Pierre Prud'homme, Dir., *Le Chic Resto Pop*, Fides, 1995, 168 p. Même un documentaire a été produit : Tahani Rached (réal.), Film en ligne, *Au chic Resto Pop*, Montréal, Office national du film, 1990, 84 min., < http://www.onf.ca/ >, Page consultée le 24 septembre 2010.

[66] Il y a entres autres: Gilles Beauchamp, *Quinze années de pratiques d'organisation communautaire au CLSC Hochelaga-Maisonneuve entre l'institution et la communauté, des transactions aux frontières*, Mémoire de maîtrise en sociologie, Université du Québec à Montréal, 1991, 181 p. ; Yves Lamarche, *Étude comparative de la participation à des mouvements sociaux dans le quartier Hochelaga-Maisonneuve,* 1972, Université de Montréal, 129 p. Cependant, la première étude concerne le CLSC plutôt que les groupes communautaires et le second porte sur les attitudes et les comportements des acteurs prenant part aux expériences de participation communautaire dans le quartier Hochelaga-Maisonneuve en 1970 et beaucoup trop d'eau a coulé sous les ponts depuis le début des années 1970 pour se référer à cette étude.

[67] Il faut mentionner que Benoit Bréville a rédigé une thèse de doctorat qui porte en importante partie sur le mouvement communautaire dans Hochelaga-Maisonneuve. Toutefois, bien que celle-ci aie été soutenue en 2011, elle n'était toujours pas déposée le 20 mars 2012, au moment de finaliser ce rapport de recherche, alors elle n'a pas pu être consultée.

[68] Patricia Ross, « Le Carrefour familial Hochelaga, un modèle de réussite communautaire », *Action nationale,* Vol. 88, no 9, nov. 1998, p.91-96; Irene Kyle et Maureen Kellerman, «Le Carrefour familial Hochelaga», *Études de cas des programmes de ressources pour la famille au Canada : soutenir les familles, les enfants et les collectivités*, Ottawa, Association canadienne des programmes de ressources pour la famille, 1998, p. 216-222.

[69] Louis Favreau, *op. cit.*, p.60.

[70] Christel-Anne Noraz, *op. cit.* p.32-42; France Paradis, « Cuisines collectives : Bien plus que la simple popote », *La Gazette des femmes (Conseil du statut de la femme)*, Vol. 13, no 3, sept.-oct. 1991, p. 6-8.

Oxygène, un service du Carrefour familial Hochelaga depuis 1989[71]: la préface et l'avant-propos de l'ouvrage[72] – qui raconte des histoires individuelles – nous renseignent sur l'historique de l'organisme.

1.2 Problématique et sources

L'historiographie sur le mouvement communautaire dans Hochelaga-Maisonneuve a couvert de façon satisfaisante les questions économiques ainsi que les études de cas permettant de mettre en lumière un aspect ciblé d'une catégorie d'organismes. Cette historiographie ne contient toutefois pas d'analyse du mouvement sur le long terme: même les études qui retracent le mouvement montréalais dans son ensemble sont déjà vieilles de plus de 20 ans. De plus, il n'y a pas de perspective historique sur le sujet. Les études, en effet, sont généralement centrées sur le temps présent, sur l'état du mouvement à l'heure actuelle, et non pas sur l'évolution qu'il a connue.

Nous nous proposons donc de tracer l'évolution du mouvement communautaire dans le quartier Hochelaga-Maisonneuve, afin de comprendre comment s'articule sa dynamique interne. Pour cela, il faut relever la nature et le moment des principaux problèmes identifiés par les membres des groupes communautaires. À quels problèmes les groupes communautaires tentent-ils de répondre ? Quel est le rythme des transformations du mouvement communautaire dans le quartier Hochelaga-Maisonneuve ? Où se situe-t-il par rapport au mouvement dans l'ensemble de la ville ? Comment l'organisme Carrefour familial Hochelaga propose-t-il de répondre aux problèmes identifiés ?

---

[71] Raymond Villeneuve, *Maison Oxygène: des portes ouvertes sur l'espoir. Dix pères, dix histoires*, Montréal, Québec Amérique, 2009, 127 p.
[72] *Ibid.,* p.11-20.

Pour répondre à ces questions, nous allons d'abord étudier l'évolution du mouvement communautaire dans le quartier depuis la fondation du comité de citoyens d'Hochelaga-Maisonneuve. Notre analyse sera basée sur un inventaire des groupes qui recense 225 groupes communautaires ayant existé dans le quartier, depuis les années 1960 jusqu'à la fin des années 2000. Cet inventaire a été réalisé à partir des archives de l'Atelier d'histoire d'Hochelaga-Maisonneuve[73], des archives personnelles de Gilles Beauchamp (qui travaille au CLSC depuis le début des années 1990 et qui connaît bien le milieu communautaire du quartier)[74] et de quelques répertoires d'organismes du quartier[75]. Il comporte des informations sur le nom des groupes, leur champ d'activités, leur clientèle cible, leurs années d'existence, leur mission et leurs moyens d'action, leurs principaux représentants, leur adresse et des informations bibliographiques à leur sujet[76].

Toutes les informations ne sont cependant pas disponibles pour chaque groupe. Effectivement, seules les informations rencontrées au cours du dépouillement des archives ont été collectées, sans recherche supplémentaire, sauf dans les cas où les organismes étaient encore actifs et qu'ils avaient un site internet. L'inventaire est donc incomplet. Par ailleurs, comme le mouvement communautaire n'est pas composé uniquement de groupes organisés ayant perduré dans le temps, que les groupes déménagent souvent et que plusieurs initiatives sont de courte durée, il est très possible que certains groupes n'aient laissé à peu près pas de trace. De plus, comme la distinction entre les initiatives à inclure et celles à exclure est souvent difficile à faire,

---

[73] Fonds d'archives « Organismes non gouvernementaux (Organismes populaires) », Atelier d'histoire d'Hochelaga-Maisonneuve, 800. Ce fonds contient une centaine de dossiers d'archives, surtout des coupures de journaux, des communiqués de presse, des invitations à des évènements et des programmations d'activités.

[74] Ce fonds d'archives privé contient notamment des listes d'organismes.

[75] Table de concertation Enfance-Famille et Concertation Jeunesse Hochelaga-Maisonneuve, *Répertoire des ressources communautaires et publiques du quartier Hochelaga-Maisonneuve*, 2009, 129 p. ; CDEST, Corporation de développement de l'Est, *Répertoire*, Montréal, 1991, 177 p.; Conseil pour le développement local et communautaire Hochelaga-Maisonneuve (CDLC HM), *Répertoire des organismes communautaires 2008-2009*, 15 p.

[76] On trouvera deux exemples de fiches d'inventaire en appendice.

il est possible que certains autres recensements de groupes communautaires aient inclus des groupes qui ont été exclus du recensement qui sera utilisé ici, ce qui rend la comparaison avec d'autres études difficile et qui peut remettre en question la pertinence ou non d'inclure ou d'exclure un groupe. L'inventaire comporte donc une marge d'erreur. Toutefois, comme il a été fait de façon rigoureuse, en dépouillant plus d'une centaine de dossiers d'archives, il peut être utilisé comme outil de recherche.

Dans un deuxième temps, nous analyserons l'évolution des activités du Carrefour familial Hochelaga, pour connaître ses réponses aux problèmes qui apparaissent dans le quartier à partir de 1976, année de sa fondation. Pour ce faire, nous utiliserons les archives concernant le Carrefour familial Hochelaga[77] ainsi que les informations récoltées lors de l'entrevue réalisée auprès de Micheline Desjardins et de Lucie Lépine[78], qui étaient impliquées dans l'organisme au cours des années 1980, afin de pallier le manque d'informations concernant les années 1976 à 1990.

Les archives sont composées d'articles de journaux, de rapports annuels et de dépliants sur les diverses activités de l'organisme, avec quelques demandes de subvention. Il s'agit presque uniquement de documents provenant de l'organisme lui-même, presque tous publics. Les articles de journaux constituent plus des publicités pour les activités du Carrefour que des nouvelles à proprement parler. Ces archives fournissent donc plusieurs informations sur les activités et le fonctionnement de l'organisme, mais ne permettent pas de connaître les conflits internes ni toute information que l'organisme ne souhaite pas rendre publique. L'entrevue est quant à elle demeurée plutôt conventionnelle et ces questions n'ont pas été abordées. Ce corpus ne nous permettra donc pas de discuter des enjeux de pouvoir au sein de

[77] Une partie des archives se trouvent dans le dossier 840.5, «Carrefour familial Hochelaga» du fonds « Organismes non gouvernementaux (Organismes populaires) » de l'Atelier d'histoire d'Hochelaga-Maisonneuve, mais la majorité des archives proviennent du fonds personnel de Micheline Desjardins, employée de l'organisme depuis 1990.
[78] Entrevue réalisée le 27 octobre 2011 au Carrefour familial Hochelaga.

l'organisme et il faudra nous contenter, en plus de décrire l'évolution de l'organisme, d'émettre des hypothèses quant à sa dynamique interne.

CHAPITRE II

L'ÉVOLUTION DU MOUVEMENT COMMUNAUTAIRE DANS HOCHELAGA-MAISONNEUVE

Dans ce chapitre, nous cherchons à connaître la chronologie et le rythme des transformations du mouvement communautaire dans Hochelaga-Maisonneuve, pour savoir à quels problèmes il répond à chaque décennie. Nous voulons également le situer par rapport au mouvement dans l'ensemble de la ville, pour connaître ce qui fait sa spécificité, en se référant aux informations mentionnées dans le bilan historiographique.

Nous effectuerons dans un premier temps un bref historique du mouvement communautaire dans Hochelaga-Maisonneuve, à partir de l'historiographie. Si, dans le premier chapitre, nous avons abordé l'ensemble du mouvement communautaire montréalais, ce sera ici l'occasion de préciser comment le mouvement développé dans le quartier s'insère dans l'ensemble de la ville et quelles sont ses particularités.

Afin de compléter les informations que nous fournit l'historiographie sur le mouvement communautaire dans le quartier, nous analyserons ensuite certaines des informations contenues dans l'inventaire des 225 groupes communautaires ayant existé dans le quartier, depuis les années 1960 jusqu'à la fin des années 2000. Nous étudierons ainsi les années de naissance et les périodes d'activités des groupes, les champs d'activités ainsi que les clientèles cibles de ces derniers. Notre analyse permettra de connaître les caractéristiques de chaque décennie du mouvement, des années 1960 aux années 2000, et de les comparer à l'ensemble du mouvement communautaire montréalais.

Notons que nous n'étudierons pas ici toutes les informations contenues dans l'inventaire des groupes, mais seulement celles qui nous paraissent utiles pour notre propos. Les noms des groupes, leurs représentants, leurs missions et leurs moyens d'action, leurs adresses et leurs informations bibliographiques ne seront donc pas abordés ici. Cependant, puisque l'inventaire a été mis sur pied pour l'Atelier d'histoire d'Hochelaga-Maisonneuve, il pourra être utilisé dans des recherches subséquentes, afin de répondre à d'autres questions sur le mouvement communautaire dans le quartier.

2.1 Bref historique du mouvement communautaire dans Hochelaga-Maisonneuve

Pour Donald McGraw, le quartier Hochelaga-Maisonneuve est différent des autres quartiers où naissent les comités de citoyens dans les années 1960 – Saint-Henri, Pointe-Saint-Charles et Centre-Sud – puisqu'il est mieux préservé[1] que les autres. Au cours de la décennie, toutefois, un changement dans la composition de la population est en train de se produire, puisque le nombre d'assistés sociaux augmente et que la population totale diminue[2]. D'ailleurs, selon Donald McGraw, c'est dans Hochelaga-Maisonneuve que les effets des organisations ont été les plus stimulants et que la population s'est plus facilement mobilisée autour d'organisations politiques[3].

Le comité des citoyens de Hochelaga-Maisonneuve est un des plus actifs à Montréal durant les années 1960. Il nait en 1966 après qu'une étude ait démontré que le problème des loisirs était le plus urgent. Dans un premier temps, il revendique l'obtention d'un centre communautaire social, culturel et sportif, puis des compensations pour des familles délogées de la rue Davidson et la création d'écoles

[1] Du point de vue de l'âge des bâtiments, du type de population et du niveau de revenu.
[2] Donald McGraw, *Le développement des groupes populaires à Montréal (1963-1973)*, Montréal, Éditions coopératives Albert Saint-Martin, 1978, p.80.
[3] *Ibid.,* p.127.

maternelles. À la fin de 1969, le comité regroupe 75 personnes et trois équipes d'action travaillant sur les problèmes de logement, de travail et de consommation[4].

Le premier groupe de services du quartier nait à la fin des années 1960. C'est le Comptoir alimentaire d'Hochelaga-Maisonneuve, qui cherche à pallier le problème de l'endettement par la mise sur pied d'un service alimentaire.[5] Comme nous le verrons, la création de groupes s'accélère dans la décennie suivante.

Dans les années 1980, Hochelaga-Maisonneuve est caractérisé par des conditions de vie difficiles, causées par la forte proportion d'assistés sociaux et de chômeurs[6]. En 1986, une étude répertorie « une trentaine d'organismes sociocommunautaires ayant près de 10 ans d'âge moyen, fournissant 150 emplois permanents et près de 200 emplois temporaires. Elle évalue à 1 000 le nombre de bénévoles impliqués dans les structures de ces OSBL […] »[7]

Au milieu des années 1980, alors que les problèmes de pauvreté et de faim sont de plus en plus criants à Montréal, plusieurs organismes cherchant à contrer les effets de la faim et de la malnutrition naissent dans Hochelaga-Maisonneuve. C'est le cas du Chic Resto Pop en 1985, suivi de la Cuisine collective Hochelaga-Maisonneuve en 1986, de la Coalition sur l'alimentation dans Hochelaga-Maisonneuve en 1988 et du Carrefour d'alimentation et de partage (CAP) St-Barnabé en 1991.[8]

---

[4] Le comité des citoyens de Hochelaga-Maisonneuve, « Qu'est-ce qu'un comité de citoyens ? », dans Pierre Hamel, Jean-François Léonard et Robert Mayer, *Les mobilisations populaires urbaines*, Montréal, Nouvelle optique, 1982, p.36-37.
[5] Donald McGraw, *op. cit.*, p.76-77.
[6] Louis Favreau, *Mouvement populaire et intervention communautaire de 1960 à nos jours, Continuités et ruptures*, Montréal, Éditions du fleuve, Centre de formation populaire, 1989, p.53-55.
[7] *Ibid.,* p.57. L'auteur cite une étude du Programme Action-Revitalisation Hochelaga-Maisonneuve (PAR-HM).
[8] Christel-Anne Noraz, *Processus et stratégies d'insertion sociale dans un projet communautaire : le cas de la cuisine collective Hochelaga-Maisonneuve*, Mémoire de maîtrise en sociologie, Université du Québec à Montréal, 1996, p.62.

Louis Favreau identifie des pôles d'attraction dans le quartier qui facilitent la mise sur pied de nouveaux groupes : le Pavillon d'éducation communautaire (PEC), le YMCA, le CLSC Hochelaga-Maisonneuve, le Centre culturel et sportif de l'Est (CCSE) et, dans une moindre mesure, le Carrefour familial Hochelaga. De plus, selon le chercheur, l'aménagement est également une préoccupation majeure et le mouvement communautaire bénéficie d'un important poids politique et de la collaboration des différents secteurs[9].

Le partenariat et la concertation sont donc aussi très présents dans le quartier Hochelaga-Maisonneuve. La première CDEC du quartier, la Corporation de développement de l'Est de Montréal (CDEST), est créée en 1990, mais origine du Programme Action-Revitalisation Hochelaga-Maisonneuve (PAR-HM). Selon Paul R. Bélanger et Benoit Lévesque, le PAR-HM a notamment contribué à la mise sur pied du Boulot Vers, du Chic Resto Pop et de la Marie-Debout (la CDEST était trop jeune au moment où les acteurs ont rédigé l'article pour faire état de ses contributions).[10] De plus, le Collectif en aménagement urbain d'Hochelaga-Maisonneuve met sur pied au milieu des années 1990 un grand projet de revitalisation urbaine, sociale et économique. Le Collectif mise sur le fort sentiment d'appartenance au quartier, où on retrouve plus de 150 organismes communautaires ainsi que des tables de concertation de toutes sortes[11]. Ce projet met de l'avant une approche de concertation et de partenariat et agit sur plusieurs fronts, afin de s'assurer du succès de l'initiative : « emploi et employabilité, décrochage scolaire, formation professionnelle, promotion de la fierté et de l'appartenance, campagne d'embellissement, stratégie de promotion à l'extérieur du quartier, sécurité des

[9] *Ibid.,* p.56-63.
[10] Paul R. Bélanger et Benoit Lévesque, « Le mouvement populaire et communautaire : de la revendication au partenariat (1963-1992) », dans Gérard Daigle et Guy Rocher, *Le Québec en jeu. Comprendre les grands défis*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 1992, Chapitre 26, p.732.
[11] Jean Rouleau, « Projet de revitalisation urbaine et sociale d'un quartier de Montréal », dans René Lachapelle, *L'organisation communautaire en CLSC*, Presses Université Laval, 2003, p.147.

résidants, dynamisme commercial et industriel, services adaptés aux besoins de la population, etc. »[12]

Une étude de 2007 portant sur les retombées économiques des entreprises d'économie sociale et des organismes communautaires dans l'arrondissement Mercier – Hochelaga-Maisonneuve[13] nous apprend notamment que l'existence moyenne des organismes se situe entre 22 (pour les organismes locaux) et 28 (pour les organismes régionaux) ans[14] et que la presque totalité des organismes est située dans le quartier depuis plus de cinq ans[15]. C'est d'ailleurs dans l'arrondissement que se situe la majorité de la clientèle des organismes locaux[16]. Également, la majorité des organismes locaux sont liés à d'autres organisations[17] et ces liens ont un impact sur la croissance de la moitié d'entre eux[18]. Enfin, une grande majorité d'organismes bénéficient de l'implication de bénévoles[19].

2.2 Années de naissance et période d'activités des groupes communautaires

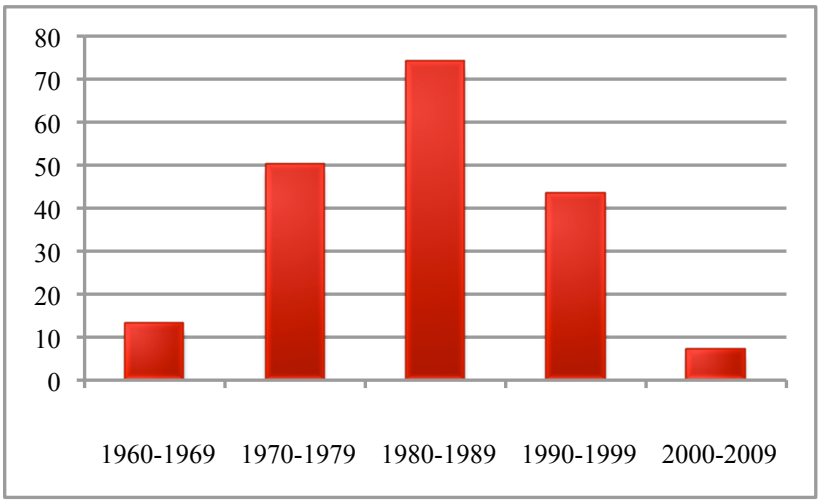
2.2.1 Années de naissance des groupes communautaires

Dans les sources que nous avons consultées pour établir notre inventaire, l'information sur les années de naissance des groupes communautaires n'est pas

[12] *Ibid.,* p.150.
[13] Lynda Binhas (Consultante Gestion Cléhas), *Les organismes communautaires, Une force sociale reconnue, Une force économique insoupçonnée, Étude sur les retombées économiques des entreprises d'économie sociale et des organismes communautaires de l'arrondissement de Mercier - Hochelaga-Maisonneuve*, CDEST Corporation de développement de l'Est, 2007, 26 p. Les résultats de cette étude peuvent cependant difficilement se comparer avec les résultats de la nôtre, puisqu'ils concernent l'ensemble de l'arrondissement Mercier – Hochelaga-Maisonneuve, alors que nous nous limitons au quartier Hochelaga-Maisonneuve, et qu'ils incluent les entreprises d'économie sociale et les coopératives d'habitation, que nous n'avons pas incluses.
[14] *Ibid.,* p.6. L'auteure distingue les organismes à vocation locale des organismes à vocation régionale.
[15] *Ibid.* Par ailleurs, une quarantaine de raisons pour lesquels les organismes ont choisi de s'installer dans l'arrondissement Mercier-Hochelaga-Maisonneuve est listée à la page 7.
[16] *Ibid.,* p.9.
[17] *Ibid.,* p.10.
[18] *Ibid.,* p.11.
[19] *Ibid.,* p.16.

disponible pour tous et il y a beaucoup d'imprécisions. Les résultats présentés ici concernent donc seulement les 188 groupes dont la décennie de naissance est connue. Ceux-ci forment la majorité, mais 37 autres n'en font pas partie. Ces derniers seront toutefois pris en compte dans les autres sections du chapitre.

Figure 2.1 : Naissance des 188 groupes communautaires dont la décennie de naissance est connue



La figure 2.1 permet de constater que, durant les années 1970, le mouvement communautaire croît fortement par rapport aux années 1960. Cette tendance se poursuit au cours des années 1980, décennie où la naissance de groupes est la plus importante. Durant les deux dernières périodes, la croissance des groupes diminue, jusqu'à devenir très faible durant les années 2000, où elle atteint un niveau inférieur aux années 1960.

Il ne faut toutefois pas croire que puisque très peu de groupes sont nés dans les dernières années il n'y en a plus à l'heure actuelle. Au contraire, le *Répertoire des organismes communautaires 2008-2009* du Conseil pour le développement local et

communautaire Hochelaga-Maisonneuve en recense 114 en 2008[20]. Ainsi, beaucoup de groupes anciens continuent leur travail dans le quartier. Afin de déterminer l'ampleur de ce phénomène, il convient d'analyser les périodes d'activités, ce qui permettra de connaître la durée de vie des groupes qui naissent à chaque décennie.

2.2.2 Périodes d'activités

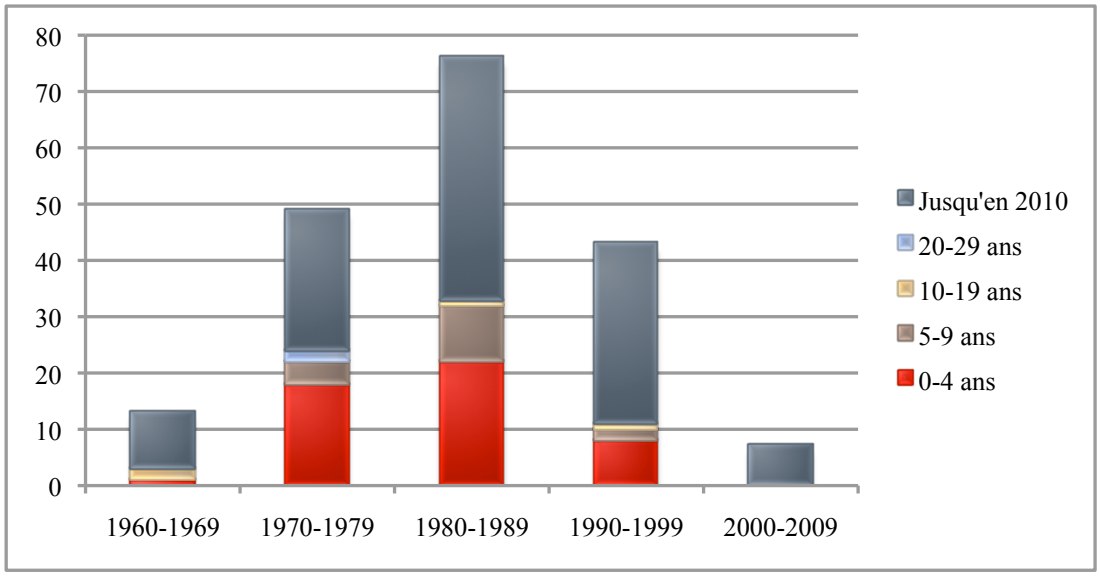
La figure 2.2 présente une évaluation des périodes d'activités de tous les groupes dont la décennie de naissance et connue. Évidemment, les groupes des années 2000 ont plus de chances d'avoir existé jusqu'à la fin de la décennie que les groupes des années 1960, mais ils sont tout de même classés dans la même catégorie, celle des groupes qui existent toujours.

On y voit que, proportionnellement, ce sont les groupes nés dans les années 1970 qui ont le moins survécu jusqu'à aujourd'hui, puisque près de 50% d'entre eux n'existent plus. En ce qui concerne les groupes des années 1980, ils disparaissent dans une proportion de plus de 40%, ce qui est considérable. La fin des années 1970 et le début des années 1980 coïncide d'ailleurs avec la période de transformation du mouvement communautaire montréalais, dont il a été question dans le bilan historiographique. Ces disparitions pourraient s'expliquer par le changement de paradigme qui s'effectue alors au sein du mouvement, bien qu'il nous soit difficile d'en connaître exactement les causes, n'ayant pas étudié chaque groupe individuellement. Il est par ailleurs normal qu'il y ait moins d'organismes fondés dans les années 1970 qui subsistent en 2010 que d'organismes nés dans les années 1980, 1990 ou 2000. Ainsi, à partir des années 1980, la proportion de groupes qui disparaitront avant 2010 diminue continuellement.

---

[20] Conseil pour le développement local et communautaire Hochelaga-Maisonneuve (CDLC HM), *Répertoire des organismes communautaires 2008-2009*, 15 p. Les critères d'intégration des organismes à ce répertoire sont très similaires aux nôtres, ce qui permet la comparaison avec notre inventaire.

Figure 2.2 : Périodes d'activités des 188 groupes dont la décennie de naissance est connue, selon leur décennie de naissance



La figure permet de constater que c'est durant leurs premières années de vie que les groupes sont le plus à risque : le tiers de ceux qui disparaissent le font dans leurs quatre premières années de vie et le quart entre 5 et 9 ans d'existence. Moins de 10% des groupes qui disparaissent le font après 10 ans. Au total, sur toute la période, plus d'un groupe sur trois (38%) disparaît avant 2010.

Ainsi, la majorité des groupes nés depuis les années 1960 existent encore en 2010 (62%), ce qui explique pourquoi, en 2008, 114 groupes existent, alors que moins d'une dizaine de groupes sont assurément nés durant cette décennie. Nous émettons l'hypothèse que, plutôt que créer de nouveaux groupes communautaires, les organismes déjà existants ajoutent des activités à leur programmation, à mesure que de nouveaux problèmes sont ciblés, ce qui les rend de plus en plus importants. L'étude sur le Carrefour familial Hochelaga, dans le prochain chapitre, permettra de creuser cette question.

2.3 Champs d'activités des groupes

2.3.1 Tous les groupes

La description des champs d'activités des groupes qui apparaissent à chaque décennie est une donnée essentielle pour comprendre l'évolution du mouvement communautaire et ses préoccupations. La catégorisation de ces champs d'activités a été faite avant la recherche, après la lecture de différentes études sur le mouvement communautaire. Notamment, Lynda Binhas[21] liste 25 secteurs d'activités et classe les organismes par secteur d'activités principal et secondaire. Cependant, les catégories établies étant parfois très précises, certaines, comme « Aide domestique », ne concernent aucun organisme. De plus, certains secteurs d'activités nous semblent se recouper, comme « Médias communautaires », « Culture » et « Technologies de l'information et des communications ». Nous avons donc choisi de ne pas suivre cette catégorisation. La nôtre se rapproche plutôt de celle faite par Réjean Mathieu et ses collègues[22], qui dressent huit champs d'intervention. À la différence de celle-ci, cependant, nous avons séparé les champs d'activités et les clientèles cibles, afin d'avoir un portrait plus précis de la situation. En outre, nous avons organisé notre catégorisation d'une façon qui nous semblait plus logique, par exemple en séparant en trois catégories les champs d'intervention « Logement, environnement et développement économique » et « Défense de droits, éducation populaire et consommation ». Notre catégorisation a également été inspirée des ouvrages sur le mouvement communautaire qui mentionnent à l'occasion différents secteurs d'activités[23].

---

[21] Lynda Binhas, *op. cit*., p.8.

[22] Réjean Mathieu et al., *L'impact socio-économique des organismes communautaires et du secteur de l'économie sociale dans quatre arrondissements de la Ville de Montréal : rapport final,* Université du Québec à Montréal, Laboratoire de recherche sur les pratiques et les politiques sociales, 2001, p.28.

[23] C'est le cas principalement de Jean-Pierre Collin et Jacques Godbout, *Les organismes populaires en milieu urbain : contre-pouvoir ou nouvelle pratique professionnelle ?*, Montréal, I.N.R.S.-Urbanisation, 1977, 311 p. et de Louis Favreau, *op. cit.*

Les informations recueillies dans cette recherche ne permettent pas de savoir quel champ d'activités est le plus dynamique, lequel est le plus présent dans le quartier ou lequel est le plus connu parmi la population. Effectivement, cet inventaire met sur le même pied les groupes qui ne touchent qu'une dizaine de personnes et ceux qui s'adressent à plusieurs centaines de familles. Ainsi, l'analyse des champs d'activité ne témoigne pas du dynamisme des secteurs étudiés. Elle permet plutôt de savoir quels sont les problèmes ciblés par ceux qui souhaitent améliorer les conditions de vie des habitants du quartier, et auxquels ils cherchent à apporter une solution. Ces informations nous permettent donc de savoir quels étaient les principaux problèmes des habitants, ou à tout le moins quelles étaient leurs plus grandes préoccupations du point de vue communautaire.

Les figures 2.3 à 2.8 montrent la proportion de chaque champ d'activités qui apparaissent au cours des décennies 1960 à 2000 et sur toute la période. On voit que les champs d'action sont limités au cours des années 1960, alors que les catégories *Vie communautaire* et *Santé et bien-être* dominent largement, puis la situation se complexifie. Les champs d'activités n'ont pas tous la même importance : ces derniers seront analysés un par un plus loin.

Figure 2.3: Champs d'activités des groupes qui naissent entre 1960 et 1969

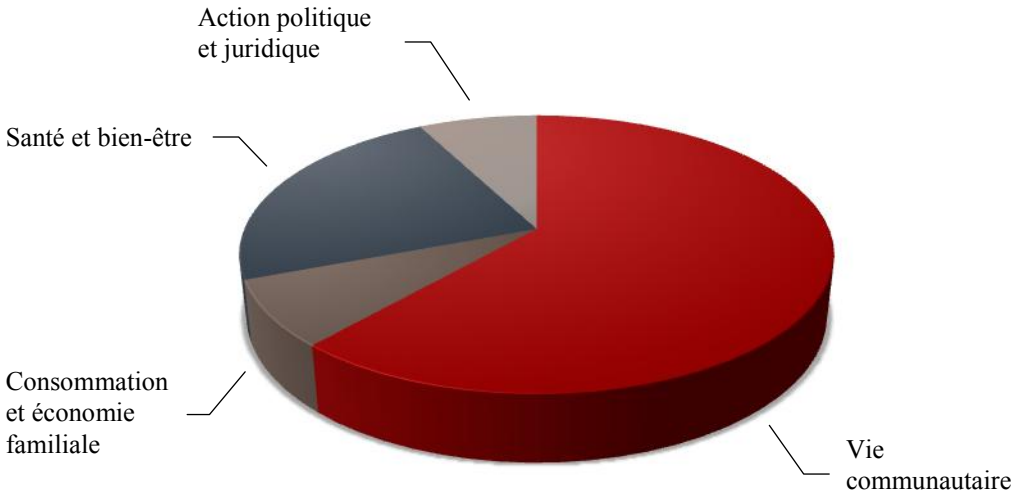


Figure 2.4: Champs d'activités des groupes qui naissent entre 1970 et 1979

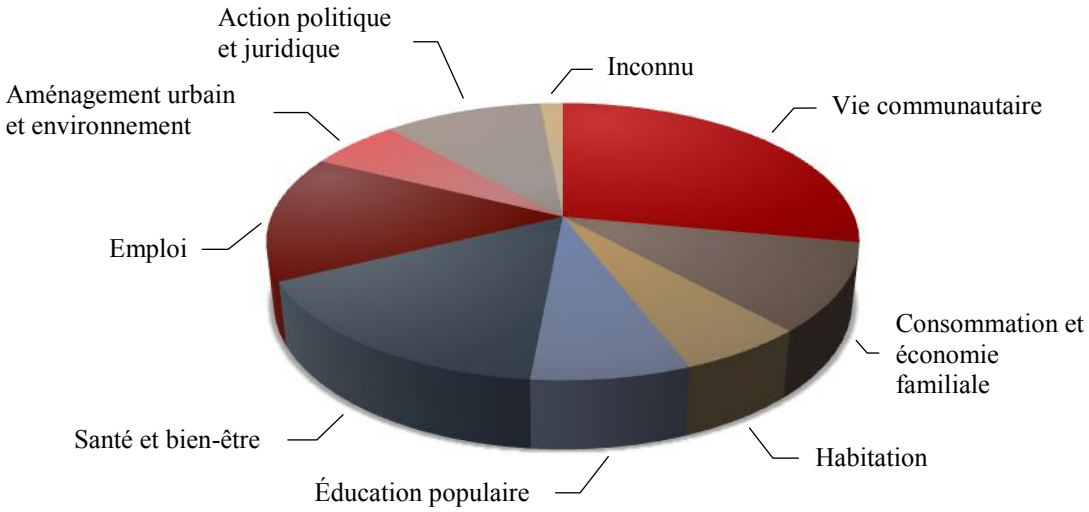


Figure 2.5: Champs d'activités des groupes qui naissent entre 1980 et 1989

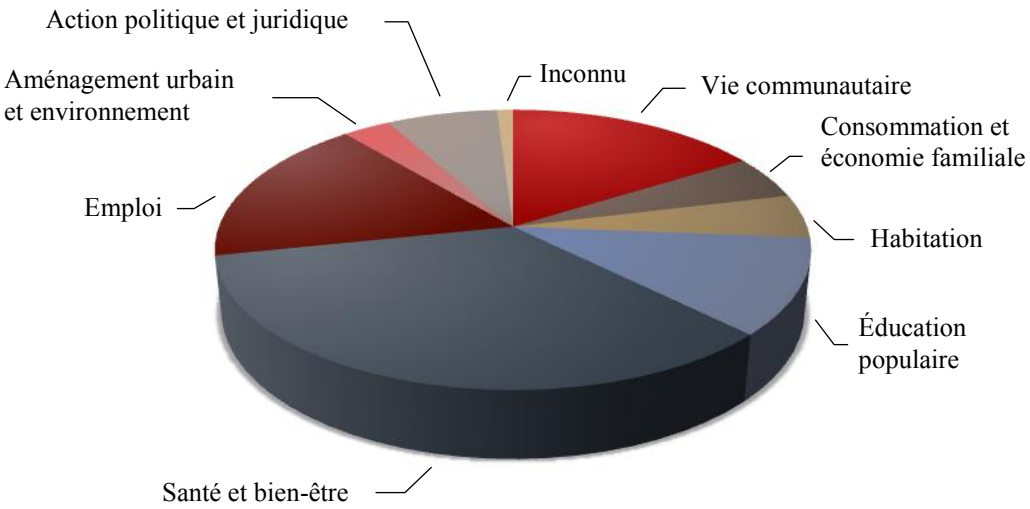


Figure 2.6: Champs d'activités des groupes qui naissent entre 1990 et 1999

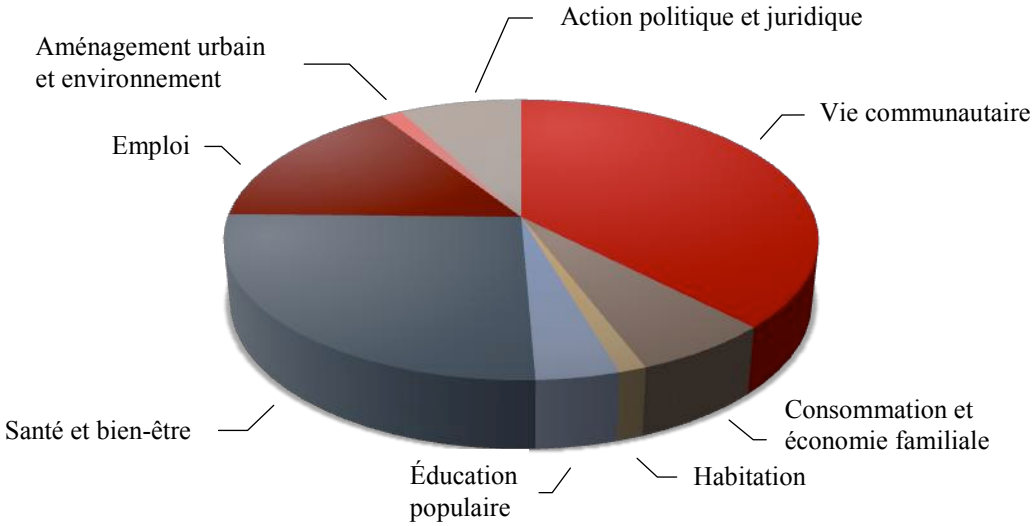


Figure 2.7: Champs d'activités des groupes qui naissent entre 2000 et 2009

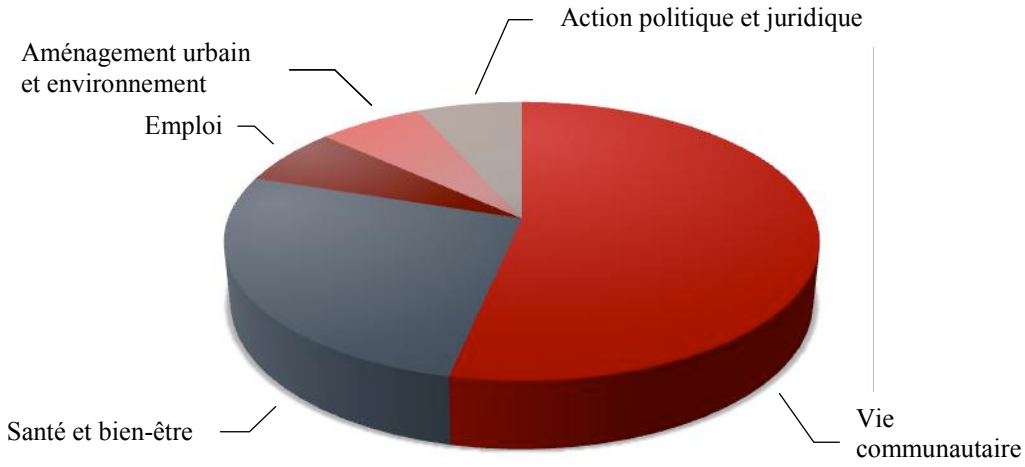
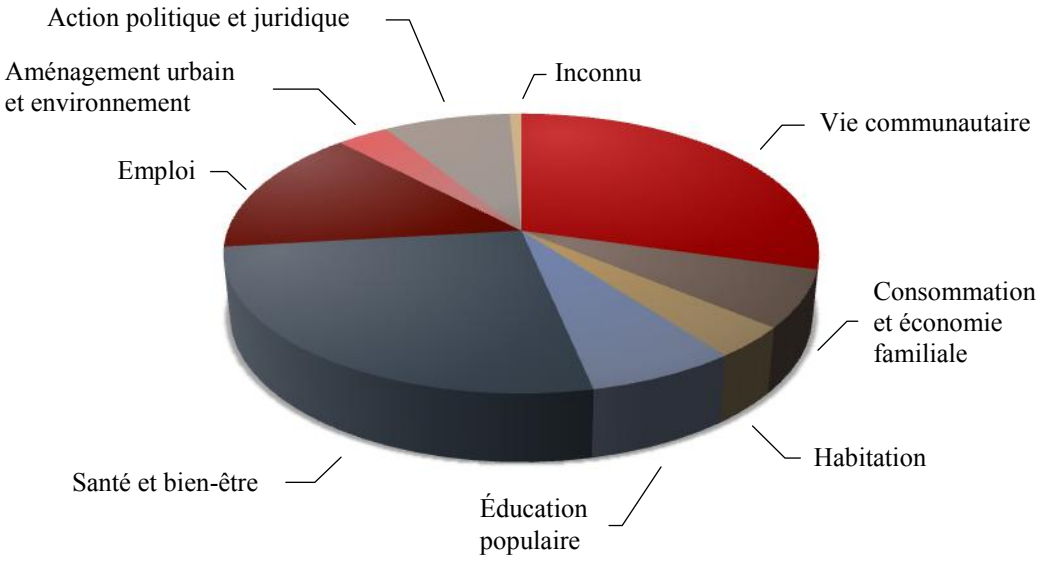


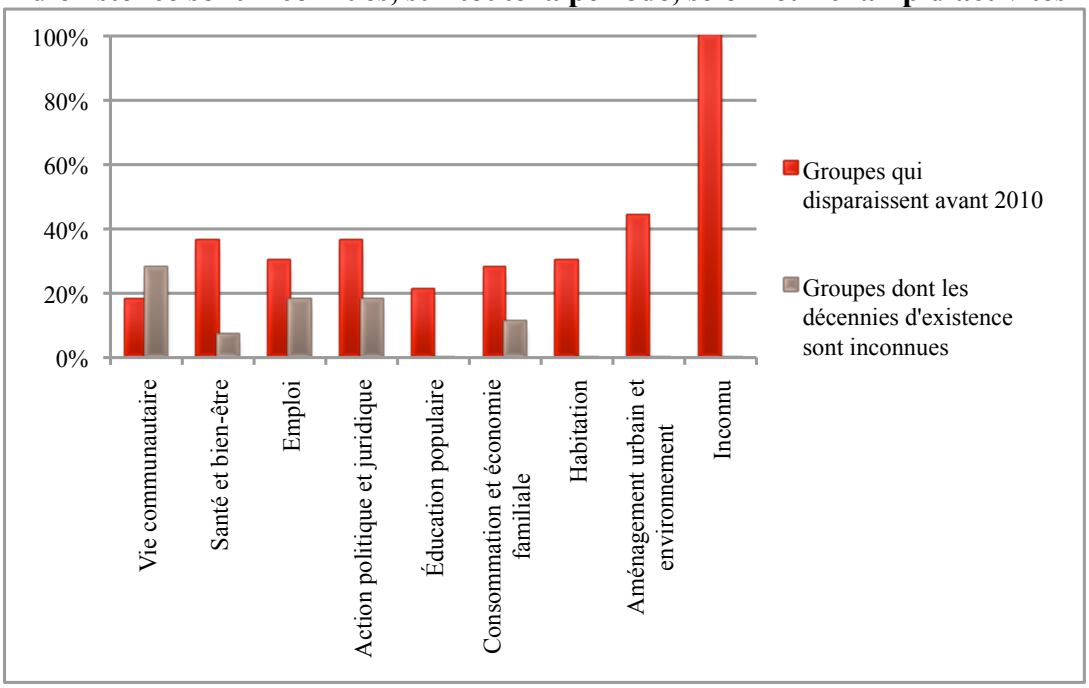
Figure 2.8: Champs d'activités des groupes qui naissent entre 1960 et 2009



Comme il a été observé dans la section précédente, la majorité des groupes ont poursuivi leurs activités plusieurs années après leur création. Ce n'est donc pas parce qu'un champ d'activités perd de la popularité que le problème auquel il cherche à faire face est disparu. Il est possible que ce problème ne soit plus aussi criant qu'au cours d'une autre période, qu'un ou plusieurs groupes s'en occupent si bien qu'il n'y a pas lieu de créer de nouveaux groupes, ou encore qu'un autre secteur d'intervention – public notamment – ait pris en charge le problème. Il demeure tout de même pertinent de connaître quels champs d'activités survivent jusqu'à aujourd'hui et lesquels disparaissent en plus grande proportion.

En croisant les données sur les périodes d'activités des groupes et sur leur champ d'activités, la figure 2.9 nous permet d'apporter une réponse à cette question, ainsi que de nuancer le portrait des champs d'activités pour chaque décennie, en déterminant la proportion des groupes dont les périodes d'activités sont inconnues. Rappelons que sur toute la période, 38% des groupes disparaissent et les décennies d'existence de 20% des groupes sont inconnues. On voit dans la figure que ceux dont le champ d'activités est inconnu disparaissent tous avant 2010. Le reste des informations qu'elle contient sera analysé pour chaque champ d'activités ensuite.

Figure 2.9: Proportion des groupes disparus et des groupes dont les décennies d'existence sont inconnues, sur toute la période, selon leur champ d'activités



Vie communautaire

La catégorie *Vie communautaire* inclut les divertissements collectifs de toutes sortes ainsi que les groupes organisant la vie sociale et culturelle. Plus de la moitié des groupes communautaires qui naissent dans les années 1960 font partie de cette catégorie et leur popularité ne se dément pas jusqu'à aujourd'hui, puisqu'ils forment la moitié des groupes nés dans les années 2000. Ce champ d'activités est, sur toute la période, le plus important en nombre, puisqu'un peu plus du tiers des organismes en font partie. C'est le champ d'activités le plus important pour chaque décennie, sauf pour les années 1980. Il s'agit également de celui qui disparaît le moins (seulement 18%), bien que cette information doive être nuancée, considérant que les années d'existence de 30% des groupes de *Vie communautaire* sont inconnues. Malgré cette grande marge d'erreur, sa popularité est évidente.

Comme cette catégorie est très large, il convient de la séparer en secteurs d'activités, afin de mieux comprendre ses composantes :

Tableau 2.1: Secteurs d'activités des groupes de *Vie communautaire* par décennie

	1960-1969	1970-1979	1980-1989	1990-1999	2000-2009	TOTAL
Groupes sportifs	1	3	2	6	0	12
Groupes de loisirs	5	3	2	15	2	27
Groupes d'entraide et d'intégration sociale	1	7	9	7	4	28
Groupes socioculturels	1	5	4	2	2	14
TOTAL	8	18	17	30	8	81

Dans le tableau 2.1, les groupes sont placés dans le secteur d'activités qui les représente le plus, qui est leur objectif premier, bien qu'ils puissent en toucher plus d'un. Par exemple, un groupe de loisirs, dont le but est le divertissement de la population, favorise aussi l'entraide et l'intégration sociale, mais aurait été placé dans la section « Groupes de loisirs » pour ce tableau.

La figure nous apprend que les loisirs (qui incluent notamment tous les groupes d'âge d'or) ainsi que l'entraide et l'intégration sociale sont les principaux secteurs d'activités des groupes de *Vie communautaire*, alors qu'un plus petit nombre offre des activités socioculturelles et sportives.

Par ailleurs, les groupes de *Vie communautaire* semblent avoir laissé peu de traces dans les archives, comme nous le montre la quantité d'informations manquantes sur les périodes d'existence des groupes. L'apparent essor des groupes sportifs et de loisirs dans les années 1990 s'explique simplement parce que nous possédons une source (un inventaire des ressources communautaires) nous informant de leur

existence à ce moment, et non parce qu'ils connaissent une importante popularité. C'est pourquoi il est difficile de savoir exactement à quelle période quels secteurs d'activités ont été les plus populaires. Nous émettons l'hypothèse que ces données manquantes s'expliquent par le fait que les groupes sportifs, les groupes de loisirs et certains groupes socioculturels, comme nous l'avons vu dans le premier chapitre, sont plus enracinés dans la tradition paroissiale[24] et moins dans la tradition communautaire, ce qui en fait des groupes moins politisés et moins actifs dans le mouvement communautaire, puisqu'ils visent plutôt le divertissement de la population, alors ils sont plus difficiles à repérer.

Les groupes d'entraide et d'intégration sociale, dont la décennie de naissance est quant à elle plus fiable (puisqu'ils ont laissé plus de traces, étant associés au mouvement communautaire plus présent sur la scène publique) ont été très actifs des années 1970 à 2000, ce qui démontre que la nécessité de briser l'isolement et de créer un réseau d'entraide parmi la population sont des préoccupations importantes aux yeux des acteurs du mouvement communautaire, et ce durant plus de 30 ans.

Santé et bien-être

La catégorie *Santé et bien-être* inclut les groupes visant l'amélioration et la préservation de la santé physique et mentale des personnes, ceux œuvrant dans les domaines de l'alimentation, de l'habillement et de l'hébergement, ainsi que les groupes visant le développement personnel des individus. Il s'agit du second champ d'activités le plus populaire, puisque près d'un tiers des groupes en fait partie. Également, il s'agit du champ le plus nombreux de la décennie 1980, alors que le mouvement communautaire est en pleine expansion, devant les besoins croissants de la population. La santé et le bien-être semblent donc prendre une nouvelle importance

[24] Voir Jacques Godbout, « Dans les quartiers défavorisés, une nouvelle pratique professionnelle : la participation », *La participation contre la démocratie*, Montréal, Éditions coopératives Albert Saint-Martin, 1983, Chapite 3, p.73.

lors de cette décennie, face aux conséquences de la pauvreté, notamment le problème de la faim, comme le reflète l'historiographie du mouvement dans le quartier. Cette importance ne se dément toutefois pas de toute la période étudiée, puisque de nouveaux groupes de ce champ ne cessent de naître et que leur taux de disparition est dans la moyenne du mouvement dans son ensemble.

Comme il s'agit ici aussi d'un champ d'activités très large, il convient de le diviser en secteurs d'activités :

Tableau 2.2: Secteurs d'activités des groupes de *Santé et bien-être* par décennie

	1960-1969	1970-1979	1980-1989	1990-1999	2000-2009	TOTAL
Dépannage	2	2	6	4	2	16
Santé mentale et physique	1	2	5	5	0	13
Hébergement	0	3	10	3	0	16
Violence et criminalité	0	1	8	1	0	10
Mieux-être	0	4	7	9	2	22
TOTAL	3	12	36	22	4	77

Le tableau 2.2 montre que le secteur le plus populaire, le mieux-être, demeure une préoccupation importante à partir des années 1970, que les groupes de dépannage demeurent également importants sur toute la période étudiée et que ce sont tous les secteurs d'activités de ce champ d'activités qui connaissent une croissance de popularité au cours des années 1980. L'hébergement ainsi que la violence et la criminalité sont des problèmes qui sont fortement ciblés à peu près seulement à partir des années 1980, et dont la popularité diminuera ensuite. Enfin, on se préoccupe plus fortement de la santé mentale et physique dans les années 1980 et 1990.

Emploi

Les groupes de la catégorie *Emploi* incluent ceux qui sont liés à l'emploi, à l'assistance sociale et au chômage. Il s'agit du troisième champ en nombre, représentant près d'un groupe sur cinq. Il apparaît durant les années 1970 et son importance demeure constante jusqu'à aujourd'hui. Pendant les années 1980, moment où, partout à Montréal, la question de l'emploi et du développement économique devient prioritaire pour le mouvement communautaire, il vient même au deuxième rang. Toutefois, puisque notre inventaire ne compte ni les coopératives de travail, ni les entreprises nées de la CDEST ou d'une autre CDEC, il est difficile de mesurer l'importance réelle des groupes liés à l'emploi. En outre, puisque la période d'activité de près d'un groupe de ce champ sur cinq est inconnue, il existe une importante marge d'erreur dans l'analyse de ce champ d'activités.

Action politique et juridique

La catégorie *Action politique et juridique* inclut les groupes de défense de droits et de revendication. Ce champ d'activités est présent dès la première décennie du mouvement communautaire et son poids demeure constant jusqu'à aujourd'hui, un groupe sur dix en faisant partie. De plus, son taux de disparition est dans la moyenne du mouvement.

Cette constance nous permet d'émettre l'hypothèse que les groupes communautaires dans le quartier Hochelaga-Maisonneuve n'ont pas réduit leur implication politique ni perdu leur capacité de remettre en question l'ordre établi après les années 1970, comme le croient certains auteurs[25], mais que cette implication est demeurée stable. Par contre, considérant que les périodes d'existence de près d'un groupe de ce champ sur cinq sont inconnues, il faudrait effectuer une autre étude et déterminer

[25] Parmi les auteurs étudiés, c'est le cas notamment de Jean Panet-Raymond, « Community Groups in Québec : From Radical Action to Voluntarism for State? », *Community Development Journal,* vol. 22, n°4, 1987, p. 281-286 et de Marcel Sévigny, « Le mouvement communautaire et la récupération étatique », *Possibles,* vol. 27, n°3, été 2003, p.33-54.

précisément les différences entre les groupes de ce champ d'activités, qui n'agissent possiblement pas de la même façon d'une décennie à l'autre, et ainsi vérifier notre hypothèse.

Éducation populaire

La catégorie *Éducation populaire* inclut les groupes visant la formation des personnes, dans un autre contexte que la formation scolaire institutionnalisée, que ce soit l'alphabétisation, la formation spécialisée ou la formation à la citoyenneté, par exemple. Ces groupes apparaissent dans les années 1970 et c'est dans les années 1980 qu'ils sont les plus nombreux, décennie où l'alphabétisation, liée à l'obtention d'un emploi, devient un enjeu important pour le mouvement communautaire montréalais. Les nouvelles créations sont rares dans les décennies suivantes. Au total, sur toute la période, un groupe sur douze se trouve dans cette catégorie et leur taux de disparition est faible par rapport au reste du mouvement.

Consommation et économie familiale

Les groupes de *Consommation et économie familiale* incluent ceux liés à la consommation ainsi qu'à la réduction des frais des familles, comme les garderies communautaires. Ce champ d'activités apparaît dès les années 1960 et c'est au cours des années 1970 qu'il connaît l'apogée de sa popularité. Seulement 8% des groupes appartiennent à ce champ, mais leur taux de disparition est assez faible (28%).

Habitation

Les groupes d'*Habitation* comprennent les regroupements de locataires et les organismes favorisant de meilleures conditions d'habitation. Les coopératives d'habitations en sont exclues, puisqu'elles ne s'adressent pas à toute la communauté (les répertoires d'organismes communautaires ne les incluent pas non plus). Les groupes d'habitation apparaissent dans les années 1970 et prennent de l'importance dans les années 1980, avant de perdre de la popularité. Seulement 4% des groupes

appartiennent à ce champ. Toutefois, comme les coopératives d'habitation ne sont pas intégrées ici, le faible nombre ne signifie pas nécessairement que le problème d'habitation n'est pas préoccupant, mais plutôt que sa solution passe par un autre moyen que par les groupes communautaires au sens où nous l'entendons ici.

Aménagement urbain et environnement

La dernière catégorie comprend les groupes d'aménagement urbain et ceux qui sont voués à la protection de l'environnement. Il s'agit du champ d'activités le moins représenté dans le mouvement communautaire du quartier : seulement 4% des groupes y appartiennent. Ils apparaissent et atteignent l'apogée de leur popularité au cours des années 1970, avant de disparaître dans une forte proportion de 44%, ce qui est le taux le plus élevé du mouvement communautaire.

2.3.2 Groupes multisectoriels

Un groupe communautaire peut appartenir à un seul champ d'activités, ou à plus d'un champ, comme on le voit dans le tableau 2.3 :

Tableau 2.3: Nombre de groupes appartenant à un champ d'activités, à plusieurs champs ou dont le champ est inconnu

	1960-1969	1970-1979	1980-1989	1990-1999	2000-2009	TOTAL
Groupes n'appartenant qu'à un champ	13	37	63	61	10	184
Groupes appartenant à plusieurs champs	0	12	17	8	2	39
Groupes dont le champ est inconnu	0	1	1	0	0	2
TOTAL	13	50	81	69	12	225

Bien que la très grande majorité des groupes n'appartienne qu'à un seul champ d'activités, plus d'un sur six appartient à plus d'un champ. Il convient donc d'examiner

plus en détail ces groupes multisectoriels, afin de tracer un portrait plus clair du phénomène communautaire.

La plupart des groupes multisectoriels appartiennent à deux champs, mais une dizaine appartiennent à trois, voire à quatre champs différents. C'est au cours des années 1980 que les groupes multisectoriels sont les plus nombreux, ce qui n'est pas surprenant considérant que c'est la période où le plus grand nombre de groupes naissent. Cependant, en proportion, ce sont les groupes nés dans les années 1970 qui sont le plus souvent multisectoriels. D'ailleurs, les deux seuls groupes qui appartiennent à quatre champs différents sont nés au cours des années 1970. Cela s'explique peut-être par le fait qu'il s'agit d'organismes très actifs, encore aujourd'hui, et qui ont, avec les années, grandi, puis diversifié leurs activités.

Certains champs d'activités reviennent plus souvent que d'autres parmi les groupes appartenant à plus d'un champ. Les champs *Emploi*, *Action politique et juridique*, *Éducation populaire* et *Habitation* se retrouvent plus fréquemment en combinaison avec d'autres groupes que seuls. Les groupes d'emploi sont ceux qui apparaissent le plus souvent dans les groupes multisectoriels.

Certaines combinaisons reviennent fréquemment. Les catégories *Emploi*, *Éducation populaire* et *Santé et bien-être* (les trois ensemble ou seulement deux des trois) se retrouvent chez dix-huit groupes, dont treize qui n'appartiennent pas à d'autre champ d'activités. C'est le cas de ceux qui visent à former et/ou à employer des gens et/ou à offrir un service lié à la santé et au bien-être à la population (notamment des services d'alimentation). Ces combinaisons apparaissent majoritairement dans les années 1980 et 1990, ce qui n'est pas surprenant puisque ces trois champs d'activités sont très dynamiques dans les années 1980. Également, la combinaison des catégories *Emploi* et *Action politique et juridique* se retrouve neuf fois, dont sept sans autre champ. Il s'agit des groupes de défense de droits des travailleurs ou des sans-emploi. Cette

combinaison est présente des années 1970 aux années 1990. Il existe plusieurs autres combinaisons, mais elles reviennent moins souvent et sont atypiques.

2.4 Clientèles cibles

2.4.1 Clientèles cibles

L'analyse des clientèles cibles des groupes communautaires, qui sont présentées dans le tableau 2.4, permet de savoir à qui s'adressent les groupes à différents moments de l'évolution du mouvement. On voit que près de la moitié des groupes s'adressent à l'*Ensemble de la population*. À mesure que le temps avance, cependant, les groupes s'adressant à tous perdent en popularité au profit de groupes s'adressant à une clientèle plus ciblée. Toutefois, cette catégorie demeure toujours la plus fréquente. L'autre moitié des groupes s'adresse plus spécifiquement à une clientèle. Cette dernière peut inclure une grande partie de la population (les familles par exemple) ou être plus restreinte (les personnes atteintes de déficience intellectuelle par exemple).

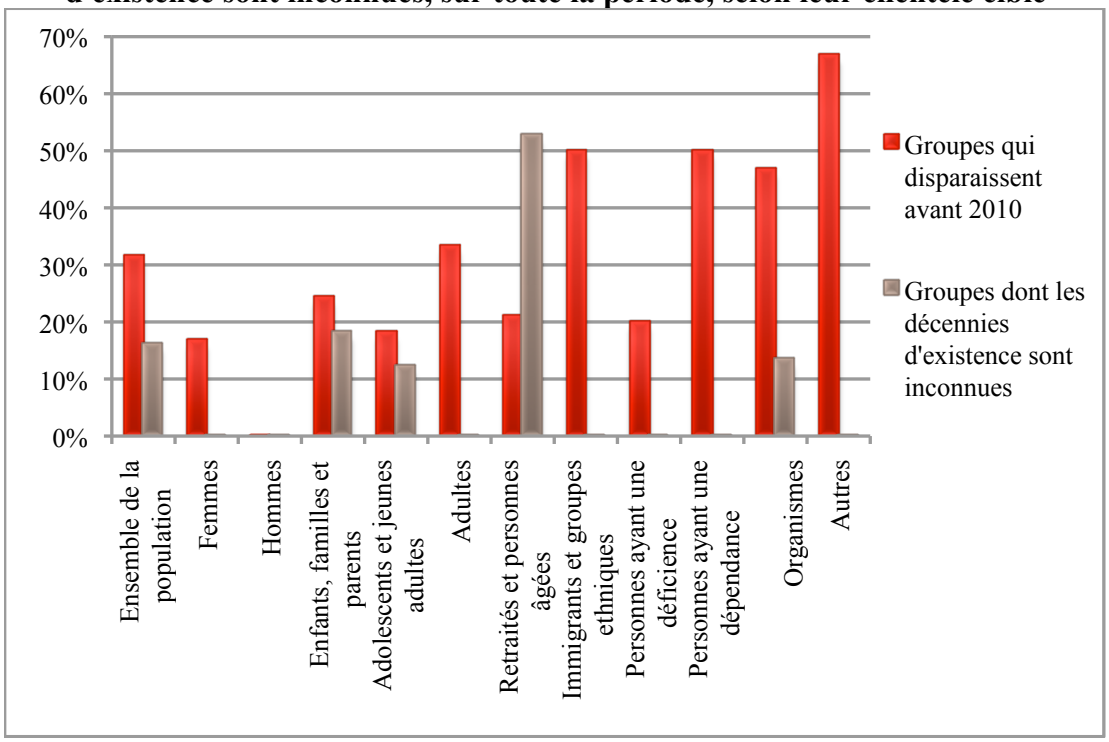
Tableau 2.4: Clientèles cibles par décennie

	1960-1969	1970-1979	1980-1989	1990-1999	2000-2009	TOTAL
Ensemble de la population	11	27	38	25	4	105
Femmes	0	3	6	3	0	12
Hommes	0	0	2	2	0	4
Enfants, familles et parents	0	10	9	13	1	33
Adolescents et jeunes adultes	1	3	17	11	1	33
Adultes	0	3	1	2	0	6
Retraités et personnes âgées	1	2	4	9	3	19
Immigrants et groupes ethniques	0	1	2	0	1	4
Déficience	0	1	2	1	1	5

Dépendance	0	1	2	3	0	6
Organismes	0	0	6	7	2	15
Autres	0	0	0	3	0	3

La figure 2.10 permet de nuancer le portrait tracé par le tableau précédent, en croisant les données sur les clientèles cibles et celles sur les périodes d'activités. On voit ainsi quelles clientèles cibles disparaissent et quelles données sont inconnues. Les informations pertinentes recueillies ici seront analysées plus loin.

Figure 2.10: Proportion des groupes disparus et des groupes dont les décennies d'existence sont inconnues, sur toute la période, selon leur clientèle cible



Les catégories d'âge, surtout les jeunes, sont les clientèles cibles les plus fréquentes. Les *Enfants, parents et familles* deviennent une clientèle populaire à partir des années 1970 et le demeurent jusqu'aux années 1990. Les groupes s'adressant aux *Adolescents et jeunes adultes* connaissent quant à eux une croissance importante au cours des

années 1980 et 1990. Ceux qui visent spécifiquement les *Adultes* demeurent cependant peu nombreux, des années 1970 aux années 1990. Enfin, les *Retraités et personnes âgées* demeurent, sur toute la période, une catégorie sociale dont se préoccupe fortement le mouvement communautaire. Les décennies ne sont cependant pas représentatives ici, puisque les années d'existence de la moitié des groupes qui s'adressent aux retraités et aux personnes âgées sont inconnues. La majorité de ces groupes (les groupes de l'âge d'or notamment) font en effet partie de ces groupes de *Vie communautaire* qui n'ont laissé presque aucune trace.

Les catégories de genre viennent ensuite, surtout les groupes de *Femmes*. Il faut préciser que certains groupes s'adressant aux familles et aux parents s'adressent implicitement plus aux femmes qu'aux hommes (c'est ce que révèle notamment l'entrevue effectuée auprès de deux intervenantes du Carrefour familial Hochelaga). C'est dans les années 1980 que les groupes de *Femmes* deviennent plus fréquents et que les groupes d'*Hommes* apparaissent.

Les autres catégories de clientèles cibles – *Immigrants et groupes ethniques*, *Personnes ayant une déficience* et *Personnes ayant une dépendance* – sont moins fréquentes, du fait notamment quelles concernent une moins grande part de la population. De plus, les clientèles *Immigrants et groupes ethniques* ainsi que *Personnes ayant une dépendance* disparaissent dans une proportion de 50%, ce qui est considérable.

Les groupes qui s'adressent aux organismes sont d'une autre catégorie, puisqu'il s'agit de tables de concertation et d'autres regroupements d'organismes autour d'un problème précis. Ils ont un taux de données inconnues considérable (13%) et un très fort taux de disparition (47%). Comme il s'agit d'organismes qui s'adressent aux autres organismes, et non pas à toute la population, il est difficile de les repérer et de

suivre leurs activités. Les chiffres que nous possédons comportent donc une importante marge d'erreur.

Une vingtaine de groupes ont plus d'une clientèle cible, mais seule une combinaison revient fréquemment, soit *Enfants, familles et parents* et *Adolescents et jeunes adultes*, qui revient cinq fois. C'est le cas des groupes qui s'adressent spécifiquement aux adolescents et à leur famille.

2.4.2 Combinaisons de clientèles cibles et de champs d'activités

Les combinaisons entre les clientèles cibles et les champs d'activités, présentées dans le tableau 2.5, permettent de connaître quelles catégories de groupes sont les plus populaires sur toute la période. Il n'est pas utile ici de diviser à nouveau l'information pour chaque décennie, considérant que cette information est déjà disponible pour les champs d'activités et les clientèles cibles.

Tableau 2.5: Combinaisons Champs d'activités / Clientèles cibles (1960-2009)

Combinaison	Nombre d'apparitions
Vie communautaire / Ensemble de la population	40
Santé et bien-être / Ensemble de la population	30
Emploi / Ensemble de la population	23
Action politique et juridique / Ensemble de la population	16
Santé et bien-être / Adolescents et jeunes adultes	14
Consommation et économie familiale / Enfants, familles et parents	14
Vie communautaire / Retraités et personnes âgées	13

Combinaison	Nombre d'apparitions
Vie communautaire / Enfants, familles et parents	10
Vie communautaire / Adolescents et jeunes adultes	10
Aménagement urbain et environnement / Ensemble de la population	8
Habitation / Ensemble de la population	7
Santé et bien-être / Organismes	7
Santé et bien-être / Femmes	6
Santé et bien-être / Personnes ayant une dépendance	6

Éducation populaire / Ensemble de la population	12
Santé et bien-être / Enfants, familles et parents	11
Emploi / Adolescents et jeunes adultes	10

Emploi / Adultes	5
Santé et bien-être / Retraités et personnes âgées	5

Sur toute la période, sans surprise, c'est la combinaison *Vie communautaire / Ensemble de la population* qui revient le plus fréquemment, puisqu'elle combine le champ d'activités et la clientèle cible qui reviennent le plus fréquemment. Ce n'est pas surprenant non plus que la clientèle *Ensemble de la population* revienne le plus souvent dans le tableau.

Le champ d'activités qui revient le plus fréquemment n'est cependant pas *Vie communautaire*, qui s'adresse surtout aux catégories d'âge, mais plutôt *Santé et bien-être* qui s'adresse à toutes les clientèles cibles (sauf les adultes). Il est presque le seul à s'adresser aux *Personnes ayant une dépendance* et aux *Organismes*. Il s'adresse aussi plus que tout autre champ aux *Femmes* et aux *Personnes ayant une déficience*, et partage avec la catégorie *Vie communautaire* les groupes s'adressant aux *Hommes* et aux *Immigrants et groupes ethniques*.

Les catégories *Habitation*, *Aménagement urbain et environnement* et *Action politique et juridique* s'adressent presqu'exclusivement à l'*Ensemble de la population*. Quelques groupes d'*Éducation populaire* s'adressent également aux *Enfants, familles et parents* ainsi qu'aux *Adolescents et jeunes adultes*, mais dans une faible proportion (pas assez importante pour être incluse dans le tableau). Les groupes d'*Emploi* s'adressent eux aussi principalement à l'*Ensemble de la population*, mais aussi aux *Adolescents et jeunes adultes* ainsi qu'aux *Adultes*. Il s'agit du seul champ d'activités à s'adresser aux *Adultes*, à l'exception d'un seul groupe de *Vie communautaire*.

La combinaison *Consommation et économie familiale / Enfants, familles et parents* concerne les garderies populaires et les haltes-garderies. Près de 80% des groupes de *Consommation et économie familiale* se retrouvent dans cette combinaison. La combinaison *Vie communautaire / Retraités et personnes âgées* concerne quant à elle surtout les groupes de l'âge d'or.

Conclusion

Dans les années 1960, alors que le mouvement communautaire prend son envol, la majorité des groupes qui naissent sont des groupes de *Vie communautaire* – principalement des groupes de loisirs. Ils se rapprochent plutôt de la tradition paroissiale (comme les groupes sportifs et certains groupes socioculturels), alors que d'autres groupes qui apparaîtront plus tard (les groupes d'entraide et d'intégration sociale et certains groupes socioculturels) sont plutôt typiques du mouvement communautaire. La nécessité de briser l'isolement et de créer un réseau d'entraide parmi la population deviendra d'ailleurs l'objectif premier des groupes de *Vie communautaire* dans les décennies suivantes. En outre, la très grande majorité des groupes qui naissent dans les années 1960 s'adresse à l'*Ensemble de la population*. Cette clientèle cible demeurera la plus importante tout au long de la période, mais elle perdra de l'importance au profit d'autres clientèles plus restreintes à mesure que le temps avancera.

Dans les années 1970, ce sont des groupes de tous les champs d'activités qui apparaissent et, s'ils visent toujours surtout l'*Ensemble de la population*, plusieurs s'adressent aux *Enfants, parents et familles*. C'est lors de cette décennie que la création de groupes de *Consommation et économie familiale* et d'*Aménagement urbain et environnement* est la plus importante. Quant aux groupes en *Habitation*, ils connaissent alors, avec les années 1980, le sommet du nombre de nouveaux groupes.

C'est dans les années 1980 que la naissance de groupes est la plus importante, comme partout dans la ville. C'est alors que les groupes s'adressant aux *Adolescents et jeunes adultes* connaissent une croissance importante, tout comme ceux qui visent les *Femmes* et les *Organismes*. Les groupes de *Santé et bien-être* sont les plus nombreux à naître dans la décennie, conséquence de la pauvreté qui connaît alors une recrudescence. Les groupes d'*Emploi* et d'*Éducation populaire* sont eux aussi particulièrement importants au cours de cette période, alors que, comme ailleurs à Montréal, le mouvement communautaire dans le quartier est marqué par le DEC et que l'alphabétisation devient préoccupante. Plusieurs groupes mélangent d'ailleurs ces trois préoccupations – *Santé et bien-être*, *Emploi* et *Éducation populaire* –, en mettant sur pied des organismes visant à former et à employer des gens ainsi qu'à offrir un service lié à la santé et au bien-être à la population. Les groupes d'*Emploi* sont également liés aux groupes d'*Action politique et juridique*, chez les groupes de défense de droits des travailleurs ou des sans-emploi, qui naissent des années 1970 aux années 1990. L'importance des organisations d'*Action politique et juridique* demeure d'ailleurs elle aussi constante sur toute la période.

Les groupes des années 1970 et 1980 disparaissent dans une proportion considérable, ce qui s'explique par la période de transformation dans laquelle se trouve le mouvement communautaire montréalais à la fin des années 1970 et au début des années 1980. Les disparitions sont beaucoup moins fréquentes chez les groupes nés plus tardivement. C'est durant leurs premières années de vie que les groupes sont le plus à risque de disparaître.

Par ailleurs, les années 1990 s’inscrivent dans un mouvement de continuité par rapport aux années 1980, à la différence que le nombre de groupes créés diminue. Très peu naissent par la suite dans les années 2000, bien que la plupart existent toujours à la fin de la période étudiée. Nous émettons l'hypothèse que cela s'explique par le fait que des organismes ayant des années, voire des décennies d'existence

bonifient leurs activités pour s'adapter aux besoins de la population, plutôt que de susciter la création de nouveaux organismes.

Devant le portrait ainsi tracé du mouvement communautaire dans le quartier Hochelaga-Maisonneuve, il est possible de constater qu'il fait face à des problèmes semblables à ceux ciblés par le mouvement communautaire montréalais dans son ensemble et que sa réponse est similaire. Il semble néanmoins se distinguer par l'importance qu'il accorde dans les années 1980 et suivantes aux problèmes de *Santé et bien-être*, liés à la détérioration des conditions de vie. S'il choisit, comme le reste du mouvement montréalais, de se diriger sur la voie de l'économie communautaire et de l'éducation populaire, il choisit aussi de s'attaquer à des problèmes immédiats, comme l'alimentation et l'hébergement.

CHAPITRE III

LE CARREFOUR FAMILIAL HOCHELAGA

Dans ce chapitre ultime, nous étudierons l'évolution du Carrefour familial Hochelaga sous l'angle des services et des activités qu'il propose, afin de connaître sa réponse aux problèmes qui se posent dans le domaine de la famille. Ce cas de figure servira à compléter notre analyse en permettant d'observer certains éléments mentionnés dans les chapitres précédents. Nous verrons notamment l'importance de l'appui aux familles au cours des années 1970 ; la popularité des groupes de femmes et des groupes d'éducation populaire dans les années 1980 ; les liens qui existent entre les organismes ; et les réponses d'un groupe aux critiques auxquelles il fait face, aussi bien celles qui concernent l'ensemble du mouvement communautaire que celles qui lui sont propres.

Pour ce faire, nous dresserons d'abord un bref portrait du Carrefour familial à partir de l'historiographie sur le sujet. Puis, nous étudierons le fonctionnement de l'organisme ainsi que l'évolution des services et des activités qu'il offre, en relevant les tendances et les changements qui s'effectuent auprès de la clientèle. Nous traiterons ensuite de sa visibilité et de ses liens avec le mouvement communautaire. Enfin, nous ferons état des difficultés et critiques auxquels il a dû faire face, afin de voir comment il y réagit.[1]

[1] Outre l'historique de l'organisme, qui est basé sur l'historiographie, les autres sections du chapitre sont basées sur les archives de l'organisme, principalement les programmations et les rapports d'activités annuels, la revue de presse, l'entrevue réalisée avec Micheline Desjardins et Lucie Lépine le 27 octobre 2011 ainsi que quelques documents privés (demandes de subvention, lettres, documents de présentation et autres).

3.1 Bref historique du Carrefour familial Hochelaga

L'historiographie nous informe sur les grandes lignes de l'histoire du Carrefour familial Hochelaga. Patricia Ross décrit la nature de l'organisme né en 1976, de la volonté des parents du quartier d'obtenir un lieu communautaire pour discuter de l'éducation des enfants et des problèmes familiaux : « La mission du Carrefour : offrir une écoute aux parents – le plus souvent des mères seules –, les faire sortir de leur isolement, leur procurer un milieu d'appartenance, renforcer leur estime de soi, stimuler leurs enfants, etc. »[2]

Dans son ouvrage, Louis Favreau mentionne que le Carrefour familial Hochelaga base son intervention sur la pensée sociale de l'Église de l'après Concile :

> [il] rejoint la clientèle des plus démunis. De l'avis de tous [les personnes interviewées], c'est un des groupes les plus enracinés dans le secteur. Il agit cependant sans éclat et ne participe pas aux grands débats et batailles sur l'avenir du quartier. Le Centre de femmes, la Marie Debout, est beaucoup plus associé à ce groupe qu'à tous les autres. Des liens de formation et d'amitié unissent les responsables des deux organismes.[3]

Irene Kyle et Maureen Kellerman décrivent quant à elles la mission de l'organisme :

> Le Carrefour familial Hochelaga a pour mission d'offrir un lieu d'appartenance aux gens du quartier Hochelaga-Maisonneuve afin de briser l'isolement dans lequel plusieurs s'engouffrent. Le Carrefour essaie de créer un environnement qui encourage l'entraide. Par le biais de l'éducation populaire, le Carrefour facilite la prise de conscience au sujet des forces économiques et sociales qui influent sur les personnes, les familles et les collectivités. Ces priorités s'actualisent par l'implantation d'une approche globale que [sic] considère toutes les dimensions de la personne (humaine, culturelle et sociale).[4]

---

[2] Patricia Ross, « Le Carrefour familial Hochelaga, un modèle de réussite communautaire », *Action nationale,* Vol. 88, no 9, nov. 1998, p.92.

[3] Louis Favreau, *Mouvement populaire et intervention communautaire de 1960 à nos jours, Continuités et ruptures*, Montréal, Éditions du fleuve, Centre de formation populaire, 1989, p.60.

[4] Irene Kyle et Maureen Kellerman, «Le Carrefour familial Hochelaga», *Études de cas des programmes de ressources pour la famille au Canada : soutenir les familles, les enfants et les collectivités*, Ottawa, Association canadienne des programmes de ressources pour la famille, 1998, p.217.

Ce lieu de rencontres et d'échanges offre différents cours et ateliers. À la fin des années 1990, il accueille 600 participants annuellement, faisant partie de 300 familles. Il peut aussi compter sur une centaine de bénévoles, qui ont tous d'abord été des participants[5]. Il offre des services d'éducation et de soutien aux parents, d'autres activités d'éducation et de loisirs pour adultes ainsi que des projets de développement communautaire – sensibilisation, développement en leadership et défenses des droits[6]. Le Carrefour regroupe également une halte-garderie – qui accueille une trentaine d'enfants par jour[7] –, un atelier de couture et une maison pour hommes en difficulté, la Maison Oxygène.

En 1985, des intervenantes et des bénévoles du Carrefour familial Hochelaga font « du porte-à-porte dans le quartier pour connaître les besoins des personnes et leurs initiatives pour "s'en sortir". Elles visent aussi à "faire connaître l'organisme et, dans un deuxième temps, si c'est possible, créer des réseaux d'entraide et de support." »[8] Selon Louise Garnier du Carrefour familial Hochelaga, « [c]ette tournée du quartier a levé le voile sur la misère quotidienne d'Hochelaga-Maisonneuve »[9]. C'est à cette occasion que les intervenantes rencontrent Jacynthe Ouellette, une femme qui cuisine en commun pour économiser et s'assurer d'avoir assez de nourriture pour tout le mois. De ce concept naîtra la cuisine collective Hochelaga-Maisonneuve, qui s'inscrit dans la mouvance du DEC[10]. Plusieurs organismes du quartier s'intéressent à cette initiative qu'ils soutiennent rapidement. Le Carrefour familial sert de premier lieu de diffusion

---

[5] Patricia Ross, *op. cit.,* 92-93.
[6] Irene Kyle et Maureen Kellerman, *op. cit.*, p.218-220.
[7] *Ibid.,* p.93.
[8] Christel-Anne Noraz, *Processus et stratégies d'insertion sociale dans un projet communautaire : le cas de la cuisine collective Hochelaga-Maisonneuve*, Mémoire de maîtrise en sociologie, Université du Québec à Montréal, 1996, p.40-41. Les paroles sont de Louise Garnier, dans une entrevue accordée à l'auteure.
[9] France Paradis, « Cuisines collectives : Bien plus que la simple popote », *La Gazette des femmes (Conseil du statut de la femme)*, Vol. 13, no 3, sept.-oct. 1991, p.6.
[10] Christel-Anne Noraz, *op. cit.* p.39-65.

de l'idée, puis les initiatrices du projet choisissent de créer un organisme indépendant. Cinq ans plus tard, il y aura 200 cuisines collectives au Québec[11].

Durant les années 1980, les hommes étant peu à l'aise au Carrefour familial Hochelaga (un milieu très féminin), ce dernier leur organise des soupers entre eux afin de leur permettre de s'exprimer. Puisqu'il n'existe aucune ressource pour les hommes en difficulté et leurs enfants, le Carrefour familial décide de les accueillir dans ses locaux et met sur pied la Maison Oxygène en 1989[12]. Raymond Villeneuve mentionne que, pour l'équipe de la Maison Oxygène et du Carrefour Familial Hochelaga, « l'engagement envers les hommes et les pères a toujours été tout à fait conciliable avec le soutien aux luttes pour l'égalité entre les sexes. »[13]

En 1994, la Maison Oxygène comporte trois chambres, à l'étage du Carrefour familial Hochelaga. En 1995, elle obtient le prix Agnès-Higgins de Centraide et le deuxième prix du concours Persillier-Lachapelle du ministère de la Santé et des Services sociaux. En 1999, la Maison Claude-Hardy ouvre ses portes, afin d'accueillir des hommes à leur sortie de la Maison Oxygène. En 2003, le Carrefour Familial Hochelaga déménage et la Maison Oxygène comporte désormais cinq chambres. La même année, elle obtient la reconnaissance de l'Agence de la santé et des services sociaux de Montréal, ce qui lui permet d'obtenir un financement récurrent. De 1989 à 2009, la Maison Oxygène accueille plus de 400 familles, soit plus de 1 000 personnes, et reçoit plus de 250 demandes d'aide par année[14].

---

[11] France Paradis, *op. cit.* p.6.
[12] Raymond Villeneuve, *Maison Oxygène: des portes ouvertes sur l'espoir. Dix pères, dix histoires*, Montréal, Québec Amérique, 2009, 127 p.
[13] *Ibid.,* p.17-18.
[14] *Ibid.,* p.19.

3.2 Fonctionnement interne, services et activités

3.2.1 Fonctionnement interne

Le Carrefour familial Hochelaga est gouverné par un conseil d'administration composé majoritairement de participants du Carrefour, élus par l'assemblée générale de tous les membres de l'organisme. D'ailleurs, la participation à cette assemblée générale annuelle est toujours forte. Ces membres élus nomment alors quelques professionnels de l'extérieur au conseil d'administration, qui est complété par un représentant des employés. Le conseil d'administration tient une réunion par mois. Selon Micheline Desjardins et Lucie Lépine, l'organisme est donc géré de façon communautaire, parce que les participants occupent une part importante au conseil d'administration. Aujourd'hui, il y a sept membres qui sont des participants, deux membres de l'extérieur et un représentant des employés. Les membres participants au conseil d'administration apprennent ainsi le fonctionnement de cette forme de démocratie : ce sont des gens qui viennent depuis quelques années au Carrefour, qui participent à ses activités, et qui ont envie de pousser plus loin leur apprentissage.[15]

En ce qui concerne les employés de l'organisme, dans ses premières décennies d'existence, ce dernier était dirigé par un coordonnateur. Puis, au cours des années 1990, il a été géré en cogestion par les employés de l'organisme, donc sans coordonateur, durant huit ans. Au début des années 2000, de nouveaux employés ont été engagés et la cogestion ne fonctionnait plus. Le conseil d'administration a donc choisi d'engager une coordonatrice au milieu des années 2000.

Lors de l'entrevue, Micheline Desjardins a brièvement évoqué un conflit interne entre des employés et le conseil d'administration au cours de cette période. Bien que la

[15] Micheline Desjardins et Lucie Lépine, Entrevue réalisée au Carrefour familial Hochelaga, 27 octobre 2011.

nature de ce problème ne soit pas précisée, l'information nous indique que, comme tout organisme, le Carrefour familial Hochelaga fait face à des enjeux de pouvoir. Et puisque le Conseil d'administration est composé de participants de l'organisme, ce type de conflit peut devenir un conflit opposant directement les participants aux employés.

3.2.2 Évolution des services et activités

Les premières années (1976-1979)

C'est lors d'un congrès pastoral des organismes du quartier Hochelaga, en 1976, que les responsables d'un kiosque sur la famille prennent conscience de l'importance de « mettre en place un centre où les chefs de la famille pourraient trouver accueil, soutien et conseils, un endroit où pourraient se réunir ceux qui vivent les mêmes situations, pour arriver à améliorer leur climat psychologique dans un effort commun avec l'aide de personnes ressources. »[16]

Au moment de sa naissance, le Carrefour cherche donc à créer des liens entre les services offerts aux familles ainsi qu'à en mettre quelques uns sur pied pour combler l'offre d'aide aux chefs de famille. Dès les débuts, l'organisme a aussi comme vocation de former des bénévoles, de sensibiliser la population et de regrouper, soutenir et conseiller les chefs de famille – les couples comme les femmes seules.

Les activités alors proposées concernent les relations entre les parents et leurs enfants d'âge préscolaire, la sensibilisation à la vie familiale, les relations de couple, les parents uniques et les services offerts dans le quartier. De plus, comme la majorité de la clientèle est féminine, des activités seulement pour les femmes sont proposées, par exemple l'atelier « Se reconnaître comme femme ».

---

[16] Raymonde Petit et Jeannette Bellemare, *Carrefour familial Hochelaga*, 18 mai 1977, p.5. [Document non publié]

Les années 1980

C'est au début des années 1980 que la mission de l'organisme s'élargit, pour s'ouvrir aux activités récréatives et sociales, comme les camps familiaux, qui permettent à des familles du quartier qui n'en auraient pas les moyens de profiter de vacances à l'extérieur de Montréal, et comme des repas communautaires, des piqueniques et diverses sorties. C'est également à ce moment que sont mis sur pied le service de consultation matrimonial et familial, pour permettre aux individus de venir chercher de l'aide par des entretiens avec les animatrices, ainsi que le service d'information et de référence, pour les individus qui ne savent pas où s'adresser.

Pour faire connaître leur mouvement, les responsables et les bénévoles font des visites dans les foyers, ce qui mène au projet « Porte-à-porte », où ils cognent systématiquement à toutes les maisons du quartier pour demander aux gens s'ils connaissent le Carrefour et de quels services ils ont besoin. Ce projet est basé sur les principes de valorisation et de déculpabilisation des personnes, pour leur permettre de prendre leur essor et de développer leur leadership :

> Une fois la porte ouverte, on jase, on crée des liens, on constate les problèmes qui ressemblent souvent à une grande pauvreté, à de la violence familiale, à de la maladie physique ou mentale. On fait connaître les ressources du quartier et on propose, pour commencer, des rencontres de cuisine entre voisines qui ont des problèmes semblables. Il s'agit, bien sûr, de mettre son imagination à profit pour trouver des solutions et créer de l'entraide.[17]

Ce projet permet d'entrer en contact avec une grande partie de la population et il obtient une grande visibilité, grâce à l'obtention du Prix de la famille de la Fédération des unions de famille en 1986 et du prix Agnès Higgins de Centraide en 1988, ce qui permet au Carrefour d'augmenter sa clientèle. C'est cette clientèle qui détermine les sujets des ateliers, selon ses préoccupations. Aux activités d'habiletés parentales s'ajoutent alors des ateliers sur divers sujets liés à la croissance personnelle et à la

[17] Claire Harting, «Le prix de la famille 1986 au projet «Porte à porte» d'Hochelaga-Maisonneuve», *Le Journal de Montréa*l, 27 mai 1986, p.17.

santé. Plusieurs ateliers d'information sont liés au vécu des participantes: la ménopause, les droits des femmes, les femmes et la société. Par exemple, un atelier, « Entre femmes », cherche à ce que « les femmes prennent conscience de leur valeur, de ce qu'elles sont et d'essayer de changer des choses dans leurs conditions de vie. »[18] Les intervenantes font ainsi de l'éducation populaire à la citoyenneté.

Au milieu de la décennie, le Carrefour ouvre une halte-garderie, et les femmes peuvent participer aux ateliers pendant que des intervenantes et des bénévoles s'occupent de leurs enfants. Elle est bientôt accessible aux parents qui ont besoin de faire garder leurs enfants quelques heures. De 1982 à 2009, elle accueille 2600 enfants.[19] À cette même époque, les intervenantes prennent conscience que certaines femmes n'ont jamais de répit, qu'elles ne prennent jamais de vacances. L'organisme décide donc d'organiser une fin de semaine de répit pour les mères, où elles peuvent faire ce dont elles ont envie.

Le Carrefour familial devient également un lieu où les femmes peuvent venir simplement pour prendre un café et discuter avec les autres : « On voulait un peu reproduire les cuisines d'antan, où tu pouvais aller chez ma tante avec les enfants pour aller prendre un café »[20]. La cuisine est donc un lieu informel où l'intervention auprès des femmes continue : « les discussions de cuisine sont des lieux importants d'échanges d'expériences, de soutien, et de formation de réseaux de solidarité. »[21] Au milieu des années 1980, ce sont entre 300 et 400 familles par année qui participent aux activités de l'organisme[22].

---

[18] Lucie Lépine, Entrevue réalisée au Carrefour familial Hochelaga, 27 octobre 2011.
[19] Carrefour familial Hochelaga, *Rapport annuel, 2009-2010*, p.13.
[20] Micheline Desjardins, Entrevue réalisée au Carrefour familial Hochelaga, 27 octobre 2011.
[21] Carrefour familial Hochelaga, *Rapport des activités, 1994-1995*, p.4.
[22] Claire Harting, «Le Carrefour familial Hochelaga sort les femmes de leur isolement», *Le Journal de Montréal,* 22 août 1985, p.14.

Les ateliers ne sont pas les seuls lieux d'éducation populaire au Carrefour. Effectivement, ce dernier a développé des activités de formation pour les bénévoles, qui ont tous été d'abord des participants. Elles leur permettent bien sûr d'apprendre à exécuter leurs tâches, que ce soit à l'accueil, à la halte-garderie, au conseil d'administration ou dans les différents services, mais aussi de renforcer leur estime d'eux-mêmes, de s'ouvrir aux autres et de vivre une expérience valorisante et positive.

Toutefois, les hommes ne participent pas beaucoup aux activités du Carrefour. À l'origine, certains venaient aux rencontres de couples, mais l'organisme n'offrant pas d'activités spécifiques pour eux, lorsque les activités pour les couples ont cessé, les hommes ont été moins nombreux à fréquenter le Carrefour. Les intervenants ont eu envie d'aller rejoindre ces hommes-là aussi.

> On se disait : il me semble qu'un carrefour familial, il faut qu'il y ait une place pour les hommes. On était toutes pas mal féministes et on se disait qu'en travaillant avec les hommes on soutenait les femmes aussi [par exemple celles qui vivent de la violence]: si les hommes sont bien dans leur peau et qu'ils peuvent parler de ce qu'ils vivent, ça va aider la famille.[23]

C'est ainsi que l'organisme a commencé à mettre sur pied des ateliers pour les hommes, sur la condition masculine et sur la paternité, et qu'il a ouvert une maison d'hébergement pour hommes en difficulté familiale ou conjugale, la Maison Oxygène, comme nous l'avons vu plus tôt.

En 2009, plusieurs activités mises sur pied avant 1990 ont toujours lieu : les ateliers sur les relations entre parents et enfants, les camps familiaux, la halte-garderie, les vacances pour les mères et la Maison Oxygène. Elles témoignent de la mission de l'organisme, ce qui sera aussi le cas pour les activités intégrées plus tard. Il est donc possible d'affirmer que c'est la décennie où l'organisme trouve sa voie.

---

[23] Lucie Lépine, Entrevue réalisée au Carrefour familial Hochelaga, 27 octobre 2011.

Les années 1990

Dans les années 1990, les efforts pour améliorer les habiletés parentales se poursuivent : des activités sur les relations entre les parents et leurs enfants de 6 à 18 ans se sont d'ailleurs ajoutées au cours de la décennie précédente à celles sur les relations entre les parents et leurs enfants de 0 à 5 ans. À partir du début des années 1990, l'organisme offre des ateliers pour discuter de l'actualité et pour aborder différents sujets, comme la loi de l'aide sociale, l'alimentation naturelle, la religion musulmane, l'astrologie, les femmes d'Afrique ou le référendum sur la souveraineté du Québec. Les ateliers de croissance personnelle se poursuivent, tels « Connaissance de soi et relaxation » ou « Vivre en harmonie ».

Jusqu'au milieu de la décennie, les ateliers sur la condition féminine ont toujours lieu, puis ils cessent d'exister. L'implication du Carrefour auprès des femmes ne s'arrête toutefois pas là puisqu'elles demeurent sa clientèle majoritaire et qu'elles participent en plus grand nombre aux différentes activités offertes. De plus, le Carrefour collabore activement à l'organisation de la fête du 8 mars dans le quartier Hochelaga-Maisonneuve, en plus de prendre part aux marches mondiales des femmes en 1995 et en 2000. Ainsi, bien qu'il adopte fortement la cause des hommes, comme nous le verrons plus loin, il continue de défendre celle des femmes.

En 1992, l'organisme met sur pied un atelier communautaire de récupération de tissus et de couture, appelé le projet *Jeunes mères*, qui permet à des femmes d'apprendre à confectionner des vêtements pour elles et leur famille, mais aussi à travailler en équipe et à faire des choix. Ce projet de préemployabilité leur permet aussi d'augmenter leur estime de soi et de renforcer leurs liens de solidarité. Cette activité demeurera majeure pour le Carrefour et, de 1992 à 2009, ce sont 600 mères qui y ont participé[24].

[24] Carrefour familial Hochelaga, *Rapport annuel, 2009-2010*, p.19.

Afin de financer les camps familiaux, l'organisme tient un bazar ouvert à tout le quartier, où des vêtements et objets divers sont vendus à bas prix. Les articles non vendus sont quant à eux donnés à une petite compagnie de récupération du quartier. Ce sont les membres du Carrefour eux-mêmes qui prennent en main cette activité d'autofinancement : « Le bazar c'est une activité d'éducation populaire qui dure 3 jours. […] L'accent est mis sur l'organisation et la responsabilisation. […] Une immense plate-forme d'implication et d'éducation populaire. »[25] C'est aussi l'occasion de faire connaître davantage le Carrefour dans le quartier.

Les hommes sont mis de l'avant dans les années 1990 : plusieurs ateliers sont mis sur pied afin de favoriser les échanges entre eux, pour discuter de la condition masculine et de la paternité, et afin de développer l'entraide entre pères. Un groupe d'employabilité est lancé pour eux au milieu de la décennie. Également, des activités spécifiques pour les pères et leurs enfants sont organisées. De plus, le Carrefour inaugure, dès 1996, une fête des Pères dans le quartier, qui attire chaque année des centaines de participants. L'année suivante, il amorce une campagne de valorisation de la paternité pour rejoindre les familles montréalaises, qui deviendra un organisme autonome au début de la décennie 2000, le Regroupement pour la valorisation de la paternité. De plus, en 1999, la Maison Claude-Hardy est ouverte en appui à la Maison Oxygène, comme ressource de deuxième étape pour les pères et leurs enfants. En 1993, les hommes constituent 33 % de la clientèle du Carrefour, soit environ 125-150 hommes[26] et l'année suivante, ce pourcentage grimpe à 40 %[27].

Les années 2000

L'attention accordée aux hommes, particulièrement aux pères, va de façon croissante au cours de la décennie suivante. Des activités pour les pères et leurs enfants sont

[25] Carrefour familial Hochelaga, *Rapport des activités, 1994-1995*, p.19.
[26] Carrefour familial Hochelaga, *Rapport des activités, 1992-1993*, p.11-12.
[27] Carrefour familial Hochelaga, *Rapport des activités, 1993-1994*, p.3.

organisées, des ateliers de discussion sur la condition masculine se poursuivent, une cuisine collective pour les hommes est mise sur pied et la Maison Oxygène se dynamise (jardinage, soirées vidéo). En 2008, le Carrefour familial lance le projet « Des portes ouvertes vers l'espoir » afin de stimuler, dans les cinq années suivantes, l'ouverture de nouvelles ressources d'hébergement pour les pères et leurs enfants.

Du côté des activités d'éducation populaire pour tous, celles sur les habiletés parentales se poursuivent dans les années 2000, tout comme les ateliers de connaissance de l'actualité. D'autres concernent la santé, la créativité, la confiance et de l'affirmation de soi. Également, au cours des années 2000, des activités entre parents et enfants ont lieu plus fréquemment : depuis plusieurs années, différentes sorties et fêtes familiales avaient lieu au cours de l'année, mais il n'y avait pas d'activités familiales hebdomadaires, sauf celles uniquement pour les pères et leurs enfants. À la fin de la décennie, l'organisme se lance dans un nouveau domaine, celui du retour aux études :

> […] nous avons vérifié les difficultés pour un retour sur le marché du travail et avons constaté que le bas niveau de scolarité est un handicap majeur. En même temps, nous nous sommes rendu compte qu'un projet de retour à l'école semble en insécuriser plusieurs. […]. Au Carrefour, nous nous sommes donc mis à planifier une structure scolaire mieux adaptée. […] Par ce projet, les participants vivent une expérience de formation positive dans un milieu sécurisant et chaleureux qu'ils fréquentent déjà à l'intérieur duquel ils peuvent bénéficier du service de la halte-garderie.[28]

Cet exemple démontre que, même après trois décennies d'existence, le Carrefour familial Hochelaga continue d'être à l'écoute des besoins de la population et tente d'y répondre. Entre 1976 et 2009, près de 9 500 familles ont fréquenté l'organisme.[29]

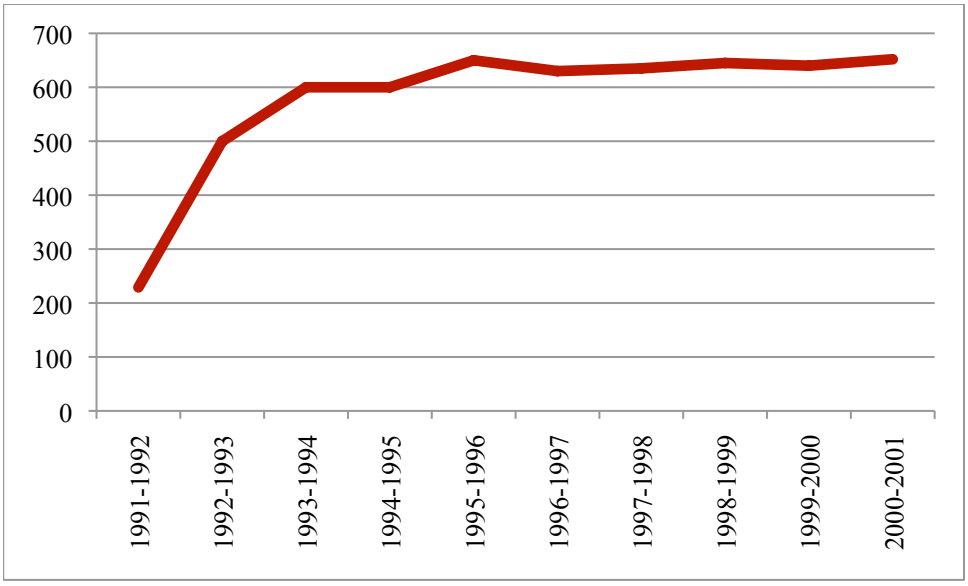
---

[28] Carrefour familial Hochelaga, *Rapport annuel, 2009-2010*, p.20.
[29] *Ibid.*, p.15.

3.2.3 Participation aux services et activités

Il est difficile d'évaluer la participation des membres aux activités de l'organisme puisque nous ne possédons pas de chiffres avant 1990. Dans les années 1990, la fréquentation connaît deux moments :

Figure 3.1 : Personnes différentes fréquentant le Carrefour familial Hochelaga, 1991-2001



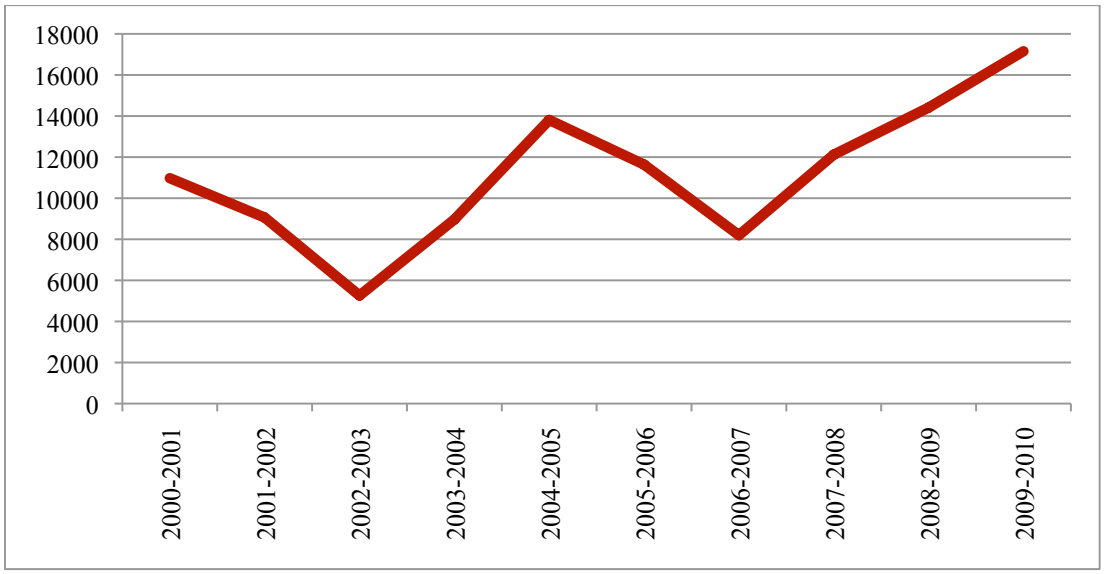
Source : *Rapports des activités du Carrefour familial Hochelaga*, 1991-2001

Au début de la décennie, on observe une croissance rapide : les responsables l'attribuent au nouvel emplacement de l'organisme, qui déménage en 1990, à une forte campagne de publicité et, surtout, à l'appauvrissement qui « grandit à un rythme effarant »[30]. À partir de 1993-1994, le nombre de personnes fréquentant l'organisme se stabilise jusqu'à la fin de la décennie. Cela ne signifie toutefois pas qu'il s'agit toujours des mêmes personnes, au contraire : au milieu de la décennie, l'organisme accueille chaque année entre 51 et 93 nouvelles personnes[31].

[30] Carrefour familial Hochelaga, *Rapport des activités, 1990-1991*, p.2.
[31] Selon les rapports d'activités des ces années.

Pour la décennie suivante, nous possédons des informations sur le nombre de présences à l'accueil :

Figure 3.2 : Nombre des présences à l'accueil du Carrefour familial Hochelaga, 2000-2010



Source : *Rapports des activités* et *Rapports annuels du Carrefour familial Hochelaga*, 2000-2010

La fréquentation du Carrefour croît de façon générale : on observe une augmentation de plus de 6000 présences entre 2000 et 2010. Le creux de l'année 2002-2003 s'explique par un nouveau déménagement, qui a fortement limité les activités de l'organisme. Celui de l'année 2006-2007 est cependant plus difficile à comprendre. L'organisme l'explique par la « recherche d'emploi, le retour aux études, le vieillissement des enfants dans la famille. L'ouverture de places en CPE pour les enfants en difficulté, etc. […] Dès septembre [2007] la promotion de l'organisme ciblera davantage les jeunes familles. »[32] Il pourrait aussi s'expliquer par le conflit interne à l'organisme, entre le conseil d'administration et les employés. Les chiffres concernant le nombre de familles fréquentant l'organisme (seulement disponibles entre 2003 et 2008) confirment la plus faible fréquentation en 2006-2007, puis celle-

[32] Carrefour familial Hochelaga, *Rapport annuel, 2006-2007*, p.7.

ci revient à la normale, autour de 400 familles par année. Ces chiffres contrastent avec la figure 3.2 : bien que le nombre de présences augmente, le nombre de familles fréquentant l'organisme est plutôt stable. Cette information est similaire à celle observée dans les années 1990 : le nombre de personnes fréquentant le Carrefour n'augmente donc pas à un rythme important, il demeure au contraire plutôt constant. Encore une fois, cela ne signifie pas qu'il s'agit toujours des mêmes personnes puisque, chaque année, l'organisme attire de nouvelles familles (entre 2003 et 2006, il en attire 178).

Il convient de mentionner la difficulté de travailler avec les chiffres contenus dans les sources sur le Carrefour familial Hochelaga : ils sont extrêmement différents – d'une année à l'autre, on ne donne pas la même information – et variables – certains écarts sont invraisemblables – et parfois même non fiables – on ne dit pas toujours le même chiffre quand on se réfère à une même année. Par ailleurs, certains chiffres – la fréquentation de la halte-garderie ou de la Maison Oxygène et la participation à certaines activités – ne sont pas représentatifs de la popularité de l'organisme parce que l'offre de services est limitée, donc la participation est équivalente à la capacité maximale du groupe, et non pas à la demande. Ainsi, il ne nous est pas possible de baser notre analyse de la popularité de l'organisme uniquement sur les statistiques de fréquentation : il faut également se fier à d'autres facteurs, comme l'augmentation du nombre d'activités, l'obtention de nouveaux locaux et la mention constante que l'offre ne suffit pas à la demande.

L'examen de l'évolution des services et activités offerts par l'organisme permet de constater que, à plusieurs moments, le Carrefour modifie son offre, en fonction de la clientèle et de ses demandes et intérêts. C'est ce qui explique le grand nombre d'ateliers qui sont proposés à un moment ou à un autre : nous avons répertorié plus de

100 activités différentes, en excluant les événements annuels[33]. Certaines de ces activités n'ont lieu qu'une seule fois, alors que d'autres se poursuivent sur plusieurs années.

Les quelques déménagements sont aussi un signe d'accroissement de la popularité[34] : à mesure que la fréquentation augmente, le Carrefour se dote de nouveaux espaces. D'abord situé dans un petit local, le groupe communautaire déménage dans un appartement en 1978 et loue l'appartement juste à côté au cours des années 1980. Puis, en 1990, alors que la halte-garderie et la Maison Oxygène se partagent le même logement, il obtient une maison des Petites Sœurs de l'Assomption, ce qui lui permet, non seulement d'avoir plus d'espace pour les diverses activités, mais aussi d'intégrer les hommes pour qu'ils fassent partie de la vie du Carrefour. Enfin, en 2002-2003, il obtient l'ancienne propriété du CLSC Hochelaga-Maisonneuve, ce qui lui permet de réunir pour la première fois sous le même toit tous ses services[35].

En ce qui concerne les services de halte-garderie et de la Maison Oxygène, la demande semble toujours être forte puisque la fréquentation augmente dès que l'organisme est prêt à accueillir plus de personnes. Par exemple, lors de l'ouverture de la Maison Claude-Hardy, la fréquentation de la Maison Oxygène demeure importante, bien qu'il existe une ressource supplémentaire. De même, la fréquentation de la halte-garderie augmente lorsque celle-ci peut accueillir plus d'enfants, grâce à l'embauche d'une personne supplémentaire par exemple. Ces deux services sont donc fortement en demande.

À la lumière de ces constatations, il semble que la participation soit toujours importante, bien qu'elle ne soit pas nécessairement toujours croissante. Cela illustre le

[33] Dans les programmations des années 1976 à 1989 et les rapports d'activités annuels de 1990 à 2009.
[34] Ces déménagements sont mentionnés dans l'entrevue avec Micheline Desjardins, dans les rapports d'activités annuels et dans les articles de journaux.
[35] Carrefour familial Hochelaga, *Rapport annuel, 2001-2002*, p.31.

fait que le Carrefour tente, sur toute son histoire, de baser son action sur les besoins de ses membres. Micheline Desjardins, qui gravite autour du Carrefour depuis le début des années 1980 et qui y est employée depuis 1990, affirme : « C'est une fierté que j'ai, que l'organisme ne s'est pas transformé au fil des ans pour devenir dépendant des subventionneurs […] On n'est pas gérés par ceux qui nous financent, on est gérés par les personnes de la base. »[36] Ainsi, il est toujours demeuré à l'écoute, d'abord du Conseil d'administration, mais aussi des bénévoles et des participants, qui peuvent se prononcer sur les activités auxquelles ils participent. Cette liberté d'écoute des participants est permise grâce aux bailleurs de fonds qui subventionnent sa mission, et non pas ses activités une à une.

Aux yeux des intervenantes, le succès du Carrefour est dû au fait qu'il est parti des besoins des gens et lancé par des gens qui voulaient se donner des services, plutôt que par des intervenants qui ont vu un problème et qui ont décidé de mettre sur pied un organisme pour y répondre[37]. De son côté, au début des années 1990, Michel Dusseault, un intervenant, croit que le succès de l'organisme repose sur la stabilité de l'équipe de travail et sur son expérience :

> C'est l'une des grandes forces du Carrefour : […] Une équipe qui a ses compétences et ses différences et qui favorise le développement de chacun, de laisser émerger de chacun l'espèce de talent qui lui a permis de durer dans le communautaire. C'est cela l'équipe du Carrefour : du monde qui a de l'expérience et qui a du plaisir à travailler ensemble.[38]

3.3 Visibilité de l'organisme et liens avec le mouvement communautaire

Plusieurs facteurs permettent à l'organisme d'obtenir de la visibilité : les prix obtenus, le succès des activités qui s'adressent à toute la population, plusieurs articles publiés

[36] Micheline Desjardins, Entrevue réalisée au Carrefour familial Hochelaga, 27 octobre 2011.
[37] Micheline Desjardins et Lucie Lépine, Entrevue réalisée au Carrefour familial Hochelaga, 27 octobre 2011.
[38] Entrevue avec Michel Dusseault, 18 novembre 1991. [Document non publié]

dans différents journaux. À partir de 2001, l'organisme a deux porte-paroles qui organisent des soupers-bénéfices avec des membres de la communauté artistique et qui lui apportent une visibilité supplémentaire. Chaque année, dès 1976, l'organisme bénéficie d'au moins un article dans un journal, souvent plus. Ces articles traitent généralement d'une activité du Carrefour en particulier ou des prix qu'il a obtenus. Les services qui sont offerts aux hommes sont ceux qui récoltent le plus d'attention médiatique. Par exemple, en 2005-2006, l'organisme intervient dans quatre médias, tous concernant les hommes en difficulté[39]. De même, en 2009-2010, année de sortie du livre *Maison Oxygène : des portes ouvertes sur l'espoir. Dix pères, dix histoires*, en excluant les interventions de promotion du livre, l'organisme a participé à dix articles et émissions sur la Maison Oxygène, à trois sur le Carrefour familial Hochelaga dans son ensemble et à un sur le 8 mars, une fête qui concerne les femmes[40]. Cette tendance est nette depuis le milieu des années 1990.

Bien que Louis Favreau ait dit que le Carrefour ne participait pas aux grands débats et batailles sur l'avenir du quartier et qu'il était surtout associé au centre la Marie Debout, les informations que nous possédons indiquent le contraire. Effectivement, tout au long de son histoire, le Carrefour s'implique dans les luttes politiques qui concernent la défense des politiques sociales et la défense des assistés sociaux, des personnes seules et itinérantes et des personnes appauvries et vulnérables dans leur ensemble[41]. Bien que l'organisme soit très présent dans Hochelaga-Maisonneuve, son action politique s'étend aux enjeux concernant tout le Québec. En 1990, par exemple,

---

[39] Carrefour familial Hochelaga, *Rapport annuel, 2005-2006*, p.33.
[40] Carrefour familial Hochelaga, *Rapport annuel, 2009-2010*, p.42.
[41] Par exemple, en 1988, le Carrefour s'oppose publiquement à la démolition de logements à prix abordable et il dénonce l'élimination de la compétition entre les supermarchés dans le quartier (Francine Léonard, « Contre la démolition de logements », *Les Nouvelles de l'Est*, 12 décembre 1988, p.6 et Françoise Marcelin, « Faire son marché, une vraie corvée », *Les Nouvelles de l'Est*, 12 décembre 1988, p.6). De même, en 2008-2009, il signe 12 lettres d'appui, 11 pétitions et dépose un mémoire (Carrefour familial Hochelaga, *Rapport annuel, 2008-2009*, p.29). Il ne s'agit ici que de quelques exemples, puisque le Carrefour est impliqué politiquement à chaque année.

il dénonce la loi 37[42]. De même, en 2001, il s'implique pour bonifier le projet de loi pour l'élimination de la pauvreté et il participe au sommet des peuples[43].

De plus, il est lié à de nombreux organismes. Il a bien sûr participé à la mise sur pied de trois groupes devenus indépendants : les cuisines collectives, La Marie Debout et le Regroupement pour la valorisation de la paternité, mais il est lié avec plusieurs autres regroupements. À la lecture des sources[44], nous avons noté des liens du Carrefour avec près de 150 organismes communautaires, tables de concertation, comités et regroupements d'organismes, qui peuvent avoir un objectif à court terme (pour contrer une loi par exemple) ou chercher à regrouper tous les organismes d'un même domaine (tous les organismes intervenant auprès des familles par exemple). Sans compter les liens avec le CLSC, les écoles, les paroisses et les communautés religieuses, qui peuvent être temporaires comme de longue durée. Il ne faut pas oublier non plus les liens informels entre les organismes, à travers les membres et les intervenants qui circulent d'un groupe à l'autre.

L'apport de l'organisme à la communauté a d'ailleurs été reconnu à plusieurs reprises, grâce à l'obtention de plusieurs prix: le Prix de la famille 1986 de la Fédération des unions de familles, le Prix Agnès C. Higgins 1988 de Centraide du Grand Montréal, le Prix Persilier Lachapelle 1995 du Ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) du Québec, le Prix Agnès C. Higgins 1997 de Centraide du Grand Montréal, des médailles des bâtisseurs du quartier Hochelaga-Maisonneuve dans le cadre du

---

[42] Carrefour familial Hochelaga, *Rapport des activités, 1990-1991*, p.13.
[43] Carrefour familial Hochelaga, *Rapport des activités, 2000-2001*, p.29.
[44] Spécifiquement: Raymonde Petit et Jeannette Bellemare, *Carrefour familial Hochelaga*, 18 mai 1977 [Document non publié], Carrefour familial Hochelaga, *Demande de subvention*, 1980-1981 [Document non publié], Carrefour familial Hochelaga, *Projet «Femmes ensembles»,* 1986 [Document non publié], Carrefour familial Hochelaga, *Rapports annuels des activités*, de 1990 à 2009, Entrevue réalisée au Carrefour familial Hochelaga avec Micheline Desjardins et Lucie Lépine, 27 octobre 2011.

125e anniversaire du quartier pour trois employés du Carrefour et le Prix de la paternité 2009 de l'Association pour la santé publique du Québec.[45]

L'Église catholique est présente auprès de l'organisme. Celui-ci est mis sur pied par des religieux et certains d'entre eux y travaillent (notamment, un des fondateurs de la Maison Oxygène, qui a travaillé longtemps pour le Carrefour, est un capucin), surtout les premières années. Néanmoins, la religion n'y joue jamais un rôle et elle n'est jamais mise de l'avant[46]. Il y a seulement, à la fin des années 1980, un atelier sur la foi, mais c'est à la demande de participantes qui ont appris qu'une des intervenantes suit des cours sur le sujet.

3.4 Difficultés et critiques

L'organisme fait face à des difficultés et à des critiques qui concernent l'ensemble du mouvement communautaire. D'abord, la question du financement revient à de multiples reprises dans les sources : jusqu'au milieu des années 1980, l'organisme dépend uniquement de financement par projets (et nécessitant des demandes différentes à chaque subvention), puis il obtient un financement récurrent qui subventionne la mission de l'organisme, ce qui lui assure un montant annuel[47]. Chaque année, les sources sont variées[48] : financement étatique et privé sous diverses formes (programmes, ministères, fondations, communautés religieuses), autofinancement, prix obtenus. Malgré cela, l'argent semble manquer et, à plusieurs

[45] Mentionné à plusieurs reprises, ces prix sont tous inscrits sur les sites internet du Carrefour et de la Maison Oxygène: Carrefour familial Hochelaga, *Carrefour familial Hochelaga*, 2010, <http://www.carrefourfamilial.com>, page consultée le 18 novembre 2010 et Maison Oxygène, *Maison Oxygène*, 2011, <http://www.maisonoxygene.com>, page consultée le 13 février 2011.
[46] Lucie Lépine, Entrevue réalisée au Carrefour familial Hochelaga, 27 octobre 2011.
[47] Micheline Desjardins et Lucie Lépine, Entrevue réalisée au Carrefour familial Hochelaga, 27 octobre 2011.
[48] Les rapports financiers annuels n'étant plus disponibles, ces informations sont basées sur les rapports annuels d'activités (qui résument les rapports financiers), sur des demandes de subvention et sur quelques articles.

reprises, on déplore le manque de ressources, qui force parfois à mettre fin à certains services, comme le groupe d'employabilité pour les hommes au milieu des années 1990, par exemple[49]. Comme nous l'avons vu plus tôt, les intervenants du Carrefour s'assurent que les bailleurs de fonds n'interfèrent pas dans la gestion de ce dernier.

Dans cette idée, en ce qui concerne le partenariat et la concertation, les membres du Carrefour mentionnent dans plusieurs *Rapports des activités* du milieu des années 1990 :

> Il nous apparaît aussi important de définir ce que nous entendons, à ce moment-ci, par partenariat. Il s'agit des collaborations que nous établissons, SUR NOS PROPRES BASES, avec les autres organismes ou institutions, tant sur le plan pratique que décisionnel. Nous croyons que l'autonomie d'un organisme communautaire est ce qui lui permet d'établir des collaborations efficaces et fructueuses à tous les niveaux.[50]

Le message de l'organisme est clair : il veut conserver son autonomie quoi qu'il arrive. Ainsi, il ne manque pas de s'impliquer dans la lutte politique contre les réformes de l'État, lorsque cela est nécessaire. En 1999-2000, par exemple, il réagit pour contrer des politiques qui menacent l'autonomie des organisations communautaires, par une campagne politique qui inclut l'information et la mobilisation des membres, la participation à des manifestations et une campagne d'envoi de télécopies[51].

Les activités de l'organisme font objet de peu de critiques. Seul le volet d'intervention auprès des hommes en difficulté suscite des réactions qui, si elles ne mentionnent pas directement le Carrefour, s'adressent manifestement à lui. Certains auteurs, en effet, critiquent un mouvement social, le masculinisme, qui défend

---

[49] Carrefour familial Hochelaga, *Rapport des activités, 1995-1996*, p.7. Le manque de moyens financiers est aussi mentionné spécifiquement par Michel Dusseault dans une entrevue du 18 novembre 1991 [Document non publié] et par Micheline Desjardins et Lucie Lépine, lors de l'entrevue réalisée au Carrefour familial Hochelaga, le 27 octobre 2011.
[50] Carrefour familial Hochelaga, *Rapport des activités, 1995-1996*, p.23.
[51] Carrefour familial Hochelaga, *Rapport des activités, 1999-2000*, p.30.

> l'idée que les hommes vont mal et qu'ils vivent une crise d'identité […]. Cette prétendue crise de la masculinité aurait une cause : les femmes, et surtout les féministes, qui domineraient la société québécoise d'aujourd'hui, alors que les hommes, déchus, seraient relégués dans des rôles méprisables.[52]

Selon eux, ce type de mouvement

> s'enracine à la fois dans les réseaux de ressourcement psychologique pour hommes (à première vue, moins politiques), dans des groupes ouvertement militants (en particulier, des pères séparés) et dans les cercles d'étude de la masculinité où circulent des spécialistes, psychologues et sexologues, qui s'inquiètent de la crise de la masculinité provoquée par les avancées du féminisme.[53]

En tant que ressource pour hommes, le Carrefour entre dans cette catégorie. De plus, il a des liens avec certains masculinistes notoires[54] et il participe à des évènements critiqués par les auteurs dénonçant le masculinisme. Par exemple, en 2005, l'organisme participe au colloque *Paroles d'hommes*[55], décrié par Blais et Dupuis-Déri comme étant « à caractère masculiniste »[56]. De même, l'année suivante, il participe à

---

[52] Mélissa Blais et Francis Dupuis-Déri (dir.), *Le mouvement Masculiniste au Québec, L'antiféminisme démasqué*, Les Éditions du remue-ménage, Montréal, 2008, p.11-12. Il ne s'agit pas de la seule publication sur le mouvement masculiniste au Québec, mais ce recueil de textes est l'ouvrage le plus complet sur le sujet. Pour d'autres publications sur le masculinisme qui peuvent concerner le Carrefour familial Hochelaga, voir : Stéphanie Mayer et Francis Dupuis-Déri, *Quand le « prince charmant » s'invite chez Châtelaine : Analyse de la place des hommes et des discours antiféministes et masculinistes dans un magazine féminin québécois*, L'R des centres de femmes du Québec, 2010, 68 p. <http://www.rcentres.qc.ca/files/prince-charmant-chatelaine.pdf>, page consultée le 2 février 2012 ; Francis Dupuis-Déri, « Féminisme et réaction masculiniste au Québec », dans Maria Nengeh Mensah (dir.), *Dialogue sur la troisième vague féministe*, Montréal, Remue-ménage, 2005, p.157-173; Ruth Altminc, *Medias et masculinisme à Montréal, Table des groupes de femmes de Montréal, 2007, 30 p.* <http://www.rcentres.qc.ca/files/medias-et-masculinisme-2007.pdf>, page consultée le 2 février 2012; Normand Brodeur, « Le discours des défenseurs des droits des hommes sur la violence conjugale : une analyse critique », *Service social*, Volume 50, numéro 1, 2003, p.145-173.

[53] Mélissa Blais et Francis Dupuis-Déri (dir.), *op. cit.,* p.24-25.

[54] Mentionnés par *Ibid*. et par Stéphanie Mayer et Francis Dupuis-Déri, *op. cit.* C'est le cas par exemple de Yvon Dallaire, sexologue et psychologue masculiniste, qui est mentionné et cité à de multiples reprises dans les textes sur le mouvement masculiniste. Voir par exemple: Stéphanie Mayer et Francis Dupuis-Déri, *op. cit.,* p.11, 46, 55; Normand Brodeur, *op. cit.* et la majorité des essais du recueil de Mélissa Blais et Francis Dupuis-Déri (dir.), *op. cit.*

[55] Carrefour familial Hochelaga, *Rapport annuel, 2005-2006*, p.32.

[56] Mélissa Blais et Francis Dupuis-Déri (dir.), *op. cit.,* p.28. Aussi mentionné par Stéphanie Mayer et Francis Dupuis-Déri, *op. cit.,* p.14. Le président de ce colloque est Yvon Dallaire.

un article de la revue *Châtelaine* sur l'aide aux hommes[57], article critiqué par Mayer et Dupuis-Déri, parce qu'il transmet le discours masculiniste[58].

Pourtant, les intervenants du Carrefour familial tiennent un discours féministe depuis sa fondation. Effectivement, ils ont créé la Maison Oxygène dans un esprit d'égalité entre les sexes, comme nous l'avons vu plus tôt, et comme cette citation de Claude Hardy, l'un des fondateurs de la Maison Oxygène, le suggère:

> Le Carrefour Familial, c'est l'apprentissage de nouveaux rapports hommes-femmes, dans le respect, l'égalité, le partage des tâches. Les gars apprennent ensemble à se parler, à se sortir du carcan de l'homme-pourvoyeur, rôle dans lequel ils ont été enfermés, pour essayer de développer des relations amoureuses de qualité avec les femmes.[59]

Cet esprit est également reconnu par d'autres organismes : dans une lettre de 1990, Francine Giroux, responsable de l'administration de La Marie Debout, un centre d'éducation des femmes, affirme que

> [la Maison Oxygène] est un des rares lieux de rencontre et d'hébergement pour les hommes, correspondant à un réel besoin dans notre quartier. Leur travail contribue à l'amélioration des rapports entre les hommes et les femmes. Nous intervenons auprès des femmes depuis neuf ans et sommes certaines que ce projet est un grand pas vers une prise en charge des hommes face au phénomène de la violence sous toutes ses formes.[60]

D'un autre côté, il semble évident à l'analyse des sources sur l'organisme que, à partir du milieu des années 1990, l'accent est largement mis sur les hommes : au Carrefour, à la maison Oxygène et dans la société. Bien que les femmes demeurent toujours la clientèle majoritaire du Carrefour, leur présence est moins notée que celle des hommes. Par exemple, on parle beaucoup des hommes dans les rapports annuels, on imprime des dépliants pour les attirer, on parle beaucoup des pères (on fait même une

---

[57] Carrefour familial Hochelaga, *Rapport annuel, 2005-2006*, p.33.
[58] Stéphanie Mayer et Francis Dupuis-Déri, *op. cit.,* p.45-47.
[59] Claude Hardy, *Les 20 ans du Carrefour familial, Témoignages.* [Brochure]
[60] Francine Giroux, 27 novembre 1990. [Lettre d'appui à la Maison Oxygène]

fête en leur honneur et on crée un nouveau groupe communautaire), on lance des concours, on se dote d'un porte-parole, on démarre une campagne de sensibilisation et de valorisation (fête, concours, presse)… On lance même un livre sur l'histoire de la Maison Oxygène, alors que le Carrefour dans son ensemble n'a jamais été abordé de la sorte. Sans compter l'attention médiatique autour des services pour les hommes, qui devient de plus en plus importante et qui en éclipse presque les autres services du Carrefour. Ce dernier participe aussi à plusieurs évènements concernant les hommes en difficulté, beaucoup plus souvent qu'il participe à des évènements sur d'autres sujets. Ainsi, que l'action de l'organisme soit associée au mouvement masculiniste ou non, il est manifeste que ce dernier a fait de la cause des hommes en difficulté son cheval de bataille.

Conclusion

Dans ce chapitre dépeignant l'évolution du Carrefour familial Hochelaga, nous souhaitions illustrer des situations que nous avions décrites dans les deux chapitres précédents. En dépeignant l'évolution des services offerts par un organisme d'appui général à la population, nous avons pu constater qu'il s'adapte aux besoins de ses membres : il met sur pied les services dont ceux-ci ont besoin et il demeure très conscient de leur réalité. Si la fréquentation de l'organisme ne croît pas toujours à un rythme fulgurant, elle demeure constamment stable et ce sont des familles différentes qui participent aux activités. Parmi les types de groupes établis au chapitre précédant, le Carrefour fait partie des groupes de *Vie communautaire*, de *Santé et bien-être*, d'*Éducation populaire* et de *Consommation et économie familiale*. Toutefois, si l'on inclut toutes les causes qu'il a défendues au cours de son histoire, l'organisme réussit à toucher tous les types de groupes. C'est sans doute le cas de plusieurs autres groupes communautaires. Tout au long de son existence, le Carrefour conserve son autonomie face à ses subventionneurs, ce qui lui permet de s'impliquer dans maintes causes, politiques et sociales. Il entretient d'ailleurs des relations avec de nombreux autres

organismes et son apport au quartier est reconnu à travers l'obtention de six prix. La plus forte critique à laquelle il fait face est liée à l'importance croissante qu'il accorde aux hommes en difficulté, mais il y résiste en affirmant que son action vise l'égalité entre les hommes et les femmes.

CONCLUSION

Au cours des années 1960, à Montréal, naissent plusieurs initiatives populaires visant à améliorer les conditions de vie des habitants des quartiers ouvriers et défavorisés, amorçant alors un mouvement communautaire qui se poursuit aujourd'hui. L'un des quartiers les plus dynamiques à ce chapitre est Hochelaga-Maisonneuve, où le mouvement prend son envol au milieu de la décennie. Malgré son ampleur, il n'a jamais été étudié sur le long terme et jamais dans une perspective historique. Ce rapport de recherche cherchait donc à tracer l'évolution du mouvement communautaire dans le quartier Hochelaga-Maisonneuve. À quels problèmes tente-t-il de répondre ? Quel est le rythme de ses transformations ? Où se situe-t-il par rapport au mouvement dans l'ensemble de la ville ?

Notre rapport de recherche a d'abord permis de démontrer que, au cours de ses premières années d'existence, le mouvement communautaire dans Hochelaga-Maisonneuve est marqué par les groupes de *Vie communautaire*, principalement des groupes de loisirs, et par quelques groupes de *Santé et bien-être*, de *Consommation et économie familiale* et d'*Action politique et juridique*.

Le portrait des groupes se diversifie à partir des années 1970, qui sont l'âge d'or des groupes de *Consommation et économie familiale*, d'*Aménagement urbain et d'environnement* et d'*Habitation*. La majorité s'adresse à *l'Ensemble de la population,* mais une forte proportion s'adresse spécifiquement aux *Enfants, parents et familles.* C'est le cas du Carrefour familial Hochelaga, qui nait au cours de cette décennie afin de réunir et d'offrir de l'aide aux chefs de famille. Au cours de son existence, ses services sont de *Vie communautaire*, car le Carrefour constitue un lieu de rencontre et d'entraide; de *Santé et bien-être*, car il offre une foule d'activités sur différents sujets et même un service d'hébergement à partir de le fin des années 1980; d'*Éducation populaire*, car il offre des formations aux bénévoles et des ateliers d'information; et

de *Consommation et économie familiale*, car l'aide à la famille passe aussi par la question économique.

C'est dans les années 1980 que la croissance du nombre de groupes est la plus importante: ce sont ceux de *Santé et bien-être* qui sont les plus nombreux à voir le jour. Les groupes d'*Emploi* et d'*Éducation populaire* connaissent aussi une grande popularité, alors que le DEC fait son apparition et que l'alphabétisation devient un problème important. Plusieurs groupes mélangent ces trois préoccupations en mettant sur pied des organismes visant à former et employer des gens et à offrir un service lié à la santé et au bien-être de la population, comme des repas à faible coût. La défense des droits des travailleurs et des sans-emplois devient aussi préoccupante, puisque plusieurs groupes travaillent à la fois en *Emploi* et en *Action politique et juridique*. Au cours de cette décennie, également, les clientèles cibles se diversifient, et les groupes concernant les *Adolescents et jeunes adultes,* les *Femmes* et les *Organismes* connaissent une croissance importante. Le Carrefour familial Hochelaga met d'ailleurs fortement l'accent sur les femmes jusqu'au milieu de cette décennie, avant d'essayer d'intégrer les hommes. À cette époque, comme ailleurs à Montréal, le mouvement dans le quartier se dirige sur la voie de la concertation et du partenariat, comme l'exemple du Carrefour familial a permis de montrer.

Les décennies 1990 et 2000 s'inscrivent sous le signe de la continuité avec les années 1980, bien que les créations de groupes soient moins nombreuses. Au Carrefour familial Hochelaga, on fait le choix de s'intéresser fortement aux hommes et surtout aux pères en difficulté, en créant un service d'hébergement et une foule d'activités pour les aider et sensibiliser la population à leur cause.

Ainsi, le portrait tracé par notre étude ressemble fortement à l'ensemble du portrait montréalais, ce qui n'a rien d'étonnant puisque le mouvement dans le quartier fait aussi partie du mouvement montréalais, alors il l'influence et est influencé par lui.

Cela se reflète notamment dans la quantité de tables de concertation qui existent aussi à l'échelle montréalaise, comme on l'a vu à travers l'exemple du Carrefour familial Hochelaga qui participe à ces organisations.

La transformation du mouvement communautaire montréalais à la fin des années 1970 et au début des années 1980 se fait sentir dans Hochelaga-Maisonneuve également, puisque les groupes créés dans ces deux décennies disparaissent dans une importante proportion, alors que ceux nés plus tardivement disparaissent moins fréquemment. Au Carrefour familial Hochelaga, au début des années 1980, on explique la longévité de l'organisme notamment par la stabilité de l'équipe de travail. Ce ne sont certainement pas tous les groupes communautaires qui ont eu un tel avantage.

Les problèmes qui sont les plus préoccupants pour les membres des groupes communautaires dans le quartier ressemblent fortement à ceux de l'ensemble de la ville, bien que l'importance dans Hochelaga-Maisonneuve des questions de *Santé et bien-être* à partir des années 1980 semble être plus marquée. Ainsi, comme ailleurs dans la ville, le mouvement choisit la voie de l'économie communautaire et de l'éducation populaire, mais il demeure préoccupé par les problèmes immédiats, tels que l'alimentation et l'hébergement. De plus, la nécessité de briser l'isolement et de créer un réseau d'entraide est une des préoccupations principales du mouvement dans le quartier, sur toute la période étudiée.

Les groupes du quartier font face aux mêmes enjeux que les groupes de l'ensemble de la ville. L'exemple du Carrefour familial Hochelaga a permis d'aborder les questions du financement, qui demeure toujours un problème; de l'autonomie, face à ses subventionneurs et notamment l'État; et des critiques, les questions liées à son action auprès des hommes principalement. Le Carrefour participe également aux luttes politiques pour défendre les personnes appauvries.

Quelques hypothèses ont été lancées dans ce rapport de recherche, qu'il convient ici de rappeler afin d'orienter des recherches subséquentes. D'abord, nous avons émis l'hypothèse que, plutôt que créer de nouveaux groupes communautaires, les organismes déjà existants ajoutent des activités à leur programmation, à mesure que de nouveaux problèmes sont ciblés, ce qui les rend de plus en plus importants. L'exemple du Carrefour familial Hochelaga nous a permis de constater qu'effectivement, ce groupe grossit et ajoute sans cesse des volets à sa programmation, bien qu'il participe aussi à la mise sur pied de nouveaux groupes. Une étude plus complète sur le sujet pourrait être effectuée, en se penchant notamment sur la question du financement : quel est l'impact du financement sur la création de nouveaux groupes et sur l'ajout de nouveaux volets aux organismes déjà existants, considérant que celui-ci est difficile à obtenir et que les organismes sont grandement financés pour leur projet – et non pas pour l'ensemble de leur mission ? Cette question mériterait d'être creusée.

Également, la constance dans les apparitions de groupes d'*Action politique et juridique* nous faire croire que les groupes communautaires dans le quartier Hochelaga-Maisonneuve n'ont pas réduit leur implication politique ni perdu leur capacité de remettre en question l'ordre établi après les années 1970, mais que cette implication semble plutôt être demeurée stable. Cependant, plusieurs données sur les groupes de ce champ d'activités sont inconnues et nous ne possédons pas suffisamment d'informations ici pour vérifier cette hypothèse. Il pourrait donc être intéressant de pousser la recherche sous cet angle.

Mentionnons aussi que l'Atelier d'histoire d'Hochelaga-Maisonneuve détient une copie de l'inventaire des groupes communautaires qui a été fait au cours de notre maîtrise et analysé dans ce rapport, et que ce dernier n'a pas été étudié sous tous les angles. Il pourra alors être réutilisé par un autre chercheur. Notamment, il pourrait

servir à cartographier le mouvement communautaire, puisqu'on y retrouve les adresses des organisations.

Une étude d'histoire orale sur le mouvement communautaire dans le quartier serait également toute désignée : en tant que phénomène récent, plusieurs acteurs sont encore vivants – certains ayant même œuvré au cours des années 1960 – et plusieurs personnes participent aux activités depuis des décennies. Leur vision du mouvement, sur le long terme, permettrait sans doute d'apporter de nouveaux angles de compréhension du phénomène. De plus, une recherche de ce genre pourrait répondre à cette grande question : pourquoi le mouvement communautaire dans Hochelaga-Maisonneuve a eu une telle ampleur, bien qu'il ne soit pas le seul quartier ouvrier où un tel mouvement a vu le jour? Cette recherche s'ouvrirait donc aux autres quartiers montréalais et au reste du Québec.

Enfin, peu d'auteurs ont cherché à comparer le mouvement communautaire à Montréal et ailleurs dans le monde. Seuls Jean-Pierre Collin et Jacques Godbout, ainsi que Jean-Pierre Augustin[1] (qui s'appuie sur les thèses des deux autres) se sont intéressés à la question pour cerner l'originalité de l'action communautaire à Montréal par rapport à l'Amérique anglophone et à la France. Leurs thèses mériteraient d'être revues et approfondies.

[1] Jean-Pierre Collin et Jacques Godbout, *Les organismes populaires en milieu urbain : contre-pouvoir ou nouvelle pratique professionnelle ?,* Montréal, I.N.R.S.-Urbanisation, 1977, p.50-59; Jacques Godbout, « Dans les quartiers défavorisés, une nouvelle pratique professionnelle : la participation », *La participation contre la démocratie*, Montréal, Éditions coopératives Albert Saint-Martin, 1983, Chapitre 3p.91; Jean-Pierre Augustin, « Les actions communautaires dans les quartiers populaires de Montréal, 1963-1977 », *Etudes Canadiennes,* vol. 6, 1979, p. 65-66.

APPENDICE

FICHES D'INVENTAIRE : DEUX EXEMPLES

Nom du groupe	Carrefour familial Hochelaga
Champs d'activités	Consommation et économie familiale Éducation populaire Santé et bien-être Vie communautaire
Dates d'existence	1976-
Mission et moyens d'action	Favoriser le bien-être des familles en offrant un lieu d'appartenance chaleureux et dynamique. Le Carrefour Familial Hochelaga privilégie l'écoute, l'accueil et l'entraide. Par l'éducation populaire, faciliter la prise de conscience quant aux forces économiques et sociales qui influent sur la vie des personnes et de leur famille. Enfin, le Carrefour privilégie l'approche globale qui considère toutes les dimensions de la personne. Secteurs: famille, halte-garderie et hébergement.
Principal représentant	Raymonde Petit (1976) Lucie Lépine (1986) Claude Paradis (?)
Adresse	2147 rue Cuvillier 3667 rue Ontario (dès 1978) 3575 rue La Fontaine (dès 1990) 1611 ave d'Orléans (depuis 2003)
Ouvrages sur ce groupe	
Notes	

Nom du groupe	Association coopérative d'économie familiale de l'Est (ACEF)
Champs d'activités	Consommation et économie familiale
Dates d'existence	1968-
Mission et moyens d'action	Objectifs: Éduquer et réhabiliter, ainsi que provoquer des changements. Intervient en endettement et en consommation (ex: équilibre et contrôle des budgets, comportements alternatifs à la surconsommation et au gaspillage, information aux citoyens sur les droits de consommateurs, regroupement de consommateurs).
Principal représentant	
Adresse	2012 rue d'Orléans 8750 Grandbois (1979) 5955 rue de Marseille (2010)
Ouvrages sur ce groupe	Henri Goulet, *Origines et développement du mouvement ACEF au Québec, 1960 à 1970,* Mémoire de maîtrise, Université de Montréal, 1993, 157 p.
Notes	Quitte le quartier en 1979, mais continue de le desservir.

BIBLIOGRAPHIE

I. Sources

A. Archives

Archives personnelles de Gilles Beauchamp

Fonds d'archives privé contenant surtout des listes d'organismes.

Archives personnelles de Micheline Desjardins

Fonds d'archives privé contenant des articles de journaux, des rapports annuels d'activités, des dépliants sur les diverses activités de l'organisme, des demandes de subvention et des documents divers.

Fonds d'archives « Organismes non gouvernementaux (Organismes populaires) », Atelier d'histoire d'Hochelaga-Maisonneuve, 800.

Fonds contenant une centaine de dossiers d'archives, surtout des coupures de journaux, des communiqués de presse, des invitations à des évènements et des programmations d'activités.

B. Entrevue

Entrevue réalisée le 27 octobre 2011 au Carrefour familial Hochelaga avec Micheline Desjardins et Lucie Lépine.

C. Sites internet

Carrefour familial Hochelaga, *Carrefour familial Hochelaga*, 2010, <http://www.carrefourfamilial.com>, page consultée le 18 novembre 2010.

Maison Oxygène, *Maison Oxygène*, 2011, <http://www.maisonoxygene.com>, page consultée le 13 février 2011.

D. Répertoires d'organismes

Conseil pour le développement local et communautaire Hochelaga-Maisonneuve (CDLC HM), *Répertoire des organismes communautaires 2008-2009*, 15 p.

CDEST, Corporation de développement de l'Est, *Répertoire*, Montréal, 1991, 177 p.

Table de concertation Enfance-Famille et Concertation Jeunesse Hochelaga-Maisonneuve, *Répertoire des ressources communautaires et publiques du*

quartier Hochelaga-Maisonneuve, 2009, 129 p.

II. Études

A. Monographies et ouvrages de synthèse

BLAIS, Mélissa et Francis Dupuis-Déri (dir.), *Le mouvement Masculiniste au Québec, L'antiféminisme démasqué*, Les Éditions du remue-ménage, Montréal, 2008, 257 p.

COLLIN, Jean-Pierre et Jacques Godbout, *Les organismes populaires en milieu urbain : contre-pouvoir ou nouvelle pratique professionnelle?*, Montréal, I.N.R.S.-Urbanisation, 1977, 311 p.

FAVREAU, Louis, *Mouvement populaire et intervention communautaire de 1960 à nos jours, Continuités et ruptures*, Montréal, Éditions du fleuve, Centre de formation populaire, 1989, 307 p.

HAMEL, Pierre*, Action collective et démocratie locale. Les mouvements urbains montréalais*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 1991, 240 p.

HAMEL, Pierre, Jean-François Léonard et Robert Mayer, *Les mobilisations populaires urbaines*, Montréal, Nouvelle optique, 1982, 482 p.

McGRAW, Donald, *Le développement des groupes populaires à Montréal (1963-1973)*, Montréal, Éditions coopératives Albert Saint-Martin, 1978, 184 p.

VILLENEUVE, Raymond, *Maison Oxygène : des portes ouvertes sur l'espoir. Dix pères, dix histoires*, Montréal, Québec Amérique, 2009, 127 p.

B. Articles de périodiques et d'ouvrages collectifs

AUGUSTIN, Jean-Pierre, « Les actions communautaires dans les quartiers populaires de Montréal, 1963-1977 », *Etudes Canadiennes,* vol. 6, 1979, p. 49-74.

BÉLANGER, Jean-Pierre, « Les organismes communautaires, une composante essentielle de ce tiers secteur », *Nouvelles Pratiques Sociales*, vol. 12, n° 2, 1999, p. 89-102, <http://id.erudit.org/iderudit/000055ar>, page consultée le 26 avril 2011.

BÉLANGER, Paul R. et Benoit Lévesque, « Le mouvement populaire et communautaire : de la revendication au partenariat (1963-1992) », dans Gérard Daigle et Guy Rocher, *Le Québec en jeu. Comprendre les grands défis*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 1992, Chapitre 26, p. 713 à 747.

CLOUTIER, Céline et Philippe Hamel, « Les services urbains : les défis du

partenariat pour le milieu communautaire », *Cahiers de géographie du Québec*, vol.35, n°95, 1991, p. 257-283, <http://id.erudit.org/iderudit/022178ar>, page consultée le 26 avril 2011.

COLIN [COLLIN], Jean-Pierre et Jacques Godbout, « Grandeur et misère des groupes populaires », *Autogestions,* n°20-21, septembre 1985, p. 53-61.

FORTIN, Andrée, « La participation : des comités de citoyens au mouvement communautaire », dans Jacques T. Godbout (dir.), *La participation politique. Leçons des dernières décennies*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1991, p. 219-250.

GARON, Suzanne et Bibiane Roy, « L'évaluation des organismes communautaires. L'exemple d'un partenariat avec l'Etat : entre l'espoir et la désillusion », *Nouvelles Pratiques Sociales,* vol.14, n°1, 2001, p. 97-110, <http://id.erudit.org/iderudit/008327ar>, page consultée le 26 avril 2011.

GERMAIN, Annick, Richard Morin et Gilles Sénécal, « L'évolution du mouvement associatif montréalais : un retour au territoire programmé par l'Etat ? », *Lien social et Politiques*, n°52, automne 2004, p. 129-138, <http://id.erudit.org/iderudit/010595ar>, page consultée le 26 avril 2011.

GODBOUT, Jacques, « Dans les quartiers défavorisés, une nouvelle pratique professionnelle : la participation », *La participation contre la démocratie*, Montréal, Éditions coopératives Albert Saint-Martin, 1983, Chapitre 3, p. 63-95.

GUAY, Lorraine, « Le mouvement communautaire et l'économie sociale : entre l'espoir et le doute », dans Juan-Luis Klein, Pierre-André Tremblay et Hugues Dionne (dir.), *Au-delà du néolibéralisme. Quel rôle pour les mouvements sociaux ?* Québec, Presses de l'Université du Québec, 1997, p. 135-154.

HAMEL, Pierre, « L'action communautaire », dans Fernand Dumont, Simon Langlois et Yves Martin (dir.), *Traité des problèmes sociaux*, Institut québécois de recherche sur la culture, 1994, Chapitre 47, p. 963-980.

KYLE, Irene et Maureen Kellerman, «Le Carrefour familial Hochelaga», *Études de cas des programmes de ressources pour la famille au Canada : soutenir les familles, les enfants et les collectivités*, Ottawa, Association canadienne des programmes de ressources pour la famille, 1998, p. 216-222.

LAFERRIÈRE, Suzanne, « La dynamique communautaire montréalaise », *Relations*, no 584, octobre 1992, Montréal, p. 239-245.

LEMELIN, André et Richard Morin, « L'approche locale et communautaire du développement économique dans des zones défavorisées : le cas de Montréal », *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 35, n°95, septembre

1991, p. 285-306, <http://id.erudit.org/iderudit/022179ar>, page consultée le 26 avril 2011.

LÉVESQUE, Benoit, « Le mouvement populaire au Québec : de la formule syndicale à la formule coopérative », *Coopératives et Développement*, 1984, vol. 16, no 2, p. 43-66.

PANET-RAYMOND, Jean, « Community Groups in Québec : From Radical Action to Voluntarism for State ? », *Community Development Journal,* vol. 22, n°4, 1987, p. 281-286.

PARADIS, France, « Cuisines collectives : Bien plus que la simple popote », *La Gazette des femmes (Conseil du statut de la femme)*, Vol. 13, no 3, sept.-oct. 1991, p. 6-8.

ROSS, Patricia, « Le Carrefour familial Hochelaga, un modèle de réussite communautaire », *Action nationale,* Vol. 88, no 9, nov. 1998, p. 91-96.

ROULEAU, Jean, « Projet de revitalisation urbaine et sociale d'un quartier de Montréal », dans René Lachapelle, *L'organisation communautaire en CLSC*, Presses Université Laval, 2003, p. 146-152.

SÉVIGNY, Marcel, « Le mouvement communautaire et la récupération étatique », *Possibles,* vol. 27, n°3, été 2003, p. 33-54.

C. Thèses, mémoires et rapports

BINHAS, Lynda (Consultante Gestion Cléhas), *Les organismes communautaires, Une force sociale reconnue, Une force économique insoupçonnée, Étude sur les retombées économiques des entreprises d'économie sociale et des organismes communautaires de l'arrondissement de Mercier - Hochelaga-Maisonneuve*, CDEST Corporation de développement de l'Est, 2007, 26 p.

CAMUS, Sylvain, *Pouvoir local et construction sociale d'une communauté résidentielle : une monographie de sociologie urbaine sur le quartier Hochelaga-Maisonneuve*, Maîtrise en sociologie, Université du Québec à Montréal, 1993, 212 p.

COMEAU, Yvan et Louis Favreau, *Développement économique communautaire : une synthèse de l'expérience québécoise*, Co-publication du CRISES et de la CRDC-UQAH, Cahiers du CRISES, Collection «Études de cas d'entreprises d'économie sociale», avril 1999, 19 p., <http://www.crises.uqam.ca/upload/files/publications/etude-de-cas-entreprise/ES9909.pdf>, page consultée le 11 décembre 2010.

CROTEAU, Martin, *L'implication sociale et politique de Jacques Couture à Montréal de 1963 à 1976*, Mémoire de maîtrise en histoire, Université du

Québec à Montréal, 2008, 177 p.

LAMARCHE, Yves, *Étude comparative de la participation à des mouvements sociaux dans le quartier Hochelaga-Maisonneuve*, Mémoire de maîtrise en sociologie, Université de Montréal, 1972, 129 p.

MATHIEU, Réjean et al., *L'impact socio-économique des organismes communautaires et du secteur de l'économie sociale dans quatre arrondissements de la Ville de Montréal : rapport final*, Université du Québec à Montréal, Laboratoire de recherche sur les pratiques et les politiques sociales, 2001, 147 p., <http://www.larepps.uqam.ca/Page/Document/pdf_transversal/cahier01_05.pdf>, page consultée le 11 décembre 2010.

MAYER, Stéphanie et Francis Dupuis-Déri, *Quand le « prince charmant » s'invite chez Châtelaine : Analyse de la place des hommes et des discours antiféministes et masculinistes dans un magazine féminin québécois*, L'R des centres de femmes du Québec, 2010, 68 p. <http://www.rcentres.qc.ca/files/prince-charmant-chatelaine.pdf>, page consultée le 2 février 2012.

NÉRON, Anne-Julie, *Rapport sur la multiplication des groupes communautaires dans le quartier Hochelaga-Maisonneuve*, Rapport présenté à l'Atelier d'histoire d'Hochelaga-Maisonneuve, 2011, 30 p.

NORAZ, Christel-Anne, *Processus et stratégies d'insertion sociale dans un projet communautaire : le cas de la cuisine collective Hochelaga-Maisonneuve*, Mémoire de maîtrise en sociologie, Université du Québec à Montréal, 1996, 134 p.

SÉNÉCAL, Gilles, Annick Germain et Jacques Bénard, *Portrait des pratiques communautaires et locales en revitalisation urbaine et sociale sur le territoire de l'île de Montréal, rapport de recherche*, INRS Urbanisation, culture et société, juin 2002, 57 p.

VAILLANCOURT, Yves et Louis Favreau, *Le modèle québécois d'économie sociale et solidaire*, Cahiers du LAREPPS, Laboratoire de recherche sur les pratiques et les politiques sociales, Université du Québec à Montréal, 2000, 21 p., <http://www.larepps.uqam.ca/Page/Document/pdf_transversal/cahier00_04.PDF>, page consultée le 11 décembre 2010.